

INDIGO GROUP

Société anonyme

Tour Voltaire

1 Place des Degrés

92800 Puteaux La Défense

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

PROXIMA

64 boulevard de Reuilly
75012 Paris

SARL au capital de 50 000 €
402 387 997 RCS Paris

DELOITTE & ASSOCIES

6 Place de la Pyramide
92908 Paris - La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre

INDIGO GROUP

Société anonyme

Tour Voltaire
1 Place des Degrés
92800 Puteaux La Défense

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée générale de la société INDIGO GROUP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Associé unique et l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société INDIGO GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des actifs long terme non financiers (goodwill, immobilisations incorporelles du domaine concédé, immobilisations corporelles, immobilisations corporelles du domaine concédé et des participations dans les sociétés mises en équivalence)

(Notes 3.3.1, 3.3.16, 3.3.17, 4, 9.5 et 9.6 de l'annexe aux comptes consolidés)

Description du risque

Les goodwill, les immobilisations incorporelles du domaine concédé, les immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles du domaine concédé et les participations dans les sociétés mises en équivalence présentent des valeurs nettes comptables significatives au 31 décembre 2020 de respectivement 811 millions d'euros, 1 012 millions d'euros, 809 millions d'euros, 153 millions d'euros et 106 millions d'euros. Ces goodwill, ces immobilisations et ces participations peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance, l'évolution de l'environnement économique, des conditions de marché défavorables, l'évolution du trafic et des changements de législations ou de réglementations.

Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et les goodwill, le Groupe réalise un test de perte de valeur au minimum une fois par an, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations et les titres de participations dans les sociétés mises en équivalence, le Groupe réalise un test de perte de valeur lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît. Lors de la réalisation de ces tests, le Groupe détermine la valeur recouvrable de ces actifs, regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), sur la base d'un calcul de valeur d'utilité, lui-même basé sur des prévisions de flux de trésorerie futurs actualisés.

Ces tests de perte de valeur ont été réalisés en tenant compte des incertitudes pesant sur les perspectives macro-économiques résultant de la crise sanitaire de la COVID-19 et des hypothèses de sortie de crise retenues par la direction.

La détermination de la valeur recouvrable de ces actifs et des éventuelles pertes de valeur constitue un point clé de l'audit, compte tenu du caractère potentiellement significatif d'éventuelles dépréciations et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la Direction sur des hypothèses telles que la performance opérationnelle, le trafic futur, les taux de croissance long terme et les taux d'actualisation retenus.

Notre réponse au risque

Pour les UGT significatives ou présentant un risque spécifique, nous avons :

- vérifié la pertinence de l'approche retenue pour déterminer les UGT, au niveau desquelles sont réalisés les tests de perte de valeur des actifs ;
- analysé et vérifié les modalités de mise en œuvre de ces tests et notamment les processus de validation de la Direction ;
- rapproché les données budgétaires avec celles approuvées par les organes de direction de la société ;
- rapproché la valeur nette comptable des UGT testées avec les montants figurant en comptabilité,
- vérifié les fichiers de calculs portant notamment sur les actifs testés ainsi que sur la détermination de leur valeur d'utilité,
- apprécié le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues dans le contexte actuel de crise sanitaire liée à la Covid-19 en particulier l'évolution de la performance opérationnelle et du trafic, les taux de croissance long terme corroborés par des données de marché externe, et les taux d'actualisation retenus, et ce notamment en comparant ces taux avec nos bases de données internes.

S'agissant des goodwill, nous avons vérifié le caractère approprié des informations données dans la note 9.5 de l'annexe aux comptes consolidés, notamment sur les hypothèses sous-jacentes et les analyses de sensibilité, au regard des dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Provisions pour risques liés aux contrats et litiges

(Notes 3.3.1, 3.3.21 et 9.11 de l'annexe aux comptes consolidés)

Description du risque

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé à différents risques, notamment des risques juridiques, des litiges et contentieux, ainsi que des contrats présentant un risque de perte. Le Groupe identifie et analyse régulièrement les risques auxquels il peut être confronté et évalue et comptabilise, le cas échéant, des provisions sur la base de sa meilleure estimation à la date de clôture :

- de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation (cas des contrats déficitaires),
- de l'impact de ces litiges sur la valeur recouvrable de ses actifs.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'ensemble des résultats possibles.

Ces risques et litiges font, le cas échéant, l'objet de provisions établies conformément aux normes comptables appropriées, notamment la norme IAS 37 et IAS 36, et sont évalués par le Groupe en fonction de sa connaissance des dossiers.

Ces provisions pour risques et litiges sont présentées sur la ligne « Provisions pour autres risques non courants » ou en diminution de la valeur comptable des actifs concernés lorsque ces provisions concernent la valeur recouvrable des actifs du Groupe.

L'identification des risques associés aux litiges et l'évaluation des provisions comptabilisées au titre des risques et litiges constituent un point clé de l'audit, compte tenu des montants en jeu et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la Direction pour la détermination de ces provisions.

Notre réponse au risque

Afin d'obtenir une compréhension des litiges existants et des éléments de jugement y afférents, nous nous sommes entretenus avec les Directions juridique et financière du Groupe. Pour chacun des principaux litiges identifiés, nous avons :

- procédé à des entretiens avec la Direction juridique du Groupe et avons suivi l'évolution des principaux litiges ;
- examiné et vérifié les procédures mises en œuvre par le Groupe pour procéder à l'identification, au recensement ainsi qu'à l'évaluation des risques et l'approbation des provisions correspondantes ;
- corroboré le niveau de provisions comptabilisées avec les réponses d'avocats à nos demandes d'information ;
- effectué une revue critique des analyses internes relatives à la probabilité et à l'incidence possible de chaque risque, en examinant les éléments de procédure (courriers, réclamations, jugements, notifications, etc.) disponibles. Nous avons notamment exercé notre jugement professionnel afin d'apprécier les positions retenues par la Direction au sein de fourchettes d'évaluation des risques et la cohérence de l'évolution dans le temps de ces positions.

Par ailleurs, s'agissant des contrats déficitaires, nous avons vérifié les fichiers de calculs utilisés dans la détermination des prévisions de flux de trésorerie futurs actualisés et vérifié le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues, en particulier l'évolution de la performance opérationnelle et du trafic, les taux de croissance long terme corroborés par des données de marché externe et les taux d'actualisation retenus, et ce notamment en comparant ces taux avec nos bases de données internes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux Comptes de la société INDIGO GROUP par l'Associé unique, lorsque votre société était une société par actions simplifiée unipersonnelle, en date du 26 mars 2014 pour le cabinet Deloitte & Associés et en date du 15 octobre 2014 pour le cabinet Proxima.

Au 31 décembre 2020, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 8^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Proxima dans la 7^{ème} année, dont 7 exercices pour les deux cabinets depuis que des titres de créance de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité d'Audit

Nous remettons au Comité d'Audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.


Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

A Paris et Paris La Défense, le 24 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

PROXIMA



Vincent Molinié

DELOITTE & ASSOCIES



Amnon Bendavid

INDIGO GROUP

Siège social : 1, Place des Degrés – TSA 43214

92919 La Défense Cedex

RCS Nanterre 800 348 146

COMPTES CONSOLIDES

31 Décembre 2020

SOMMAIRE DES COMPTES CONSOLIDES

Compte de résultat consolidé	1
Etat du résultat global consolidé	2
Bilan consolidé.....	3
Tableau des flux de trésorerie consolidés	4
Variation des capitaux propres consolidés.....	5

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. PRESENTATION DU GROUPE ET DU CONTEXTE DE PREPARATION DES COMPTES.....	11
1.1 Présentation du Groupe.....	11
1.2 Contexte de préparation des états financiers consolidés du Groupe.....	11
2. FAITS MARQUANTS.....	13
2.1 Faits marquants de la période.....	13
2.2 Faits marquants de la période précédente.....	18
3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION.....	19
3.1 Principes généraux.....	19
3.2 Méthodes de consolidation.....	20
3.3 Règles et méthodes d'évaluation.....	23
3.4 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS utilisés par le Groupe.....	36
4. IMPACTS COVID.....	37
5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES	39
5.1 Acquisitions de la période.....	39
5.2 Acquisitions de l'exercice précédent.....	39
6. INFORMATIONS SECTORIELLES.....	40
7. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	43
7.1 Charges opérationnelles courantes.....	43
7.2 Dotations aux amortissements.....	43
7.3 Dotations nettes aux provisions et dépréciations d'actifs et passifs non courants.....	43
7.4 Autres éléments opérationnels.....	44
7.5 Paiements en actions (IFRS 2).....	44
7.6 Charges et produits financiers.....	44
7.7 Impôts sur les bénéfices.....	46
7.8 Résultat par action.....	48
8. NOTES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	49
8.1 Passage de l'EBITDA au <i>Free Cash-Flow</i>	49
8.2 Cash Conversion Ratio.....	49
8.3 Analyse des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement.....	49
8.4 Impact relatif au traitement des redevances fixes payées aux concédants (IFRIC 12).....	50
8.5 Impact relatif au traitement des loyers fixes (IFRS 16).....	50
9. NOTES RELATIVES AU BILAN.....	51
9.1 Immobilisations incorporelles du domaine concédé.....	51
9.2 Goodwill.....	52
9.3 Autres immobilisations incorporelles.....	53
9.4 Immobilisations corporelles.....	54
9.5 Tests de valeur sur autres actifs immobilisés.....	55
9.6 Participations dans les sociétés mises en équivalence.....	56
9.7 Actifs financiers non courants.....	60
9.8 Actifs financiers de gestion de trésorerie et disponibilités.....	62
9.9 Capitaux propres.....	62
9.10 Engagements de retraites et autres avantages au personnel.....	64
9.11 Autres provisions.....	66
9.12 Autres passifs non courants.....	67
9.13 Besoin en fonds de roulement.....	68
9.14 Informations relatives à l'endettement financier net.....	69
9.15 Informations relatives à la gestion des risques financiers.....	74
9.16 Risque de crédit et contrepartie.....	77

10. NOTES SUR LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES CONTRATS DE CONCESSION	78
10.1 Contrats de concession – Modèle de l’actif incorporel.....	78
10.2 Contrats de concession – Modèle de la créance financière.....	78
11. AUTRES NOTES	80
11.1 Transactions avec les parties liées	80
11.2 Rémunération des principaux dirigeants.....	80
11.3 Engagements hors bilan	81
11.4 Effectifs	82
12. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	83
13. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	84
14. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2020	85

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31/12/2020	31/12/2019
CHIFFRE D'AFFAIRES (*)		517,0	694,7
Chiffre d'affaires construction des filiales concessionnaires		13,3	14,6
Total chiffre d'affaires		530,2	709,4
Produits des activités annexes		9,6	8,9
Charges opérationnelles courantes	7.1	(319,3)	(395,8)
EBITDA		220,5	322,4
Dotations aux amortissements	7.2	(225,0)	(224,9)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations d'actifs non courants	7.3	(4,5)	(10,1)
Autres éléments opérationnels	7.4	5,6	(0,8)
Paievements en actions (IFRS 2)	7.5	0,2	(3,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence	9.6.1	(1,2)	(23,0)
Perte de valeur des <i>goodwill</i>	9.5	0,0	0,0
Effet de périmètre et résultat de cession de titres		4,8	6,1
RESULTAT OPERATIONNEL		0,3	66,0
Coût de l'endettement financier brut		(50,5)	(49,5)
Produits financiers des placements de trésorerie		0,8	1,0
Coût de l'endettement financier net	7.6	(49,7)	(48,5)
Autres produits financiers	7.6	2,2	2,4
Autres charges financières	7.6	(2,5)	(4,7)
Impôts sur les bénéfices	7.7	0,6	(10,5)
RESULTAT NET DE LA PERIODE		(49,0)	4,7
Résultat net de la période - part des intérêts minoritaires		0,6	0,8
RESULTAT NET DE LA PERIODE - PART DU GROUPE		(49,6)	3,9
Résultat net par action part du Groupe	7.8		
Résultat net par action (en euros)		(0,31)	0,02
Résultat net dilué par action (en euros)		(0,31)	0,02

(*) Hors chiffre d'affaires construction des filiales concessionnaires.

Etat du résultat global

(en millions d'euros)	31/12/2020			31/12/2019		
	Part du Groupe	Part des intérêts minoritaires	Total	Part du Groupe	Part des intérêts minoritaires	Total
Résultat net	(49,6)	0,6	(49,0)	3,9	0,8	4,7
Variations de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie (*)	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0
Écarts de conversion	(27,6)	(0,0)	(27,6)	5,8	0,8	6,6
Impôts (**)	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0
Quote-part des sociétés mises en équivalence, nets	(0,0)	-	(0,0)	1,3	-	1,3
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net	(27,6)	(0,0)	(27,6)	7,0	0,8	7,8
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	1,3	0,0	1,3	2,3	0,0	2,3
Impôts	(0,4)	(0,0)	(0,4)	(0,8)	(0,0)	(0,8)
Quote-part des sociétés mises en équivalence, nets	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	0,9	0,0	0,9	1,5	0,0	1,5
Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres	(26,7)	(0,0)	(26,7)	8,5	0,8	9,3
Résultat global	(76,3)	0,6	(75,7)	12,4	1,6	14,0

(*) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couvertures de taux principalement) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

(**) Effets d'impôt liés aux variations de juste valeur des instruments financiers de couverture de flux de trésorerie (part efficace)

Bilan Consolidé

Actif

(en millions d'euros)

	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	9.1	1 011,9	1 138,9
Goodwill net	9.2	811,3	828,3
Autres immobilisations incorporelles	9.3	58,0	62,6
Immobilisations corporelles	9.4	808,7	713,9
Immobilisations corporelles du domaine concédé	9.4	152,7	167,3
Immeubles de placement		0,3	0,3
Participations dans les sociétés mises en équivalence	9.6	106,2	110,8
Créances financières - Concessions (part à + 1 an)	9.7	19,2	20,1
Autres actifs financiers non courants	9.7	4,5	7,9
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	9.7	7,0	5,9
Impôts différés actifs	7.7.3	48,2	59,7
Total actifs non courants		3 028,1	3 115,8

Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	9.13	1,8	1,8
Clients	9.13	101,1	114,1
Autres actifs courants d'exploitation	9.13	87,3	95,4
Autres actifs courants hors exploitation		4,6	1,8
Actifs d'impôt exigible		24,1	33,3
Créances financières - Concessions (part à - 1 an)		0,7	0,7
Autres actifs financiers courants		10,7	2,6
Juste valeur des produits dérivés actifs courants		2,0	1,0
Actifs financiers de gestion de trésorerie	9.8	0,9	0,6
Disponibilités et équivalents de trésorerie	9.8	219,9	351,0
Actifs liés aux activités abandonnées et titres de participation		-	-
Total actifs courants		453,0	602,4

TOTAL ACTIFS		3 481,1	3 718,2
---------------------	--	----------------	----------------

Bilan Consolidé

Passif

(en millions d'euros)

	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Capitaux propres	9.9		
Capital social		160,0	160,0
Primes liées au Capital		283,6	283,6
Réserves consolidées		91,2	86,0
Réserves de conversion		(12,3)	15,3
Résultat net - Part du Groupe		(49,6)	3,9
Opérations enregistrées directement en capitaux propres		7,1	6,3
Capitaux propres - Part du Groupe		480,1	555,1
Intérêts minoritaires		14,0	10,4
Total capitaux propres		494,1	565,5

Passifs non courants			
Provisions pour retraites et autres avantages du personnel	9.10	20,7	21,0
Provisions non courantes	9.11	27,4	28,7
Emprunts obligataires	9.14	1 814,2	1 813,4
Autres emprunts et dettes financières	9.14	418,9	542,5
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	9.14	3,7	2,7
Autres passifs non courants	9.12	9,4	15,4
Impôts différés passifs	7.7.3	144,7	155,7
Total passifs non courants		2 439,0	2 579,5

Passifs courants			
Provisions courantes	9.11	35,3	25,0
Fournisseurs	9.13	58,5	62,8
Autres passifs courants d'exploitation	9.13	296,0	296,4
Autres passifs courants hors exploitation	9.15	37,2	37,0
Passifs d'impôt exigible		2,0	6,6
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	9.14	0,2	0,8
Dettes financières courantes	9.14	118,8	144,7
Passifs liés aux activités abandonnées et autres passifs disponibles à la vente		0,0	-
Total passifs courants		548,0	573,2

TOTAL PASSIFS & CAPITAUX PROPRES		3 481,1	3 718,2
---	--	----------------	----------------

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)

	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net de la période (y compris les minoritaires)		(49,0)	4,7
Dotations nettes aux amortissements	7.2	225,0	224,9
Dotations nettes aux provisions (*)		3,8	12,2
Paielements en actions (IFRS 2) et autres retraitements		(0,1)	(0,7)
Résultat sur cessions		(8,1)	(15,2)
Pertes et profits de change latents		0,0	0,1
Impact d'actualisation des créances & dettes non courantes		(3,6)	2,5
Variation de la juste valeur des instruments financiers		-	-
Perte durable (AFS) et/ou variation de valeur des titres (acquis par étape)		-	-
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et dividendes des sociétés non consolidées		1,2	34,7
Coûts d'emprunt immobilisés		(0,2)	(0,6)
Coût de l'endettement financier net comptabilisé		49,7	48,5
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées		(0,6)	10,5
Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts	8.1	218,2	321,7
Variations du BFR et des provisions courantes	9.13	26,4	(9,3)
Impôts payés		3,8	(65,1)
Intérêts financiers nets payés		(49,8)	(41,2)
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)		(6,8)	(6,6)
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		(3,9)	(3,4)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		4,5	13,0
Flux de trésorerie liés à l'activité	I	203,1	219,1

Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	8.3	(218,8)	(87,3)
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		(20,8)	(16,8)
Cession des immobilisations corporelles et incorporelles	8.3	40,2	0,8
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		38,8	(0,0)
Investissements en immobilisations du domaine concédés (net de subventions reçues)	8.3	14,6	(128,6)
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)		(5,8)	(77,6)
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes sur portefeuille existant (IFRIC 12)		56,6	(3,4)
Variation des créances financières sur Concessions	8.3	0,5	7,4
Investissements opérationnels (nets de cession)	8.3	(163,5)	(207,7)
Cash-flow libre (après investissements)		39,6	11,5
Acquisition de titres de participation (consolidés et non consolidés)	5.1	(15,9)	(114,7)
Cession de titres de participation (consolidés et non consolidés)		7,3	4,9
Incidence nette des variations de périmètre		4,7	11,3
Investissements financiers nets		(3,9)	(98,5)
Dividendes reçus des sociétés non consolidées		(0,0)	(0,5)
Autres		(9,6)	(18,2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	II	(177,0)	(324,8)

Augmentation de capital	9.9	-	-
Augmentations de capital des filiales souscrites par des tiers		0,7	(0,0)
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires (sans prise/perte de contrôle)		-	-
Sommes encaissées lors de l'exercice des stocks options		-	-
Distributions versées		(0,5)	(93,5)
- aux actionnaires		0,0	(92,8)
- aux minoritaires des sociétés intégrées		(0,5)	(0,7)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	9.14	50,5	363,7
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes sur nouveaux contrats (IFRIC 12)		5,8	77,6
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		(11,7)	16,3
Remboursements d'emprunts		(193,8)	(149,6)
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes sur portefeuille existant (IFRIC 12)		(117,0)	(57,7)
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		(31,8)	(29,0)
Variation des emprunts avec la société mère		(0,4)	(0,0)
Variation des lignes de crédit		(0,0)	-
Variation des actifs de gestion de trésorerie (**)		(0,4)	0,0
Variation des dérivés sur la trésorerie		-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	III	(143,9)	120,5
Autres variations (dont incidence des variations des cours de devises)	IV	(5,5)	0,0

Variation nette de trésorerie nette	I + II + III + IV	(123,2)	14,9
--	--------------------------	----------------	-------------

Trésorerie nette à l'ouverture		342,4	327,5
Trésorerie nette à la clôture		219,2	342,4

(*) Y compris les variations des provisions pour retraites et autres avantages au personnel.

(**) Données retraitées des comptes courants financiers actifs (cf. Note 9.14 « Information relatives à l'endettement financier net »)

Variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020

(en millions d'euros)

	Capital social	Primes liées au capital	Autres instruments de capitaux propres	Réserves consolidées	Résultat net	Réserves de conversion	Opérations reconnues directement en capitaux propres	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2019	160,0	283,6	0,0	86,0	3,9	15,3	6,3	555,1	10,3	565,5
Résultat net de la période	-	-	-	-	(49,6)	-	-	(49,6)	0,6	(49,0)
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres des sociétés contrôlées	-	-	-	-	-	(27,6)	0,9	(26,7)	(0,0)	(26,7)
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)
Résultat global de la période	-	-	-	-	(49,6)	(27,6)	0,9	(76,3)	0,6	(75,7)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réduction de capital et rachat d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat et dividendes distribués	-	-	-	3,9	(3,9)	-	-	-	(0,5)	(0,5)
Paiements en actions (IFRS 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incidence des acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	0,1	-	0,0	0,0	0,1	3,5	3,6
Divers	-	-	-	1,2	-	-	(0,0)	1,2	0,0	1,6
Capitaux propres au 31/12/2020	160,0	283,6	0,0	91,2	(49,6)	(12,3)	7,1	480,1	14,0	494,1

Variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019

(en millions d'euros)

	Capital social	Primes liées au capital	Autres instruments de capitaux propres	Réserves consolidées	Résultat net	Réserves de conversion	Opérations reconnues directement en capitaux propres	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2018	160,0	338,0	0,0	43,4	82,2	9,3	3,7	636,6	11,4	648,1
Résultat net de la période	-	-	-	-	3,9	-	-	3,9	0,8	4,7
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres des sociétés contrôlées	-	-	-	-	-	6,0	1,3	7,3	0,8	8,1
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	1,3	1,3	0,0	1,3
Résultat global de la période	0,0	0,0	0,0	0,0	3,9	6,0	2,5	12,4	1,6	14,0
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Réduction de capital et rachat d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Affectation du résultat et dividendes distribués	-	(54,4)	-	43,8	(82,2)	-	-	(92,8)	(0,7)	(93,5)
Paiements en actions (IFRS 2)	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Incidence des acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Variations de périmètre	-	-	-	(3,7)	-	0,0	0,0	(3,7)	(2,0)	(5,7)
Divers	-	-	-	2,5	-	-	(0,0)	2,5	0,0	2,5
Capitaux propres au 31/12/2019	160,0	283,6	0,0	86,0	3,9	15,3	6,3	555,1	10,3	565,5

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. PRESENTATION DU GROUPE ET DU CONTEXTE DE PREPARATION DES COMPTES

1.1 Présentation du Groupe

La société Indigo Group (la « Société ») est une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé au 1, Place des Degrés – Tour Voltaire – 92800 Puteaux La Défense. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 800 348 146.

Au 31 décembre 2015, Infra Foch Topco, société mère d'Indigo Group, était détenue à hauteur de 36,92% par des fonds d'investissements gérés par Ardian Infrastructure, à hauteur de 36,92% par Crédit Agricole Assurances via sa filiale Predica, à hauteur de 24,61% par VINCI Concessions (groupe VINCI) et à hauteur de 1,55% par le management du Groupe.

Le 13 juin 2016, Ardian Infrastructure et Crédit Agricole Assurances ont signé un accord avec Vinci Concessions en vue de l'acquisition, à parts égales, de sa participation de 24,61% au capital d'Infra Foch Topco. Cette transaction, soumise à l'approbation des autorités de la concurrence, a été finalisée au cours du troisième trimestre 2016.

Le 17 septembre 2019, Vauban Infrastructure Partners (ex Mirova) (au travers de Core Infrastructure Fund II et de son véhicule de co-investissement), société de gestion dédiée à l'investissement durable, et MEAG, société du groupe Munich Re gestionnaire des actifs de Munich Re et Ergo, ont finalisé l'acquisition de la participation d'Ardian dans Infra Foch Topco, qui elle-même détient 99,77% d'Indigo Group (0,23% détenu par les salariés au travers d'un FCPE), suite à l'information consultation du Comité Social et Economique français d'Indigo ainsi qu'à l'approbation de l'opération par les autorités de concurrence compétentes. Au 31 décembre 2019, Infra Foch Topco était détenue à 47,15% par Crédit Agricole Assurances, 32,91% par Vauban Infrastructure Partners, 14,24% par MEAG, 5,21% par le Management et 0,5% en auto-détention.

Au 31 décembre 2020, Infra Foch Topco est détenue par Prédica SA à hauteur de 47,5%, par Vauban Infrastructure Partners à hauteur de 33,2%, par MR Infrastructure Investment GmbH (Meag) à hauteur de 14,4%, à hauteur de 0,5% en autocontrôle et pour le solde par le Management du Groupe.

Le Groupe formé par Indigo Group et ses filiales (ci-après « Indigo Group » ou le « Groupe ») est un acteur mondial et global du stationnement et de la mobilité urbaine qui gère plus de 2,3 millions de places de stationnement et leurs services associés dans 12 pays, dont la Chine et la Pologne, pays nouvellement intégrés au périmètre de consolidation au 31 décembre 2020.

Le Groupe est le partenaire de différents acteurs privés et publics (collectivités, hôpitaux, gares, aéroports, centres commerciaux, stades, lieux de loisirs, de tourisme, résidences, entreprises, universités, administrations, etc.) pour concevoir, construire, financer et exploiter des solutions de stationnement sur voirie ou en ouvrage en concession, pleine propriété ou prestations de services.

Le Groupe exerce par ailleurs une activité dans le domaine Mobilités et Solutions Digitales, via sa filiale Mobility and Digital Solutions Group.

1.2 Contexte de préparation des états financiers consolidés du Groupe

Les présents états financiers consolidés ont été préparés dans le cadre de la clôture annuelle au 31 décembre 2020.

Dans le respect des dispositions des normes IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe a présenté dans les états financiers consolidés de la période clôturée au 31 décembre 2020, les périodes suivantes :

- le bilan consolidé au 31 décembre 2020 et le bilan consolidé au 31 décembre 2019;
- le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé au 31 décembre 2020 ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé au 31 décembre 2019 ;
- l'état des variations des capitaux propres sur l'exercice considéré (soit du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020), ainsi que celui de l'exercice précédent (soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019) ;

- le tableau des flux de trésorerie cumulés sur l'exercice considéré (soit du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020), et un état comparatif pour l'exercice précédent (soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019).

Le Groupe utilise pour la mesure de sa performance un certain nombre d'indicateurs non définis par les normes IFRS, utilisés notamment pour ses besoins en matière de communication financière et dont les définitions sont présentées en Note 3.4.

2. FAITS MARQUANTS

2.1 Faits marquants de la période

A. COVID-19

Malgré le fort impact de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de la Covid-19, le Groupe INDIGO a su résister et montrer la résilience de son modèle en maintenant un résultat opérationnel positif et en maîtrisant sa dette.

Face à la crise sanitaire, le Groupe n'a cessé de promouvoir la sécurité de ses clients, sous-traitants et collaborateurs et a mis en place un fonds de solidarité pour aider et protéger ces derniers dans le monde entier. Le Groupe a également lancé des offres de stationnement gratuit dédiées au personnel hospitalier et poursuivi son engagement vis-à-vis de ses clients afin de leur offrir le meilleur service, notamment grâce à son application digitale OPnGO.

Grâce à l'engagement exceptionnel de ses collaborateurs, à la maîtrise des dépenses opérationnelles et à un niveau d'investissement largement supérieur aux années antérieures, le Groupe peut se féliciter, malgré la crise, d'avoir remporté des succès importants, de s'être déployé dans de nouveaux pays et sur de nouveaux marchés et être en ordre de marche pour repartir de l'avant dès la sortie de la pandémie.

Lors du premier confinement instauré en Europe et des mesures de circulation restrictives prises dans l'ensemble des pays dans lesquels le Groupe opère, la quasi-totalité de ses activités a été mise à l'arrêt ou très fortement réduite. Si l'activité a pu reprendre en milieu d'année, notamment durant les vacances estivales, l'activité a été pénalisée au dernier trimestre par les nouvelles mesures de confinement ou de couvre-feu.

Dans ce contexte inédit, sur l'ensemble de l'année, la baisse de chiffre d'affaires a été limitée à -24,1% à cours de change constants par rapport à 2019. Cette baisse a pu être contenue notamment grâce à l'excellente diversification du portefeuille d'actifs du Groupe (en termes de géographies, nature de contrats, générateurs, ou encore segmentation des clients).

Par ailleurs le Groupe a su maintenir un Cash Conversion Ratio (Free Cash-Flow / EBITDA) de 60,2% en augmentation par rapport à 2019 (59,6%) ce qui démontre le caractère résilient de son *business model* infrastructure qui continue à générer un cash-flow positif disponible significatif pour les besoins d'investissement et le service de la dette. Enfin, en dépit de la baisse de chiffre d'affaires et d'un montant significatif d'investissements qui ont permis de saisir de belles opportunités, le Groupe a maintenu un endettement financier net stable grâce à l'optimisation de ses charges d'exploitation, à la renégociation de ses contrats permettant une réduction de la dette IFRIC 12 et IFRS 16 et à l'absence de distribution de dividende aux actionnaires qui ont, ensemble, permis de préserver le rating Investment Grade du Groupe.

B. Stratégie Beyond Covid

Le plan Beyond Covid présenté lors du Conseil de Surveillance du 25 septembre 2020 est en cours de déploiement. Il se construit autour des cinq piliers suivants :

- **Positionnement** : focus sur les contrats d'infrastructures, ainsi que sur les services digitaux de mobilité douce et de logistique urbaine
- **Renégociation des contrats** : compte tenu des impacts de la crise sur l'équilibre économique de chaque contrat le Groupe a lancé des renégociations avec plus de 500 clients sur plusieurs leviers comme (i) une baisse des redevances et loyers, (ii) une extension de durée, (iii) une adaptation du schéma opérationnel, (iv) un aménagement des engagements de *Capex* de maintenance, ou (v) une évolution de la politique tarifaire ;
- **Coûts de fonctionnement** : optimisation des schémas d'exploitation, automatisation/dématérialisation de certains processus au siège
- **Investissements** : priorité aux projets d'investissement brownfield (c'est-à-dire à faible risque trafic), réflexion sur des partenariats stratégiques, revue des critères financiers du Groupe, et optimisation des *Capex* de maintenance
- **Financement** : maintien de la notation *Investment Grade*, optimisation du besoin en fonds de roulement et anticipation des besoins de financement.

C. Positionnement

France – renforcement des contrats infrastructures

Le 17 mars 2020, INDIGO a signé l'acquisition de 5 parcs de stationnement en pleine propriété à Nice auprès de la SEMIACS (Métropole de Nice). Cette société possède en pleine propriété les parkings Magnan (310 places), St-Roch (75 places), Arénas (1396 places), Palais Méditerranée (501 places) et Palais Risso (54 places).

Le 5 octobre 2020 INDIGO a acquis en pleine propriété le parc de stationnement Saleya, d'une capacité de 572 places en souterrain. Ce parc est situé en plein cœur du centre historique de Nice, sous l'emblématique marché aux fleurs du cours Saleya.

Enfin, le 6 novembre 2020 INDIGO a acquis en pleine propriété, auprès de la Métropole de Nice, le parking Masséna d'une capacité de 325 places. Situé en plein cœur de Nice sous la très connue place Masséna, ce parc était exploité par INDIGO jusqu'à fin 2018.

Grâce à ces 7 acquisitions en 2020, INDIGO exploite désormais 10 parcs à Nice.

Par ailleurs, le Groupe a acquis 4 autres parcs en pleine-propiété à Metz, Lille, Marseille et Bobigny et a remporté l'appel d'offres en concession du parc Bastille à Paris pour une durée de 18 ans.

- **France – Arbitrage d'actifs**

Le 17 juillet 2020, INDIGO a vendu la société GTF, propriétaire du parc en élévation Turbigio Fontaine à Paris et a signé un contrat de location avec le nouveau propriétaire pour la gestion du parking le temps pour l'immeuble d'être restructuré en logements. Cette démarche s'inscrit dans la volonté d'INDIGO de valoriser au mieux ses actifs de centre-ville. L'activité de GTF n'a pas eu d'impact significatif sur l'activité du Groupe en 2019 et en 2020.

Europe

- **Pologne – Nouvelle implantation d'INDIGO et acquisition d'une première société ImmoPark**

INDIGO s'implante en Pologne avec la constitution le 28 février 2020 d'une filiale détenue à 100% dénommée Indigo Polska SA. L'ambition d'INDIGO est de conquérir ce nouveau marché où de nombreux projets ont été identifiés.

Le Groupe a procédé à l'acquisition, le 20 novembre 2020, via sa filiale Indigo Polska, de 94,97% du capital de la société ImmoPark, exploitante d'un parking en concession (pour une durée de 30 ans) de 333 places sous la célèbre place Nowy Targ à Wrocław.

- **Suisse - Prise de participation majoritaire dans Parking Port d'Ouchy et cession des parts dans Parking Management Services**

Le 23 octobre 2020, INDIGO a porté sa participation à 52,89% dans la société Parking Port d'Ouchy qui exploite le parc de stationnement de la Navigation à Lausanne par l'acquisition de 29,68% du capital de cette société.

Le 18 juin 2020, le Groupe avait vendu toutes ses actions dans la société suisse Parking Management Services, société prestataire de services pour divers exploitants de parcs de stationnement dans la région lausannoise dont il détenait 30% du capital. L'activité de Parking Management Services n'a pas eu d'impact significatif sur l'activité du Groupe en 2019.

Amérique du Nord

- **Etats-Unis – Nouveaux accords avec notre co-actionnaire au sein de LAZ Parking illustrés par une première acquisition en pleine propriété**

Dans le cadre du projet de notre co-actionnaire au sein de LAZ Parking d'accueillir en son sein un nouvel investisseur, le Groupe a négocié une modification des accords existants visant en particulier à lui permettre de s'intéresser aux projets de concessions ou d'acquisition de parcs de stationnement sur le territoire américain, avec son concours minoritaire et une exclusivité réciproque, la co-entreprise LAZ Parking ayant vocation à exploiter ces parcs en prestation de services.

Ces accords sont entrés en vigueur le 11 mars 2020, du fait du *closing* intervenu le même jour avec le nouvel investisseur détenant désormais une partie du capital de notre co-actionnaire au sein de LAZ Parking.

Dans la lignée de ces nouveaux accords, Indigo Infra USA Holdings Inc., la holding américaine du Groupe, via sa filiale nouvellement dénommée Indigo Infra Hoboken LLC, a procédé à l'acquisition du parc de stationnement de 1 250 places dénommé Hudson Tea situé à Hoboken (NJ) le long de l'Hudson River sur la rive opposée à Manhattan avec une reprise de l'exploitation au 1^{er} novembre 2020.

- Canada – INDIGO désormais propriétaire à 100% des actions de WestPark

Le Groupe s'était porté acquéreur, le 31 mai 2019, via sa filiale Indigo Park Canada, d'une action supplémentaire de WestPark Parking Services (une co-entreprise opérant en Colombie Britannique et dans le nord de l'Alberta), dont elle détenait conjointement le contrôle jusqu'à cette date et en détenait ainsi le contrôle exclusif.

Conformément au pacte d'actionnaires qui liait Indigo Park Canada et son co-actionnaire la société 7292309 Canada Inc., Indigo Park Canada était engagé à acquérir l'intégralité de la participation de la société 7292309 Canada Inc., par moitié en 2020 puis en 2021, sur la base d'une formule de valorisation préétablie.

Le 11 décembre 2020 Indigo Park Canada a finalement acquis la totalité de cette participation, devançant d'un an l'acquisition de la deuxième tranche prévue en 2021 et devenant ainsi propriétaire à 100% de WestPark Parking Services (West Park).

IBSA

- Brésil – Signature d'un contrat pour 54 sites de stationnement avec les cliniques Dasa et d'un bail long terme de 20 ans sur le site emblématique du parc Ibirapuera à de Sao Paulo

INDIGO a signé un contrat d'exploitation de 5 ans avec les cliniques Dasa pour gérer plus de 54 sites de stationnement dans 7 villes représentant 1 817 places. Il a également repris l'exploitation pour une durée de 20 ans du parc de stationnement de 1200 places du parc d'Ibirapuera à Sao Paulo, un des plus grands espaces verts d'Amérique Latine recevant plus de 14 millions de visiteurs par an.

Ce nouveau contrat s'inscrit parfaitement dans la stratégie du Groupe d'exporter son savoir-faire en matière de contrats longs de type infrastructure.

- Espagne – gain de concessions longue durée

INDIGO a remporté les appels d'offre en concession du stationnement de l'Hospital San Joan de Deu à Manresa le 16 juillet 2020 pour une durée de 32 ans et du parc de la Plaza España à Ecija le 30 décembre 2020 pour une durée de 35 ans. Ces deux nouveaux contrats illustrent la stratégie d'INDIGO de densifier et renforcer ses actifs infrastructures en Espagne avec des durées de contrat supérieures à 30 ans.

Asie

- Développement d'une activité en Chine

A la suite de la signature, par Indigo Infra China HK Ltd, filiale du Groupe INDIGO, d'un accord de partenariat stratégique pour la création d'une *Joint-venture (JV)* avec Sunsea Parking en 2019 ; la JV a été constituée à Hong Kong, et ses filiales en Chine continentale ont été constituées à leur tour courant 2020.

Une équipe commerciale, opérationnelle et administrative a été rassemblée et s'est installée dans des locaux à Shanghai. Cette JV est d'ores et déjà titulaire de 4 contrats dont l'exploitation devrait commencer en 2021.

Pour mémoire, la JV, détenue à 60% par Sunsea et à 40% par INDIGO, s'adresse aux autorités locales chinoises en les aidant à optimiser leur politique de stationnement et de mobilité intelligente. Elle développe des contrats à long terme impliquant à la fois le stationnement sur voirie et hors voirie, en tirant parti de l'expertise, de l'innovation ainsi que de l'expérience et de l'envergure mondiales apportées par Sunsea et INDIGO. Cette stratégie s'appuie sur un *business model* avec des investissements légers en termes d'immobilisations et un mécanisme de protection contre la baisse des revenus.

Sunsea et INDIGO se sont engagées à investir conjointement dans la JV, ce qui, conjugué à l'endettement et aux capitaux supplémentaires d'investisseurs locaux, permettra à l'entreprise commune d'investir dans des dizaines de milliers de places de stationnement.

MDS (Mobility Digital Solutions)

- INDIGO® weel

Conformément à sa stratégie, INDIGO® weel a continué en 2020 son désengagement du segment BtoC, amorcé mi 2019, et persévéré dans sa réorientation vers le segment BtoB. INDIGO® weel a ainsi investi en 2020 dans une solution propriétaire de mise à disposition de véhicules connectés via une application. Cette application permet d'attribuer des vélos, vélos à assistance électrique et scooters électriques aux employés de grandes sociétés ou à des clients finaux du Groupe afin de leur permettre de parcourir leur dernier kilomètre. Elle s'imbrique idéalement dans la forte expansion de la mobilité individuelle favorisée par le contexte sanitaire qui pousse les citoyens à orienter leurs modes de déplacement vers les deux-roues et par les engagements RSE pris par les entreprises qui favorisent l'utilisation par leurs collaborateurs de modes doux comme le vélo à assistance électrique.

En 2020 INDIGO® weel a remporté deux succès commerciaux majeurs pour des exploitations qui seront mises en service en 2021 et lui serviront de références commerciales pour son développement futur. Le premier succès a été obtenu avec la société Airbus Helicopters à Marignane où 300 vélos connectés vont permettre aux 12 000 salariés de ce site de 80 hectares de se déplacer sans polluer. Le second a été remporté en synergie avec Indigo Belgium dans le cadre d'un appel d'offre pour l'obtention d'une concession de parking à Anvers où une solution de mobilité composée de 100 vélos, 30 vélos à assistance électrique et 30 scooters électriques sera déployée dans les 11 parcs de stationnement que le Groupe y exploite.

- OPnGO – Poursuite du déploiement

Le déploiement d'OPnGO s'est poursuivi en 2020 avec sur le dernier trimestre 16 nouveaux parcs connectés, en pleine propriété mais également en concession DSP à Meaux et Périgueux et en prestation de services à Caen.

- Vélib – Smovengo – Poursuite de l'amélioration de l'activité

L'année 2020 a permis de conforter les progrès opérationnels et de retrouver crédibilité et confiance de la part du client amont le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib Métropole (SMAVM), avec des performances jamais atteintes dans l'histoire de Vélib : 1 399 stations dans 55 communes, 20 000 vélos dont 35% de vélos à assistance électrique (VAE), plus de 39 millions de trajets réalisés, près de 118 millions de kilomètres parcourus (dont 59% en VAE), un pic de 420 000 abonnés.

D. Renégociation des contrats

Face à la crise sanitaire, le Groupe a mené des discussions avec ses clients amont pour redéfinir les équilibres économiques de ses contrats de stationnement. Ces négociations ont été renforcées depuis la fin des élections municipales en France. Elles portent sur plusieurs leviers en fonction de l'équilibre économique de chaque contrat (extension de durée, baisse des loyers et redevances, etc).

En Europe, plus de 300 contrats sont concernés à ce stade, pour lesquels à fin février 2021, 31% des négociations avaient abouties positivement. Par exemple, à Paris, INDIGO en association avec la FNMS (Fédération Nationale des Métiers du Stationnement) a obtenu des modifications de contrats auprès de la Ville de Paris (votées fin 2020 par le Conseil Municipal) portant notamment sur des réductions de redevances fixes en 2020.

Aux Etats-Unis, où le poste loyers a représenté une charge de 161 millions de dollars en 2019, 715 contrats représentant, au 31 décembre 2019, 97% de ce montant), ont été analysés afin de déterminer pour chaque négociation nos leviers pour un abattement de loyer, un décalage de paiement, une renégociation du contrat ou une fin anticipée du contrat.

Au Canada, ce sont 71 contrats qui ont été étudiés, dont 50 pour lesquels un accord a déjà été signé ou approuvé.

Enfin, au Brésil 134 contrats ont été passés en revue.

E. Coût de fonctionnement

- Optimisation des coûts opérationnels

Pour réduire l'impact de la crise sur ses performances, le Groupe a également adapté son organisation dans toutes ses filiales et optimisé ses dépenses d'exploitation. Il a par ailleurs pu bénéficier des mesures de chômage partiel mises en place dans la plupart des pays dans lesquels il est présent. Enfin certaines natures de charges comme les loyers ou redevances variables ont permis de maintenir la rentabilité de certains contrats en dépit de la baisse de trafic.

F. Réorganisation du pôle MDS :

Dans le cadre de ses réflexions stratégiques et de restructuration de ses activités digitales portées par le pôle MDS et de l'internalisation de ces dernières au sein du pôle stationnement du Groupe, il a été procédé au second semestre 2020 à une simplification des structures juridiques et opérationnelles de ce pôle :

- Absorption de la société Mobility Digital Services BV, immatriculée aux Pays-Bas, par sa filiale OPnGO Group BV, également immatriculée aux Pays-Bas, en date du 17 octobre 2020,
- Absorption transfrontalière de la société OPnGO BV, (après que cette dernière a absorbé Mobility Digital Services BV) par sa filiale OPnGO SAS, immatriculée en France, en date du 30 novembre 2020.

A l'issue de ces deux opérations, OPnGO SAS est détenue directement par Mobility and Digital Solutions Group SAS, elle-même filiale de Indigo Group SA. Ces opérations n'ont par ailleurs eu aucune incidence sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2020.

Enfin, le Groupe a engagé au cours de l'exercice 2020 le processus de fermeture de la société Mobile Now LLC aux Etats-Unis, qu'il espère mener à son terme d'ici à la fin du premier semestre 2021.

- Cession des parts du Groupe dans S-Park

Fin février 2020, le Groupe a vendu toutes ses actions dans la société israélienne S-Park Parking Technologies Ltd qui a créé l'application mobile Polly. L'activité de S-Park n'a pas eu d'impact significatif sur l'activité du Groupe en 2019 et en 2020.

G. Investissements

En 2020, le Groupe a poursuivi sa politique d'investissements et a pu saisir de nouvelles opportunités dans le contexte de la crise grâce à la solidité de son bilan et la confiance de ses actionnaires. Les investissements décaissés ont représenté un montant de plus de 236 millions d'euros et sont principalement liés à des acquisitions *brownfield* de parcs de stationnement en pleine-propriété pour environ 170 millions d'euros en France et aux Etats-Unis venant ainsi renforcer le profil infrastructure du Groupe.

Concernant les *Capex* de maintenance, le Groupe a su optimiser certains de ces investissements, ce qui a permis de les réduire de 4 millions d'euros par rapport à 2019 pour atteindre un montant d'environ 15 millions d'euros.

H. Financement

- Notation d'Indigo Group abaissée de BBB à BBB- avec une perspective négative

S&P Global Ratings a revu la notation d'Indigo Group S.A. le 14 mai 2020 de BBB à BBB- avec une perspective négative en raison des impacts de la pandémie de Covid-19. Les restrictions temporaires de mobilité liées aux mesures de confinement et de distanciation sociale prises par les autorités pour contenir la pandémie à travers le monde ont considérablement réduit la mobilité, affectant tous les secteurs du transport et notamment celui du stationnement. Un report modal vers la voiture peut cependant être envisagé à la sortie du confinement.

Le Groupe entend maintenir une notation *Investment Grade* solide et continuera de mener sa politique d'investissements et de dividendes dans le respect des seuils définis, comme le souligne l'absence de dividendes versés en 2020.

- Extension de la maturité des emprunts bancaires du Groupe au Brésil

En décembre 2020, la filiale brésilienne AGE a signé l'extension de 2021 à 2024 des maturités de 86% de sa dette bancaire au 31 décembre 2020, sécurisant ainsi son financement à moyen terme tout en réduisant le coût de financement par deux.

I. Corporate et gouvernance

- Notation extra-financière d'Indigo Group S.A.

En mars 2020, Indigo Group s'est vu attribuer par l'agence de notation extra-financière VIGEO EIRIS la note de 66/100, positionnant ainsi le Groupe au 44^{ème} rang mondial sur un panel de 4 903 groupes ou sociétés notés. Pour mémoire, le précédent score de mars 2018 était de 61/100. Cette notation et cette progression de 5 points illustrent l'engagement du Groupe en matière sociale, sociétale et environnementale.

- Transformation d'Indigo Group en SA

Le Groupe a décidé de simplifier et en même temps de renforcer sa gouvernance en transformant, d'une part la société Indigo Group de Société par Actions Simplifiée en Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance et, d'autre part, sa filiale la société Indigo Infra de Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance en Société par Actions Simplifiée.

Ces transformations, intervenues en date du 29 juin 2020, ont notamment eu pour conséquence de placer les organes sociaux les plus élaborés du Groupe au niveau d'Indigo Group, afin que ces organes contrôlent et régissent à la fois les activités du pôle Stationnement situées dans et en dessous de sa filiale Indigo Infra et les activités de mobilité et de solutions digitales du pôle MDS situées en dessous de sa filiale Mobility and Digital Solutions Group.

- Mise en place d'un plan d'actions gratuites (France et International) et de LTIP (France & International)

Dans le cadre du développement du Groupe Infra Foch Topco, il a été décidé d'attribuer à certains collaborateurs de sociétés du groupe :

- Soit des Actions Gratuites de la société-mère Infra Foch Topco pour permettre aux Bénéficiaires de recevoir un certain nombre d'Actions Ordinaires de cette société attribué par tranches d'année de référence en fonction d'un critère de performance basé sur l'EBITDA du Groupe ;
- Soit un Long Term Incentive Plan (LTIP) pour permettre aux Bénéficiaires de recevoir un bonus attribué par tranches d'année de référence en fonction d'un critère de performance basé sur l'EBITDA.

2.2 Faits marquants de la période précédente

Les faits marquants de la période précédente sont présentés dans les comptes consolidés 2019 publiés.

3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

3.1 Principes généraux

Les présents comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2020 ont été préparés conformément aux normes comptables internationales (« IFRS ») telles que publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2020.

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en millions d'euros, avec une décimale. Les arrondis à la décimale la plus proche peuvent, dans certains cas de figure, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux. La valeur 0 est indiquée en format comptable.

3.1.1 Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2020

Les normes et interprétations applicables de façon obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2020. Elles concernent principalement :

- amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition du terme significatif »
- amendements à IFRS 7 et IFRS 9 « Réforme des taux d'intérêt de référence »
- amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises - Définition d'une activité »
- amendements à IFRS 16 « Contrats de location Covid-19 - Aménagements de loyers » ;
- amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS ;
- interprétation de l'IFRS IC relative à l'appréciation des durées exécutoires des contrats de location et de l'amortissement des agencements :

Le Groupe a mis en œuvre les décisions de l'IFRS IC, publiées le 16 décembre 2019, sur l'appréciation des durées de location pour les contrats renouvelables par tacite reconduction ou sans date d'échéance contractuelle. L'IFRS IC confirme qu'il faut déterminer la période exécutoire, en retenant une vision économique, au-delà des caractéristiques juridiques.

Les impacts de cette application sont limités et ont conduit le Groupe à constater, en 2020, un droit d'utilisation complémentaire de 3,6 millions d'euros, en contrepartie d'une dette locative d'un montant équivalent.

3.1.2 Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 31 décembre 2020

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2020 :

- amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et à IFRS 16 « Réforme des taux de référence - Phase 2 »
- amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers - Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- amendements à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires, notion de coûts directement liés au contrat » ;
- amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles - Comptabilisation des produits générés avant la mise en service » ;
- amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises – Références au cadre conceptuel » ;
- améliorations annuelles des IFRS Cycle 2018-2020.

3.1.3 Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains instruments financiers qui ont été évalués selon leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, comme l'expliquent les méthodes de consolidation exposées ci-dessous.

Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des biens et services.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, que ce prix soit directement observable ou estimé selon une autre technique d'évaluation (voir note 3.3.1 « Recours à des estimations » pour plus de détails).

3.2 Méthodes de consolidation

3.2.1 Périmètre de consolidation

La notion de contrôle d'une entité est définie sur la base de trois critères :

- le pouvoir sur l'entité, c'est-à-dire la capacité de diriger les activités qui ont le plus d'impacts sur sa rentabilité ;
- l'exposition aux rendements variables de l'entité, qui peuvent être positifs, sous forme de dividende ou de tout autre avantage économique, ou négatifs ;
- et le lien entre le pouvoir et ces rendements, soit la faculté d'exercer le pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements obtenus.

En pratique, les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en Assemblée Générale, au Conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Pour l'appréciation de la notion de contrôle, le Groupe réalise une analyse approfondie de la gouvernance établie et une analyse des droits détenus par les autres actionnaires afin de vérifier leur caractère purement protectif. Lorsque nécessaire, une analyse des instruments détenus par le Groupe ou des tiers (droits de vote potentiels, instruments dilutifs, instruments convertibles...) qui, en cas d'exercice, pourraient modifier le type d'influence exercé par chacune des parties, est également effectuée.

Une analyse est également menée en cas d'événement spécifique susceptible d'avoir un impact sur le niveau de contrôle exercé par le Groupe (modification de la répartition du capital d'une entité, de sa gouvernance, exercice d'un instrument financier dilutif...).

Le contrôle conjoint est établi lorsque les décisions concernant les activités prépondérantes de l'entité requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les partenariats sont désormais classés en deux catégories (coentreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties. Cette classification est généralement établie par la forme légale du véhicule juridique employé pour porter le projet :

- une coentreprise (joint-venture) est un partenariat dans lequel les parties (co-entrepreneurs) qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Les coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- une activité conjointe (joint-opération) est un partenariat dans lequel les parties (coparticipants) ont des droits directs sur les actifs et des obligations directes au titre des passifs de l'entité. Chaque coparticipant doit comptabiliser sa quote-part d'actifs, de passifs, de produits et de charges relative à ses intérêts dans l'activité conjointe.

Les entreprises associées sont des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %. Elle peut néanmoins être avérée dans des cas de pourcentage de détention inférieurs, notamment lorsque le Groupe est représenté au Conseil d'administration ou dans tout organe de gouvernance équivalent, participant ainsi à l'élaboration des politiques opérationnelles et financières de l'entité ainsi qu'à ses orientations stratégiques.

Les comptes consolidés du Groupe regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 1 million d'euros, ainsi que ceux des entités de chiffre d'affaires inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

	31 décembre 2020			31 décembre 2019		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
<i>(en nombre de sociétés)</i>						
Intégration globale	122	85	37	119	85	34
Mise en équivalence	33	1	32	33	1	32
Total	155	86	69	152	86	66

En France, le nombre de sociétés intégrées reste inchangé par rapport à l'exercice précédent. Les entrées de périmètre des sociétés Indigo Hôpital Amiens, Meaux stationnement, Rueil stationnement et Indigo Infra Immobilier Nice faisant suite à des gains de nouveaux contrats ont été compensées par la cession de la société Gestion des Travaux de Financement (GFT) et les TUP de 3 sociétés.

A l'international, le périmètre a varié de 3 sociétés par rapport à 2019. Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

- En Belgique, la société Indigo Park Wallonie a été fusionnée dans Indigo Park Belgium
- En Suisse, une participation additionnelle de 29,68% a été prise dans la société Parking Port d'Ouchy ce qui porte la participation du groupe à 52,89%. Dans le même temps, la société Indigo Suisse Holding a été créée par l'apport des titres des sociétés Suisses anciennement détenus par Indigo Infra.
- Le groupe a investi au cours de l'exercice en Pologne ce qui permet l'entrée dans le groupe de deux nouvelles sociétés : Indigo Polska et ImmoPark.
- Le groupe a poursuivi la réorganisation de son pôle mobilité digitale en fusionnant les deux sociétés de droit Néerlandais MDS B.V et OPnGO Group B.V dans la société OPnGO
- La poursuite, en 2020, de l'implantation en Chine a conduit à l'intégration de six nouvelles sociétés dont la holding Indigo Infra China et la Joint-Venture Sunsea-Indigo Development.
- Enfin, 4 sorties de périmètre sont rattachées à la Colombie faisant suite à la fin de contrats de concession portés par 4 filiales de City Parking.

Exemption d'audit concernant la filiale anglo-saxonne

La société Les Parcs GTM UK Limited, filiale anglo-saxonne du groupe enregistrée au Royaume-Uni, a utilisé l'exemption d'audit de ses états financiers locaux, en vertu de l'article 479A du UK Companies Act 2006.

Indigo Group a fourni une garantie à sa filiale Les Parcs GTM UK Limited en vertu de l'article 479C du UK Companies Act 2006. Cette garantie concerne les passifs de la filiale anglo-saxonne et les administrateurs d'Indigo Group estiment qu'il existe une faible probabilité d'utilisation de cette garantie.

3.2.2 Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges, entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales contrôlées ;
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

3.2.3 Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements étrangers correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en autres éléments du résultat global. Les *goodwill* relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

3.2.4 Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change à la date de clôture de l'exercice.

Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique « résultat de change » et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les instruments dérivés de change qualifiés en couverture d'investissement net dans les filiales étrangères, sont enregistrés dans la rubrique des écarts de conversion dans les capitaux propres.

3.2.5 Regroupements d'entreprises

Le Groupe comptabilise à la juste valeur aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs identifiables repris. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté.

A compter de la date d'acquisition, toute variation ultérieure de cette juste valeur résultant d'événements postérieurs à la prise de contrôle est comptabilisée en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition, tels que les honoraires de due diligences et les autres honoraires associés, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les intérêts minoritaires détenus dans l'entreprise acquise sont comptabilisés soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise, soit à leur juste valeur (méthode du *goodwill* complet). Cette option est appliquée au cas par cas pour chaque acquisition.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs ou des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5 qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition, tel que défini ci-dessus, et la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis constitue le *goodwill*. Le cas échéant, ce dernier peut inclure une part de la juste valeur des intérêts minoritaires lorsque l'option pour la méthode du *goodwill* complet est retenue.

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

Dans le cas d'un regroupement réalisé par étapes, la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise est valorisée à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'éventuel profit ou perte qui en découle est comptabilisé en résultat.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, le groupe applique l'amendement d'IFRS 3 sur la définition d'une activité. Cet amendement clarifie la définition d'une entreprise et aide à une meilleure différenciation d'une acquisition d'entreprise et d'une acquisition d'un groupe d'actifs avec pour principale incidence l'absence de reconnaissance d'un goodwill en cas d'acquisition d'un groupe d'actifs.

3.2.6 Transactions entre actionnaires, acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle

Les acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires, sans impact sur le contrôle, sont considérées comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. En vertu de cette approche, la différence entre le prix payé pour augmenter le pourcentage d'intérêt dans les entités déjà contrôlées et la quote-part complémentaire de capitaux propres ainsi acquise est enregistrée en capitaux propres du Groupe. De la même manière, une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée est traitée comptablement comme une transaction entre actionnaires, sans impact sur le résultat.

3.2.7 Activités non poursuivies (arrêtées, cédées) et activités destinées à être cédées

• Activités destinées à être cédées

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période, et dont le montant est jugé significatif au regard des principaux agrégats financiers du Groupe, sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession est considérée hautement probable et qu'elle doit intervenir dans les douze mois. Ils sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur correspondant au prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Les éléments relatifs au compte de résultat et au tableau de flux de trésorerie, relatifs aux activités destinées à être cédées, sont présentés sur une ligne séparée du compte de résultat et du tableau des flux (pour l'ensemble des périodes présentées) dès lors qu'ils remplissent par ailleurs les critères de classification en activités non poursuivies.

• Activités non poursuivies

Les activités non poursuivies (arrêtées, cédées) ou en cours de cession, dès lors qu'elles concernent :

- soit un pôle d'activités ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant partie d'un plan unique de cession ;
- soit une filiale acquise uniquement dans le but de la revente ;

sont présentées sur une ligne séparée du compte de résultat consolidé et du tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'ensemble des périodes présentées si leur montant est jugé significatif au regard des principaux agrégats financiers du Groupe.

Les actifs rattachés aux activités abandonnées, s'ils sont détenus en vue de la vente, sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur, nette des coûts relatifs à la cession.

3.3 Règles et méthodes d'évaluation

3.3.1 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon le référentiel IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

- **Evaluations retenues pour les provisions**

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les risques auxquels il peut être confronté dans le cadre de ses activités, notamment ceux liés aux litiges, et aux contrats déficitaires. Le cas échéant, le Groupe évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation. Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

- **Evaluations des engagements de retraites**

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations futures de salaires, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité et le taux de croissance des dépenses de santé.

La plupart de ces hypothèses sont mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues et leurs modalités de détermination sont détaillées en note annexe 9.11.1 « Engagements de retraites et autres avantages au personnel » des présents états financiers consolidés.

Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles. Toutefois ces engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

- **Evaluation de la juste valeur**

Le Groupe a principalement recours à la juste valeur pour l'évaluation, sur une base récurrente au bilan, des instruments dérivés, des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs financiers de gestion de trésorerie et des actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises.

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Elle est constatée sur le marché principal de l'actif ou du passif (ou le plus avantageux, en l'absence de marché principal), c'est-à-dire celui qui offre le plus grand volume et le meilleur niveau d'activité.

Pour déterminer ces justes valeurs, le Groupe utilise les méthodes d'évaluation suivantes :

- approches de marché, fondées sur des prix ou transactions de marché observables ;
- approches par le revenu, qui convertissent la somme de flux de trésorerie futurs en un montant unique actualisé ;
- approches par les coûts qui prennent en considération l'obsolescence physique, technologique et économique de l'actif évalué.

Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement, certains actifs financiers disponibles à la vente et les emprunts obligataires cotés sont valorisés ainsi.
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne : ces techniques font appel aux méthodes de calculs mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la juste valeur de la majorité des instruments financiers dérivés (swaps, caps, floors...) négociés de gré à gré est opéré sur la base de modèles internes communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

Les valorisations d'instruments dérivés calculées en interne font l'objet à chaque trimestre de contrôles de cohérence avec celles transmises par les contreparties.

- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables : ce modèle s'applique notamment aux relations clients et aux contrats acquis lors de regroupement d'entreprises ainsi qu'aux titres de participation non cotés, lesquels sont valorisés à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction, en l'absence de marché actif.

- **Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur**

Les hypothèses et les estimations faites pour déterminer la valeur recouvrable des *goodwill*, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les flux de trésorerie prévisionnels et les taux d'actualisation retenus. Une modification de ces hypothèses pourrait avoir un impact significatif sur le montant de la valeur recouvrable. Dans ce cadre, le groupe établit des hypothèses détaillées par activités et par pays permettant d'établir les valeurs d'utilité utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation. Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites en note 9.5 « Tests de valeur sur autres actifs immobilisés ».

Le ralentissement économique mondial né de la crise sanitaire de la COVID-19 et ses impacts directs sur l'activité du groupe en 2020 constituent un indice de perte de valeur. L'approche utilisée pour la réalisation des tests de pertes de valeur est abordée en note 9.5.

3.3.2 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe comprend :

- d'une part, les revenus des parcs de stationnement (pleine propriété, concession, bail ou prestations de services) ainsi que les produits des activités annexes tels que les redevances des installations commerciales et les revenus provenant de la location d'espaces publicitaires ;
- d'autre part, le chiffre d'affaires réalisé au titre des travaux de construction mis en œuvre sur les ouvrages en concession dont la contrepartie reçue figure au bilan du Groupe en immobilisations incorporelles du domaine concédé ou en créances financières.

Par suite de l'application de la norme IFRS15, le chiffre d'affaires :

- inclut désormais le remboursement des charges opérationnelles engagées par les entités du Groupe dès lors que celles-ci contrôlent bien les modalités de réalisation de ces prestations (contrats de mise à disposition du personnel pour lequel le groupe recrute, forme et contrôle les équipes mises à disposition de ses clients)
- exclut :
 - o lorsque le groupe ne détient pas un tel contrôle, les revenus reçus en rémunération des activités réalisées sont comptabilisés nets des charges engagées afin de réaliser les activités concernées (contrats de locations dans lesquels le Groupe ne contrôle pas le service et n'en définit pas les conditions de réalisation comme la fixation des tarifs, les heures d'ouverture, la gestion des emplacements, la définition des moyens humains nécessaires) ...
 - o les revenus reçus lorsque les charges engagées sont refacturées sans marge (« *pass-through* »)

La méthode de comptabilisation des produits relatifs aux contrats de concession est détaillée dans la note 3.3.4 « Contrats de concession ».

3.3.3 Produits des activités annexes

Les produits des activités annexes regroupent les produits locatifs, les études et les redevances à l'exclusion de celles enregistrées par les sociétés concessionnaires.

3.3.4 Contrats de concession

3.3.4.1 Principe général

Selon les termes de l'interprétation IFRIC 12 « Accords de concession de services », le concessionnaire exerce une double activité :

- une activité de constructeur au titre de ses obligations de conception, de construction et de financement des nouvelles Infrastructures qu'il met à disposition du concédant : le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement conformément à la norme IAS 11,
- une activité d'exploitation et de maintenance des ouvrages concédés : le chiffre d'affaires est reconnu conformément à la norme IFRS 15.

En contrepartie de ses activités, le concessionnaire reçoit une rémunération :

- Soit de la part des usagers : modèle de l'actif incorporel. Le concessionnaire dispose d'un droit à percevoir des péages (ou autres rémunérations) auprès des usagers, en contrepartie du financement et de la construction de l'Infrastructure. Dans le cas où le concédant rémunère le concessionnaire en fonction de l'utilisation de l'Infrastructure par les usagers, sans fournir aucune garantie sur les montants qui seront versés au concessionnaire (accord de simple « *pass through* » ou « *shadow toll* »), le modèle de « l'actif incorporel » s'applique également.

Dans ce modèle, le droit à percevoir des péages (ou autres rémunérations) est comptabilisé au bilan de la société concessionnaire en « Immobilisations incorporelles du domaine concédé ». Ce droit correspond à la juste valeur de l'ouvrage concédé à laquelle s'ajoute les frais financiers intercalaires comptabilisés pendant la période de construction. Il est amorti sur la durée du contrat et selon un mode approprié pour refléter le rythme de consommation des avantages économiques procurés par le contrat, à compter de la mise en service de l'ouvrage.

Ce traitement s'applique à la plupart des Parkings gérés en concession par le Groupe.

- Soit de la part du concédant : modèle de la créance financière. Le concessionnaire dispose d'un droit contractuel inconditionnel à recevoir des paiements de la part du concédant, indépendamment de la fréquentation de l'Infrastructure par les usagers.

Dans ce modèle, les prestations du concessionnaire (conception, construction, exploitation ou maintenance) donnent lieu à la constatation d'une créance financière à l'actif du bilan du concessionnaire, portant intérêt. Au bilan, ces créances financières sont classées dans la catégorie des « Créances financières - Concessions » qui lors de leur comptabilisation initiale sont comptabilisées à la juste valeur de l'Infrastructure. Par la suite, les créances sont comptabilisées au coût amorti et remboursées en fonction des loyers perçus du concédant. Le produit financier calculé sur la base du taux d'intérêt effectif, équivalent au taux de rentabilité interne du projet, est comptabilisé en produits opérationnels. Ce modèle s'applique à quelques contrats du Groupe.

Dans le cas de modèles mixtes, la rémunération provient, à la fois des usagers et du concédant. La part de l'investissement faisant l'objet d'un droit inconditionnel à recevoir des paiements de la part du concédant (subventions, loyers) est comptabilisée en créance financière à hauteur du montant garanti. Le solde non garanti, dépendant de l'utilisation de l'ouvrage, est comptabilisé en « immobilisations incorporelles du domaine concédé ». Ce modèle s'applique à quelques contrats du Groupe.

3.3.4.2 Traitement comptable des redevances fixes payées aux concédants dans le cadre de contrats de concession

Dans le cadre de ses contrats de concession, le Groupe s'engage à payer au concédant une redevance annuelle d'exploitation au titre de l'occupation et de l'usage du domaine public. Les redevances peuvent être forfaitaires (fixes), ou variables (sur la base du chiffre d'affaires ou du résultat d'exploitation) et sont en général indexées selon des formules variables.

S'agissant des redevances fixes, le Comité d'interprétation des normes IFRS (« *IFRS Interpretation Committee* ») avait indiqué au mois de mars 2013 que les paiements effectués par un concessionnaire au concédant pour l'utilisation d'un actif de concession entrant dans le champs d'application de l'interprétation IFRIC 12 et permettant d'utiliser l'actif de concession devaient être comptabilisés en actif en contrepartie d'un passif correspondant à l'engagement à payer ces redevances dès lors qu'elles ne

dépendent pas de l'activité future du concessionnaire et qu'elles ne donnent pas droit à des biens ou services distincts des accords de concession de services. L'*IFRS Interpretation Committee* a confirmé cette position, ce qui a fait l'objet d'une publication dans l'*IFRIC Update* de janvier 2016.

Dans ce contexte, le Groupe capitalise les redevances fixes dans son bilan sous la forme d'un actif amortissable sur la durée du contrat au titre du droit d'utiliser le domaine public (parking) en contrepartie d'un passif au titre de l'engagement à payer ces redevances.

Ce traitement comptable des redevances fixes se traduit dans les comptes consolidés du Groupe par :

- la comptabilisation d'une immobilisation incorporelle correspondant à l'activation au bilan des redevances pour leur montant actualisé, cette dernière étant amortie de façon linéaire sur la durée du contrat,
- la comptabilisation d'un passif financier au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, réduit chaque année du fait du paiement des redevances et générant un coût de désactualisation comptabilisé en coût de l'endettement financier.

Les redevances fixes associées à des contrats devenus pleinement exécutoires mais pour lesquelles les actifs sous-jacents ne sont pas mis en service à la date d'arrêté des comptes consolidés sont intégrées aux engagements hors bilan présentés en note 11.3.

3.3.5 Paiements en actions

Les modalités d'évaluation des rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ».

Dans le cadre du dispositif du Plan d'Épargne Entreprise, le Groupe a mis en place au 2nd semestre 2019 (cf. note 2.2), un fond d'actionnariat investi en titres non cotés d'Indigo Group (le « Fond »). Le Fond a pour objectif principal de suivre la performance de l'action non cotée Indigo Group diminuée des frais courants, la valeur liquidative du fonds évoluant, à la hausse comme à la baisse, en fonction de la valorisation des actions non cotées Indigo Group proportionnellement au pourcentage de l'actif investi dans ces actions. Au 31 décembre 2020, les salariés détiennent 0,23% des actions d'Indigo Group à travers le FCPE.

A l'occasion des souscriptions à ce plan, les salariés ont bénéficié d'un abondement versé par leur entreprise. Ce dernier, réputé comme un avantage consenti aux salariés, a été comptabilisé en charge sur paiements en actions de la période. Le dénouement des investissements effectués par les salariés s'effectue par remise de numéraire.

Ce fond d'actionnariat remplace le précédent investi en titres non cotés d'Indigo Infra, racheté par Indigo Group durant le dernier trimestre 2019 pour 5,4 millions euros.

Par ailleurs, les filiales d'Amérique du Nord ont mis en place, en faveur de certains dirigeants, des plans de rémunération à long terme fondés sur des instruments de capitaux propres, également dénoués par remise de numéraire, dont la valeur est dérivée de la valeur d'entreprise des filiales.

S'agissant d'instruments dénoués par remise de numéraire, les modalités d'évaluation et de comptabilisation de ces derniers s'effectuent comme suit :

- La valeur des instruments attribués est estimée à la date d'attribution dans un premier temps, puis réestimée à chaque clôture jusqu'à la date de paiement, et la charge ajustée en conséquence à la clôture considérée.
- La charge est comptabilisée en contrepartie d'une dette non courante au passif du bilan.

Enfin, dans le cadre du développement du Groupe Infra Foch Topco, il a été décidé d'attribuer à certains collaborateurs de sociétés du groupe :

- Soit des Actions Gratuites de la société-mère Infra Foch Topco pour permettre aux Bénéficiaires de recevoir un certain nombre d'Actions Ordinaires de cette société attribué par tranches d'année de référence en fonction d'un critère de performance basé sur l'EBITDA du Groupe ;
- Soit un Long Term Incentive Plan (LTIP) pour permettre aux Bénéficiaires de recevoir un bonus attribué par tranches d'année de référence en fonction d'un critère de performance basé sur l'EBITDA.

L'impact financier au compte de résultat de ces deux plans sont présentés dans la note 7.5.

3.3.6 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend :

- le coût de l'endettement brut qui inclut les charges d'intérêts (calculées au taux d'intérêt effectif-TIE) ainsi que le coût de désactualisation du passif financier reconnu au titre de l'engagement à payer les redevances fixes envers les concédants, le résultat des couvertures de taux sur la dette brute, ainsi que les variations nettes de juste valeur des produits dérivés non qualifiés de couverture,
- la rubrique « produits financiers des placements » qui comprend les revenus perçus sur placements de trésorerie (produits d'intérêts, dividendes sur OPCVM, plus et moins-values de cessions...), les impacts des couvertures de taux rattachées à ces placements ainsi que leurs variations de juste valeur. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

La notion d'endettement financier net est définie et détaillée en note 9.14 « Informations relatives à l'endettement financier net ».

3.3.7 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement le résultat de change, les effets d'actualisation, les dividendes reçus des sociétés non consolidées, les coûts d'emprunts immobilisés et les variations de valeur des produits dérivés non affectés à la gestion du risque de taux.

Les coûts d'emprunts supportés pendant la période de construction des ouvrages sont incorporés dans la valeur des actifs immobilisés. Ils sont déterminés de la façon suivante :

- lorsque des fonds sont empruntés spécifiquement en vue de la construction d'un ouvrage, les coûts d'emprunt incorporables correspondent aux coûts réels encourus au cours de l'exercice, diminués des produits financiers éventuels provenant du placement temporaire des fonds empruntés,
- dans le cas où les emprunts ne comportent pas d'affectation précise, le montant des intérêts incorporables au coût de l'ouvrage est déterminé en appliquant aux dépenses de construction un taux de capitalisation égal à la moyenne pondérée des coûts d'emprunts, autres que les coûts des emprunts contractés spécifiquement pour la construction d'ouvrages déterminés.

Cette disposition ne concerne pas la construction des ouvrages concédés relevant du modèle de la créance financière (voir note 3.3.22.1 « Actifs financiers »).

3.3.8 Impôts sur les bénéfices

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables.

Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés à la clôture des comptes appliqués selon l'échéancier de retournement des différences temporelles. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice sur l'autre sont inscrits, quand ils sont significatifs, dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification a été adoptée, sur la ligne « Impôts sur les bénéfices - Impacts des changements de taux ».

Le cas échéant, les impôts différés relatifs aux paiements en actions (IFRS 2) sont comptabilisés en résultat tant que la base déductible n'excède pas la juste valeur des plans établie selon IFRS 2.

Lorsque les filiales disposent de réserves distribuables significatives, un passif d'impôt différé est comptabilisé au titre des distributions probables qui seront réalisées dans un avenir prévisible, quand il présente un caractère significatif.

Par ailleurs, les participations dans les entreprises mises en équivalence donnent lieu à comptabilisation d'un impôt différé passif pour toutes les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale.

Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.3.9 Résultat par action

Le résultat par action non dilué (résultat de base par action) correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice. Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise.

3.3.10 Immobilisations incorporelles du domaine concédé

Les immobilisations incorporelles du domaine concédé correspondent au droit du concessionnaire d'exploiter l'ouvrage en échange des dépenses d'investissement effectuées pour la conception et la construction de l'ouvrage. Ce droit du concessionnaire correspond à la juste valeur de la construction de l'ouvrage concédé à laquelle s'ajoutent les frais financiers comptabilisés pendant la période de construction. Il est amorti sur la durée du contrat et selon un mode approprié pour refléter le rythme de consommation des avantages économiques procurés par le contrat, à compter de la date de début d'utilisation du droit d'exploitation.

3.3.11 Goodwill

Le *goodwill* correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur, aux dates d'acquisition, des actifs et passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les *goodwill* relatifs aux sociétés intégrées globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « *goodwill* ». Les *goodwill* relatifs à des sociétés mises en équivalence sont inclus dans la rubrique « participations dans les sociétés mises en équivalence ».

Les *goodwill* ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur (« *impairment test* ») au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en charge opérationnelle et de manière non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (« *badwill* ») sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

3.3.12 Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation et des logiciels informatiques. Les autres immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué le cas échéant des amortissements et des pertes de valeurs cumulées. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité.

3.3.13 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan en diminution du montant de l'actif au titre duquel elles ont été reçues.

3.3.14 Immobilisations corporelles et immobilisations corporelles du domaine concédé

Ces immobilisations sont inscrites pour leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Elles comprennent en particulier les immobilisations d'exploitation du domaine concédé qui ne sont pas contrôlées par le concédant mais qui sont nécessaires à l'exploitation de la concession : bâtiments destinés à l'exploitation, matériels de péage, de signalisation, de télétransmission, de vidéosurveillance, véhicules et équipements.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien ; le mode d'amortissement accéléré peut néanmoins être utilisé lorsqu'il apparaît plus pertinent au regard des conditions d'utilisation des matériels concernés.

Pour certaines immobilisations complexes constituées de différents composants, notamment les constructions, chaque composante de l'immobilisation est amortie sur sa durée d'utilisation propre.

Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

<u>Constructions</u>	<u>de 30 à 50 ans</u>
<u>Agencements</u>	<u>de 7 à 30 ans</u>
<u>Mobiliers et matériels de bureau</u>	<u>de 3 à 10 ans</u>

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien. Les terrains ne sont pas amortis.

Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées à la fin de chaque clôture annuelle, et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

3.3.15 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers ou valoriser le capital investi. Ils sont inscrits sur une ligne spécifique à l'actif du bilan.

Les immeubles de placement sont enregistrés pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, selon les mêmes modalités que les immobilisations corporelles.

3.3.16 Perte de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de perte de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et les *goodwill*, un test est réalisé au minimum une fois par an, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Conformément à IAS 36, les critères retenus pour apprécier les indices de perte de valeur sont indifféremment des critères externes (ex. : évolution significative des données de marché...) ou des critères internes (ex. : diminution significative du chiffre d'affaires...).

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables.

En France, une UGT correspond à un regroupement de contrats d'un même donneur d'ordre. Dans les autres pays, une UGT correspond à un ensemble de parkings par ville ou zone géographique homogène. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles d'être générés par un actif ou une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction de sa zone géographique et du profil de risque de son activité.

3.3.17 Participation dans les sociétés mises en équivalence

Les participations du Groupe consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sont initialement enregistrées au coût d'acquisition, comprenant le cas échéant le *goodwill* dégagé. Leur valeur comptable est, par la suite, augmentée ou diminuée pour prendre en compte la part du Groupe dans les bénéfices ou les pertes, réalisés après la date d'acquisition. Lorsque les pertes sont supérieures à la valeur de l'investissement net du Groupe dans la société mise en équivalence, ces pertes ne sont pas reconnues, à moins que le Groupe n'ait contracté un engagement de recapitalisation ou effectué des paiements pour le compte de la société.

S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable des participations consolidées par mise en équivalence est testée selon les modalités décrites dans la note 3.3.16 « Perte de valeur des actifs immobilisés non financiers ». Les pertes de valeur résultant de ces tests de dépréciation sont comptabilisées en diminution de la valeur comptable des participations correspondantes.

Le résultat des sociétés mises en équivalence est classé sur une ligne spécifique, entre l'EBITDA et le résultat opérationnel.

Ces participations regroupent les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et les entités contrôlées conjointement.

3.3.18 Stocks et travaux en cours

Les stocks et travaux en cours sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou de production par l'entreprise. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

3.3.19 Clients et autres actifs courants d'exploitation

Les créances clients et autres actifs courants d'exploitation sont des actifs financiers courants classés dans la catégorie Prêts et créances.

Une estimation du risque de non-recouvrement des créances est faite à chaque clôture et donne lieu à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation en conséquence. Le risque de non-recouvrement est apprécié au regard des retards de paiement et des garanties obtenues.

3.3.20 Engagements de retraites et autres avantages du personnel

- Engagements de retraites à prestations définies

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan tant pour le personnel en activité que pour le personnel ayant quitté la société (personnes disposant de droits différés et retraités). Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques du pays dans lequel le régime est en vigueur. La comptabilisation de chaque régime est effectuée séparément.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (fonds de pension ou contrats d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé(e) comme actif ou passif au bilan.

L'intégralité des avantages postérieurs à l'emploi accordés aux salariés du Groupe est comptabilisée dans le bilan consolidé.

Les produits d'intérêts des actifs de couverture de régimes de retraite sont calculés à partir du même taux que le taux d'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies.

Les impacts de réestimation sont comptabilisés en autres éléments de résultat global :

- Gains et pertes actuariels sur l'engagement correspondant à la différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée et résultant des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience,
- Surperformance (sous-performance) des actifs du régime, c'est-à-dire l'écart entre le rendement effectif de l'actif du régime et sa rémunération calculée sur la base du taux d'actualisation de la dette actuarielle, et variation de l'effet du plafonnement de l'actif.

Pour les régimes à prestations définies, la charge comptabilisée en résultat opérationnel comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les effets de toute modification, réduction ou liquidation de régime ; l'impact de désactualisation sur la dette actuarielle et les produits d'intérêts sur actifs de régime sont comptabilisés en autres charges et produits financiers.

- Engagements de retraite à cotisations définies

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge lorsque les employés ont rendu les services leur donnant droits à ces cotisations.

- Provisions pour autres avantages du personnel

Les autres avantages du personnel sont provisionnés au bilan, évalués selon la norme IAS 19. Ils comprennent les engagements relatifs aux primes de fidélité, ainsi que la couverture des frais médicaux dans certaines filiales. Cette provision est évaluée selon la méthode des unités de crédits projetées.

La part à moins d'un an des provisions pour engagements de retraites et pour autres avantages du personnel est présentée dans les passifs courants.

3.3.21 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation réelle (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. La provision est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

- Provisions non courantes

Les provisions non courantes correspondent aux provisions non directement liées au cycle d'exploitation et dont l'échéance est généralement supérieure à un an. Elles comprennent également des provisions pour contrats déficitaires.

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque le Groupe a conclu un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus du contrat.

La part à moins d'un an des provisions non courantes est présentée au bilan dans les provisions courantes.

- Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, quelle que soit leur échéance estimée. Les provisions pour litiges liées à l'activité concernent, pour l'essentiel, des litiges avec des clients, sous-traitants, cotraitants ou fournisseurs.

Les provisions pour restructuration, intégrant le coût des plans et mesures engagées, sont comptabilisées lorsque le Groupe dispose d'un plan formalisé et détaillé, et que celui-ci a été notifié aux parties intéressées ou fait l'objet d'une annonce avant la date de clôture de l'exercice. Les provisions pour autres risques courants sont principalement constituées de provisions pour licenciements individuels et autres risques rattachés à l'exploitation.

3.3.22 Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsqu'une entité du Groupe devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments.

Les actifs et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que des actifs et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés à la juste valeur des actifs ou des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

3.3.22.1 Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés dans les catégories déterminées suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, actifs financiers disponibles à la vente et prêts et créances. Le classement dépend de la nature et de l'objet des actifs financiers et il est déterminé au moment de la comptabilisation initiale.

La catégorie placements détenus jusqu'à leur échéance n'est pas utilisée par le Groupe.

Les actifs financiers non courants comprennent les titres disponibles à la vente, la part à plus d'un an des prêts et créances, la part à plus d'un an des créances financières relatives aux contrats de partenariat public-privé et la juste valeur des produits dérivés actifs qualifiés comptablement de couverture dont la maturité est supérieure à un an (voir note 3.3.25 « Instruments financiers dérivés »).

- Titres disponibles à la vente

La catégorie « titres disponibles à la vente » comprend les participations du Groupe dans des sociétés non consolidées.

Aux dates de clôture, les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Pour les actions de sociétés cotées, cette juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse à la date de clôture considérée.

Pour les titres non cotés, si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont maintenus au bilan à leur coût d'entrée, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition, majoré des coûts de transaction.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Les dividendes sur les instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat net lorsque le droit du Groupe à recevoir ces dividendes est établi.

Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de cet actif, la perte correspondante est comptabilisée en résultat de manière irréversible.

- Pour les titres cotés sur un marché actif, une baisse de juste valeur prolongée ou significative en deçà de son coût constitue une indication objective de dépréciation. Les facteurs considérés par le Groupe pour apprécier le caractère prolongé ou significatif d'une baisse de juste valeur sont en général les suivants :
 - la perte de valeur est prolongée lorsque le cours de bourse à la clôture est inférieur depuis plus de 18 mois au prix de revient du titre,
 - la perte de valeur est significative lorsqu'une baisse du cours du jour de 30 % par rapport au prix de revient du titre est constatée à la clôture.
- Pour les titres non cotés, les facteurs considérés sont la baisse de la quote-part des capitaux propres détenus et l'absence de perspectives de rentabilité.

- Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

La catégorie « prêts et créances » comprend principalement les créances rattachées à des participations, les avances en compte courant consenties à des sociétés mise en équivalence ou non consolidées ainsi que les dépôts de garantie, les prêts et créances collatéralisés et les autres prêts et créances financières. Elle comprend également les créances financières afférentes aux contrats de concessions et de partenariat public-privé dès lors que le concessionnaire dispose d'un droit inconditionnel à recevoir une rémunération (généralement sous forme de garantie de recettes ou de subvention d'exploitation) de la part du concédant.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces prêts et créances sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables. A chaque date de clôture, ces actifs sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument d'emprunt et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les encaissements de trésorerie futurs (y compris l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et des autres surcotes ou décotes) sur la durée de vie prévue de l'instrument d'emprunt ou, si cela est approprié, sur une période plus courte, à la valeur comptable nette au moment de la comptabilisation initiale.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés par application du taux d'intérêt effectif, sauf en ce qui concerne les créances à court terme pour lesquelles l'incidence de l'actualisation est négligeable.

Dans le cas particulier des créances financières relevant du champ d'application d'IFRIC 12, le taux d'intérêt effectif utilisé correspond au taux de rentabilité interne du projet calculé à l'origine.

Ces prêts et créances font l'objet d'une comptabilisation de perte de valeur en date d'arrêté s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur, correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable (actualisation des flux de trésorerie attendus au taux d'intérêt effectif d'origine) est comptabilisée en résultat. Elle est réversible si la valeur recouvrable est amenée à augmenter ultérieurement et si cette évolution favorable peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation.

La part à moins d'un an des prêts et créances est classée en autres actifs financiers courants.

- Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat net lorsqu'ils sont détenus à des fins de transaction ou qu'ils sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat net. Un actif financier est classé comme étant détenu à des fins de transaction :

- s'il est acquis principalement en vue d'être vendu à court terme,
- si, au moment de la comptabilisation initiale, il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers déterminés gérés ensemble par le Groupe et qui présentent un profil récent de prise de bénéfices à court terme,
- s'il est un dérivé qui n'est pas un instrument de couverture désigné et efficace.

Les OPCVM monétaires acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie sont classés dans cette catégorie, ainsi que certains instruments dérivés non qualifiés d'instruments de couverture.

3.3.22.2 Actifs financiers de gestion de trésorerie

Les actifs financiers de gestion de trésorerie comprennent, le cas échéant, des titres monétaires et obligataires et des parts d'OPCVM placés avec un horizon de gestion à court terme, ne respectant pas les critères de qualification d'équivalents de trésorerie définis par la norme IAS 7 (voir note 3.3.22.3 « Disponibilités et équivalents de trésorerie »). Le Groupe retenant la juste valeur comme étant la meilleure reconnaissance de la performance de ces actifs, ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur, les variations de valeur étant comptabilisées en résultat.

Les achats et ventes d'actifs financiers de gestion de trésorerie sont comptabilisés à la date de transaction.

La juste valeur est déterminée à partir de modèles de valorisation communément utilisés ou de l'actualisation des *cash-flows* futurs pour la part des actifs de gestion de trésorerie non cotés. Pour les instruments cotés, le Groupe retient, dans son évaluation à la juste valeur, le cours à la date de clôture ou les valeurs liquidatives pour les actifs de trésorerie placés dans des OPCVM.

3.3.22.3 Disponibilités et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués, le cas échéant, d'OPCVM monétaires et des certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

Le Groupe a retenu la méthode de la juste valeur pour apprécier le rendement de ses instruments financiers. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat.

La juste valeur est déterminée à partir de modèles de valorisation communément utilisés ou de l'actualisation des *cash-flows* futurs pour la part des actifs de gestion de trésorerie non cotés. Pour les instruments cotés, le Groupe retient, dans son évaluation à la juste valeur, le cours à la date de clôture ou les valeurs liquidatives pour les actifs de trésorerie placés dans des OPCVM.

3.3.23 Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les instruments d'emprunt et de capitaux propres émis par une entité du Groupe sont classés soit comme passifs financiers, soit comme capitaux propres selon la substance des ententes contractuelles et les définitions d'un passif financier et d'un instrument de capitaux propres.

Un instrument de capitaux propres est tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par une entité du Groupe sont comptabilisés au montant de la contrepartie reçue, déduction faite des frais d'émission directs.

3.3.24 Dettes financières (courantes et non courantes)

Elles sont comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ces passifs financiers ne comportant pas de dérivés incorporés non étroitement liés (notamment au titre des options de remboursement anticipé). Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique « coût de l'endettement financier brut ».

Lorsque le taux pratiqué est sensiblement inférieur au taux de marché, dans le cas notamment de financement de projet consenti par des organismes publics, l'avantage économique qui en résulte est considéré, selon IAS 20, comme une subvention publique portée en diminution des investissements concernés.

Le montant de la subvention correspond à la différence entre les montants perçus au titre de l'emprunt et la juste valeur de l'emprunt en fonction du taux d'intérêt du marché alors en vigueur. La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste « dettes financières courantes ».

Le Groupe dé-comptabilise les passifs financiers si et seulement si les obligations du Groupe sont éteintes, sont annulées ou arrivent à expiration. La différence entre la valeur comptable du passif financier dé-comptabilisé et la contrepartie payée et exigible est comptabilisée en résultat net.

3.3.25 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et ultérieurement évalués à leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte qui en découle est immédiatement comptabilisé en résultat net à moins que le dérivé ne soit un instrument de couverture désigné et efficace ; dans ce cas, le moment de comptabilisation en résultat net dépend de la nature de la relation de couverture.

Les dérivés incorporés dans des contrats hôtes non dérivés sont traités comme des dérivés séparés s'ils répondent à la définition d'un dérivé, si leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés aux risques et caractéristiques des contrats hôtes et si les contrats ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

- Juste valeur des produits dérivés actifs et passifs

Pour couvrir son exposition aux risques de marché (de taux et de change principalement), le Groupe utilise des instruments dérivés. La plupart des dérivés de taux et de change utilisés par le Groupe sont qualifiés d'instrument de couverture. La comptabilité attachée aux instruments de couverture est applicable si les conditions prévues par la norme IAS 39 sont remplies :

- la relation de couverture doit être clairement définie et documentée à la date de sa mise en place,
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine, et à chaque arrêté de façon prospective et rétrospective.

La juste valeur des instruments dérivés qualifiés de couverture dont la maturité est supérieure à un an est présentée au bilan dans la rubrique « Autres actifs financiers non courants » ou « Autres emprunts et dettes financières non courants ». La juste valeur des autres instruments dérivés non qualifiés de couverture et la part à moins d'un an de la juste valeur des instruments qualifiés de couverture non courants sont classées en « Autres actifs financiers courants » ou « Dettes financières courantes ».

- Instruments financiers qualifiés de couverture

Les instruments financiers dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont systématiquement comptabilisés au bilan à leur juste valeur (voir note 3.3.1 « Recours à des estimations »). Néanmoins, la comptabilisation de la variation de leur juste valeur d'une période à l'autre varie selon qu'ils sont qualifiés de :

- couverture de juste valeur d'un actif ou passif ou d'un engagement ferme non comptabilisé d'acheter ou de vendre un actif,
 - couverture de flux de trésorerie,
 - couverture d'un investissement net réalisé dans une entité étrangère.
- *Couverture de juste valeur*

Une couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition au risque de variation de juste valeur d'un actif, d'un passif tel que prêts et emprunts à taux fixe ou des actifs et passifs en devises étrangères ou d'engagements fermes non comptabilisés.

Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture sont enregistrées en résultat de la période. De manière symétrique, la variation de valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert est enregistrée au compte de résultat de la période (et ajustée à la valeur de l'élément couvert). Ces deux réévaluations se compensent au sein des mêmes rubriques du compte de résultat, au montant près de la « part inefficace » de la couverture.

- *Couverture de flux de trésorerie*

Une couverture de flux de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou à une transaction prévue hautement probable.

Les variations de juste valeur de l'instrument financier dérivé sont comptabilisées nettes d'impôt dans les autres éléments du résultat global en capitaux propres pour la « part efficace » de la couverture et en résultat de la période pour la « part inefficace ». Les gains ou pertes accumulés en capitaux propres doivent être reclassés en résultat dans la même rubrique que l'élément couvert – à savoir le résultat opérationnel pour les couvertures de flux d'exploitation et le résultat financier pour les autres – au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

Si la relation de couverture est interrompue, notamment parce qu'elle n'est plus considérée comme « efficace », les gains ou pertes accumulés au titre de l'instrument dérivé sont maintenus en capitaux propres et reconnus de manière symétrique aux flux couverts. Dans le cas où le flux futur ne présente plus un caractère hautement probable, les gains et pertes antérieurement comptabilisés en capitaux propres sont alors rapportés au compte de résultat.

- *Couverture d'un investissement net réalisé dans une entité étrangère*

Une couverture d'un investissement net en monnaie étrangère couvre le risque de change afférent à une participation nette dans une filiale étrangère consolidée. De façon similaire à la couverture de flux de trésorerie, la partie « efficace » des variations de valeur de l'instrument dérivé est inscrite dans les capitaux propres dans la rubrique « écarts de conversion », la partie des variations de valeur considérée comme « non efficace » étant enregistrée en résultat. La variation de valeur du produit dérivé comptabilisée en « écarts de conversion » doit être reprise en résultat lors de la cession de l'entité étrangère ayant fait l'objet de l'investissement initial.

Les profits et les pertes sur un instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture cumulés dans la réserve au titre de l'écart de change sont reclassés en résultat net au moment de la cession d'un établissement à l'étranger.

3.4 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS utilisés par le Groupe

Le Groupe utilise pour la mesure de sa performance un certain nombre d'indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Ces indicateurs sont utilisés pour les besoins de la communication financière du Groupe (communiqués de presse, présentations financières...).

3.4.1 EBITDA

Le Groupe utilise l'indicateur « *Earning Before Tax, Interests, Depreciation and Amortization* » (EBITDA), ce dernier étant intégré en solde intermédiaire dans la présentation du compte de résultat consolidé. Il correspond au Résultat opérationnel, avant prise en compte des dotations nettes aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des actifs non courants, des dotations nettes aux provisions non courantes, des impacts associés aux paiements en actions (IFRS 2), du résultat des sociétés mises en équivalence ainsi que des charges et produits qualifiés de non courants significatifs et inhabituels qui comprennent notamment :

- les pertes de valeurs des *goodwill*,
- les plus ou moins-values de cession de titres ainsi que les impacts de réévaluation à la juste valeur des quotes-parts détenues lors de changements de nature du contrôle exercé,
- les autres charges et produits qualifiés de non courants lorsqu'ils sont jugés significatifs.

3.4.2 *Global Proportionate*

Pour les besoins de sa communication financière et afin d'améliorer la lisibilité et la présentation de sa performance, le Groupe présente les chiffres opérationnels (chiffre d'affaires, EBITDA, résultat opérationnel) sur une base « *Global Proportionate* ».

Ces derniers intègrent la quote-part des activités du Groupe dans les coentreprises qu'il détient comme si elles étaient consolidées par intégration proportionnelle (avant retraitement selon la norme IFRS 11) et non par la méthode de la mise en équivalence.

Au sein des comptes consolidés, la norme IFRS 11 est appliquée et la quote-part des activités du Groupe dans les coentreprises est prise en compte selon la méthode de la mise en équivalence.

Un rapprochement peut être fait entre les données « *Global Proportionate* » utilisées notamment pour les besoins de sa communication financière et les données « IFRS » présentées dans les comptes consolidés du Groupe en se référant à la note 9.6 « Participation dans les sociétés mises en équivalence » qui présente la contribution des coentreprises aux principaux agrégats du bilan et du compte de résultat.

3.4.3 *Free Cash-Flow*

Le *Free Cash-Flow*, est une mesure des flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle récurrente. Ce dernier est intégré en tant que solde intermédiaire dans la présentation du tableau des flux de trésorerie consolidés.

Il correspond à l'EBITDA diminué :

- des décaissements liés aux redevances fixes versées dans le cadre des contrats de concession (IFRIC 12),
- des décaissements liés aux loyers fixes suite à l'entrée en vigueur d'IFRS 16.
- des investissements de maintenance,
- de la variation du besoin en fonds de roulement
- et d'autres éléments opérationnels ayant un impact sur la trésorerie et non inclus dans l'EBITDA.

Une réconciliation avec les données du tableau des flux consolidé est présentée en note 8 « Notes relatives au tableau des flux de trésorerie ».

3.4.4 *Cash Conversion Ratio*

Le *Cash Conversion Ratio* correspond au *Free Cash-Flow* rapporté à l'EBITDA. Ce ratio permet d'évaluer la proportion de l'EBITDA qui est convertie en flux de trésorerie et, par conséquent, disponible pour les investissements de développement, les impôts, le service de la dette et les dividendes aux actionnaires.

4. IMPACTS COVID

• Impacts sur l'activité de l'exercice 2020

Le groupe Indigo, comme le reste du monde, est confronté à la crise sanitaire du COVID-19.

La propagation du COVID-19 à l'échelle mondiale et la mise en confinement progressive sur les différents pays dans lesquels le groupe opère a eu des impacts significatifs sur les comptes annuels 2020 à partir du mois de mars et continue de produire des effets sur le premier semestre 2021. Au 31 décembre 2020, tous les pays du groupe ne se placent pas au même stade de la crise sanitaire.

Dans les pays européens, les recettes horaires se sont rétablies beaucoup plus vite que prévu lors de la période estivale pour être à nouveau impactées à partir d'octobre faisant suite à la mise en place de nouveaux confinements. Dès que des mesures d'assouplissements sont mises en place par les gouvernements, les fréquentations se rétablissent rapidement. La baisse observée sur le quatrième trimestre 2020 fut moins significative et relativement courte compte tenu de la réouverture des commerces non essentiels fin novembre en France. Les recettes d'abonnement sont quant à elles restées stables en 2020, malgré une légère diminution lors des périodes de confinement ce qui démontre la bonne résilience d'une partie du chiffre d'affaires du Groupe.

Les pays d'Amérique du Nord (Canada, USA) et d'Amérique du Sud (Brésil, Colombie, Panama) continuent d'être fortement impactés par la COVID-19. Néanmoins, les recettes se rétablissent mois après mois depuis juin 2020.

Europe ¹² - Comparaison au mois le mois 2020 vs. 2019 en pourcentage (%)	mar.-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	oct.-20	nov.-20	déc.-20
Revenus Horaires	(55%)	(96%)	(75%)	(43%)	(19%)	(19%)	(20%)	(37%)	(72%)	(55%)
Revenus Abonnés	6%	(3%)	(1%)	(9%)	(4%)	(4%)	(2%)	(1%)	(9%)	(4%)
Amériques ¹³ - Comparaison au mois le mois 2020 vs. 2019 en pourcentage (%)	mar.-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	oct.-20	nov.-20	déc.-20
Revenus Amériques	(22%)	(49%)	(53%)	(49%)	(42%)	(51%)	(41%)	(41%)	(38%)	(30%)

• Impacts sur les comptes consolidés 2020

Dans un contexte de pandémie internationale, les comptes consolidés 2020 ont été établis avec l'hypothèse de continuité d'exploitation.

Les impacts du COVID-19 se ressentent dans tous les agrégats financiers et ratios du groupe. A ce titre, les données et indicateurs présentés tiennent compte des effets de la crise sanitaire. Le groupe a porté une attention particulière à la recouvrabilité de ses impôts différés actifs et de ses actifs long terme.

Impôts différés actifs

Avec la crise du COVID-19 actuelle, le groupe a étudié les perspectives de récupération des déficits fiscaux nés de la crise sanitaire. Le plan stratégique révisé prévoit un retour aux bénéficiaires à partir de 2022, les déficits fiscaux et impôts différés associés au groupe fiscal en France ont dès lors été activés. Cela a conduit à l'activation d'un impôt différé de 6,9 millions d'euros au titre de l'exercice 2020, comptabilisé au niveau d'Infra Foch Topco, tête d'intégration fiscale du groupe Indigo.

Besoin en fonds de roulement

L'excédent de BFR du Groupe a sensiblement augmenté sur la période en raison notamment de certains reports de règlement de redevances et de remboursement de taxes locales aux collectivités principalement en France.

En matière d'actifs courants d'exploitation, les créances clients ont fait l'objet de revues approfondies sans que des risques de non-recouvrement aient été identifiés. Le cas échéant, des dépréciations ont été constatées de manière appropriée.

Tests de perte de valeur des actifs corporels et incorporels, hors goodwill

Conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », une entité doit apprécier à chaque date de reporting s'il existe un quelconque indice qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, l'entité doit estimer la valeur recouvrable de l'actif. Le ralentissement économique mondial né de la crise sanitaire du COVID-19 et ses impacts directs sur l'activité du groupe en 2020 constituent un indice de perte de valeur.

La méthodologie mise en place pour les tests de dépréciation est détaillée en note 9.5.2.

Au 31 décembre 2020, une dépréciation nette de 10,1 millions d'euros a été comptabilisée. Par ailleurs, compte tenu des résultats et des difficultés auxquelles fait face sa filiale Colombienne, le Groupe a déprécié l'intégralité du goodwill de la société City Parking SAS à hauteur de 4,0 millions d'euros.

Tests de perte de valeur du goodwill

Au 31 décembre 2020, le montant du goodwill testé dans les comptes d'Indigo Group s'élève à 811,3 millions d'euros.

La méthodologie mise en place pour les tests de perte de valeur du goodwill est détaillée en note 9.5.1. Cette dernière a été adaptée pour tenir compte des risques spécifiques associés à la crise sanitaire Covid-19. Aucune dépréciation de goodwill (hormis City Parking SAS) n'a été constatée au 31 décembre 2020.

5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

5.1 Acquisitions de la période

- Prise de contrôle de Parking Port d'Ouchy

Indigo Group s'est portée acquéreur, le 23 octobre 2020, via sa filiale Indigo Infra, de 29,68% des actions de Parking Port d'Ouchy, société de droit Suisse. Indigo Group détenait 26,21% des actions de la société Parking Port d'Ouchy jusqu'à cette date et a donc porté sa participation à 52,89%.

Dans ce contexte, la société Parking Port d'Ouchy est consolidée par la méthode de l'intégration globale depuis le 24 octobre 2020. Cette société n'était précédemment pas consolidée.

Dans le cadre de la constitution de la société Indigo Suisse Holding, société de droit Suisse ayant pour objet de détenir les participations des sociétés Suisses, la société Indigo Infra, filiale d'Indigo Group, a apporté les titres de Parking port d'Ouchy.

- Acquisition de la société ImmoPark

Le groupe, à travers sa filiale Indigo Polska s'est porté acquéreur, le 20 novembre 2020, de 94,97% des actions d'ImmoPark, société de droit Polonais. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie du groupe de conquérir le marché Polonais où de nombreux projets sont identifiés. ImmoPark est consolidée par la méthode de l'intégration globale depuis le 21 novembre 2020.

Après analyse, ces deux acquisitions sont considérées comme des acquisitions d'actifs au sens d'IFRS 3 révisée. Cela a mené à la détermination des actifs identifiables acquis aux dates de prises de contrôle :

<i>(en millions d'euros)</i>	Justes valeurs
Prix d'acquisition cumulé	10,0
Situation nette totale cumulée	7,3
Ecart d'évaluation cumulé	2,7

5.2 Acquisitions de l'exercice précédent

Les principales acquisitions de l'exercice 2019 ont concerné le pôle stationnement de SPIE Batignolles en France, la société Aparcamientos Triana en Espagne et la société West Park au Canada. Pour ces sociétés, le Groupe a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis conformément aux dispositions de la norme IFRS 3.

Les valeurs attribuées aux actifs et passifs identifiables des acquisitions citées ci-dessus, acquis aux dates de prise de contrôle en 2019, n'ont pas fait l'objet d'ajustements significatifs au cours de l'exercice 2020.

6. INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information sectorielle est présentée par zone géographique, conformément à l'organisation et au reporting interne du Groupe.

Les secteurs présentés sont les suivants : France, avec une distinction entre les activités d'exploitation et les activités du siège dites « Corporate », North America (USA, Canada), Europe Continentale (Belgique, Luxembourg, Suisse et Pologne en 2020), IBSA (Espagne, Brésil, Colombie et Panama), Grand international (Chine) et MDS (Mobility Digital Solutions avec Indigo Weel et OPnGO), auquel est rattachée opérationnellement la coentreprise Smovengo. Pour le Groupe, chaque zone est un secteur opérationnel.

L'information sectorielle présentée est conforme à celle présentée à la Direction Générale du Groupe, ainsi qu'aux principaux décideurs opérationnels, aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources et d'évaluation de la performance de chaque secteur. Elle est établie selon les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour les états financiers consolidés du Groupe.

Le chiffre d'affaires de chaque secteur correspond aux revenus des parcs de stationnement, ainsi que des produits d'activités annexes tels que les redevances des installations commerciales.

Aucun client externe du Groupe ne représente à lui seul 10% ou plus du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Le chiffre d'affaires présenté par secteur dans les tableaux ci-dessous représente les produits provenant de clients externes.

La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est réalisée sur la base du pays où la prestation est réalisée.

31/12/2020
(en millions d'euros)

	France	dont corporate (*)	dont exploitation	Europe continentale (hors Espagne)	North America (Canada, USA)	IBSA (Espagne, Brésil, Colombie, Panama)	Grand International (Chine)(***)	MDS (**)	Total
Compte de résultat									
Chiffre d'affaires	352,1	0,0	352,1	50,2	49,0	63,7	-	2,1	517,0
Chiffre d'affaires construction des filiales concessionnaires	13,3	-	13,3	-	-	-	-	-	13,3
Total Chiffre d'affaires	365,3	0,0	365,3	50,2	49,0	63,7	-	2,1	530,2
Produits des activités annexes	4,3	-	4,3	4,2	0,0	0,3	-	0,8	9,6
Charges opérationnelles courantes	(200,5)	5,8	(206,4)	(33,0)	(36,6)	(40,7)	(0,1)	(8,5)	(319,3)
EBITDA	169,1	5,8	163,3	21,4	12,4	23,3	(0,1)	(5,6)	220,5
Dotations aux amortissements	(171,7)	0,2	(171,9)	(16,3)	(12,1)	(20,3)	-	(4,6)	(225,0)
Dotations nettes aux provisions non courantes et dépréciations d'actifs non courants	(2,7)	(0,0)	(2,7)	(0,6)	(1,3)	(1,7)	-	1,9	(4,5)
Autres éléments opérationnels	7,4	0,2	7,2	3,4	1,0	(0,5)	-	(5,6)	5,6
Paievements en actions (IFRS 2)	(0,3)	(0,0)	(0,3)	(0,1)	0,7	(0,1)	-	-	0,2
Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,6)	-	(0,6)	1,3	5,6	(6,3)	-	(1,2)	(1,2)
Perte de valeur des <i>goodwill</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet de périmètre et résultat de cession de titres	4,5	-	4,5	-	-	-	-	0,2	4,8
Résultat opérationnel	5,6	6,2	(0,5)	9,0	6,3	(5,6)	(0,1)	(14,8)	0,3
Coût de l'endettement financier net	(42,7)	(28,1)	(14,6)	(1,7)	(0,8)	(4,3)	-	(0,3)	(49,7)
Autres produits et charges financières	0,1	(0,0)	0,1	0,0	(0,3)	0,1	(0,2)	(0,0)	(0,2)
Impôts sur les bénéfices	4,7	(0,0)	4,8	(1,3)	(0,2)	(2,1)	-	(0,6)	0,6
RESULTAT NET DE LA PERIODE (y compris intérêts minoritaires)	(32,2)	(22,0)	(10,2)	6,0	5,0	(11,9)	(0,2)	(15,8)	(49,0)

Tableau de flux de trésorerie									
Flux de trésorerie liés à l'activité	169,0			15,9	16,8	13,0	(0,2)	(11,5)	202,8
Investissements opérationnels nets	(153,6)			47,9	(34,4)	(20,6)	-	(2,9)	(163,5)
Cash-flow libre après investissements opérationnels	15,4			63,8	(17,6)	(7,6)	(0,2)	(14,3)	39,3
Investissements financiers nets et impacts des variations de périmètre	9,1			(3,4)	(4,7)	(4,4)	(0,6)	0,2	(3,9)
Autres	(0,4)			(7,8)	(5,9)	(0,4)	0,0	4,9	(9,6)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(145,0)			36,6	(45,0)	(25,4)	(0,6)	2,2	(177,0)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(115,8)			(45,7)	12,4	5,3	0,0	(0,0)	(143,9)
Autres variations (dont incidence des variations des cours de devises)	(3,9)			-	-	(0,0)	(0,1)	(1,4)	(5,1)

Variation nette de trésorerie nette	(95,7)			6,8	(15,8)	(7,1)	(0,8)	(10,6)	(123,2)
-------------------------------------	--------	--	--	-----	--------	-------	-------	--------	---------

Bilan									
Actifs non courants	2 173,1			381,4	202,1	326,3	3,9	(58,7)	3 028,1
Actifs courants	352,1			41,6	19,2	29,5	6,7	3,9	453,0
Total actifs	2 525,1			423,0	221,3	355,8	10,6	(54,8)	3 481,1
Passifs non courants	2 120,9			136,4	50,4	127,1	3,9	0,2	2 439,0
Passifs courants	389,3			34,0	16,1	43,5	0,0	65,2	548,8
Total passifs hors capitaux propres	2 510,1			170,4	66,5	170,7	4,0	65,4	2 987,0
Total Capitaux propres	15,0			252,6	154,9	185,1	6,6	(120,1)	494,1
Total passifs	2 525,1			423,0	221,3	355,8	10,6	(54,8)	3 481,1
Endettement financier net	(1 827,8)			(103,3)	(36,2)	(111,9)	6,7	(53,5)	(2 126,0)

(*) Exclutivement structure holding Indigo Group

(**) Mobility and Digital Solutions

(***) Entrée de périmètre en 2020 (cf. faits marquants)

31/12/2019
(en millions d'euros)

	France	dont corporate (*)	dont exploitation	Europe continentale (hors Espagne)	North America (Canada, USA)	IBSA (Espagne, Brésil, Colombie, Panama)	Grand International (Russie)(***)	MDS (**)	Total
Compte de résultat									
Chiffre d'affaires retraité (***)	441,1	-	441,1	63,6	85,7	100,9	-	3,5	694,7
Chiffre d'affaires construction des filiales concessionnaires	14,6	-	14,6	-	-	-	-	-	14,6
Total Chiffre d'affaires	455,7	-	455,7	63,6	85,7	100,9	-	3,5	709,4
Produits des activités annexes	5,4	0,2	5,1210	3,0	-	0,4	-	0,1	8,9
Charges opérationnelles courantes	(219,8)	2,2	(222,1)	(34,1)	(66,9)	(61,2)	(0,0)	(13,8)	(395,8)
EBITDA	241,2	2,5	238,8	32,5	18,8	40,1	(0,0)	(10,2)	322,4
Dotations aux amortissements	(168,5)	0,5	(169,0)	(15,8)	(14,2)	(23,5)	-	(3,0)	(224,9)
Dotations nettes aux provisions non courantes et dépréciations d'actifs non courants	(15,7)	(0,0)	(15,7)	(0,2)	-	10,5	-	(4,8)	(10,1)
Autres éléments opérationnels	1,7	(1,8)	3,5	0,3	0,1	(2,5)	-	(0,4)	(0,8)
Paiements en actions (IFRS 2)	(2,3)	(0,0)	(2,3)	-	(1,3)	-	-	-	(3,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,0)	-	(0,0)	1,5	7,3	(0,9)	-	(30,9)	(23,0)
Perte de valeur des goodwill	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet de périmètre et résultat de cession de titres	3,5	-	3,5	0,3	2,3	(0,0)	-	-	6,1
Résultat opérationnel	59,9	1,2	58,8	18,6	13,1	23,8	(0,0)	(49,4)	66,0
Coût de l'endettement financier net	(39,5)	(23,0)	(16,5)	(2,7)	(0,9)	(5,3)	-	(0,2)	(48,5)
Autres produits et charges financières	0,9	(0,0)	0,9	-	(0,1)	(3,1)	-	(0,0)	(2,3)
Impôts sur les bénéfices	2,8	(0,5)	3,3	(3,9)	(1,8)	(9,0)	(0,0)	1,4	(10,5)
RESULTAT NET DE LA PERIODE (y compris intérêts minoritaires)	24,2	(22,3)	46,4	12,0	10,3	6,4	(0,0)	(48,2)	4,7

Tableau de flux de trésorerie									
Flux de trésorerie liés à l'activité	161,9			21,8	22,5	19,2	(0,0)	(6,2)	219,1
Investissements opérationnels nets	(125,0)			(30,1)	(7,2)	(35,8)	-	(9,5)	(207,7)
Cash-flow libre après investissements opérationnels	36,9			(8,4)	15,3	(16,7)	(0,0)	(15,7)	11,5
Investissements financiers nets et impacts des variations de périmètre	(63,3)			(1,0)	2,7	(35,8)	(0,2)	(1,0)	(98,5)
Autres	(19,7)			(2,0)	0,1	3,1	-	(0,0)	(18,6)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(208,1)			(33,1)	(4,4)	(68,6)	(0,2)	(10,4)	(324,8)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	109,2			2,5	(15,4)	24,2	-	(0,0)	120,5
Autres variations (dont incidence des variations des cours de devises)	(0,0)			-	-	0,1	0,0	0,0	0,0
Variation nette de trésorerie nette	63,1			(8,8)	2,7	(25,1)	(0,2)	(16,7)	14,9

Bilan									
Actifs non courants	2 209,8			413,6	185,2	357,9	-	(51,1)	3 115,8
Actifs courants	491,4			32,4	38,8	32,3	-	7,5	602,4
Total actifs	2 701,6			446,1	224,0	390,1	-	(43,6)	3 718,2
Passifs non courants	2 263,1			155,1	47,0	114,2	-	0,2	2 579,5
Passifs courants	381,9			43,6	23,0	63,5	-	61,2	573,2
Total passifs hors capitaux propres	2 645,0			198,6	70,0	177,6	-	61,4	3 152,7
Total Capitaux propres	56,1			247,5	154,0	212,5	0,0	(105,0)	565,5
Total passifs	2 701,2			446,1	224,0	390,1	0,0	(43,6)	3 718,2
Endettement financier net	(1 848,8)			(130,2)	(16,2)	(107,6)	-	(42,6)	(2 145,5)

(*) Exclusivement structure holding Indigo Group

(**) Mobility and Digital Solutions

(***) Liquidation des sociétés Mosparkingvest et Russia Parkinvest

7. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

7.1 Charges opérationnelles courantes

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Achats consommés	(29,8)	(33,5)
Services extérieurs	(160,0)	(196,0)
Personnel intérimaire	(4,2)	(7,3)
Sous-traitance	(27,3)	(23,6)
Charges de construction pour les sociétés concessionnaires	(13,3)	(14,6)
Impôts et taxes	(31,5)	(31,8)
Charges de personnel (*)	(136,3)	(187,6)
Impact relatif au traitement comptable des locations fixes (IFRS 16)	29,5	33,0
Impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	67,2	67,7
Autres éléments opérationnels courants	(13,6)	(2,1)
Total	(319,3)	(395,8)

(*) Y compris provisions pour retraites et aide des Etats relative à l'activité partielle en 2020

7.2 Dotations aux amortissements

Les dotations nettes aux amortissements s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	31/12/2020 (*)	31/12/2019 (*)
Immobilisations incorporelles	(11,4)	(10,7)
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	(56,3)	(54,5)
Impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	(66,3)	(64,9)
Immobilisations corporelles et immobilisations corporelles du domaine concédé	(60,9)	(61,6)
Impact relatif au traitement comptable des locations fixes (IFRS 16)	(30,0)	(33,3)
Immeubles de placement	-	-
Total	(225,0)	(224,9)

(*) dont (27,5) millions d'euros d'amortissements d'écart de réévaluation au 31 décembre 2020, contre (30,0) millions d'euros au 31 décembre 2019.

7.3 Dotations nettes aux provisions et dépréciations d'actifs et passifs non courants

Les dotations nettes aux provisions et dépréciations d'actifs et passifs non courants font partie intégrante de l'exploitation courante de la société et s'analysent comme suit :

	31/12/2020			
	Provisions pour pertes sur contrats déficitaires	Autres provisions pour risques et charges non courantes	Dépréciations d'actifs	Total
(en millions d'euros)				
Dotations nettes sur actifs et passifs non courants	2,9	(0,6)	(6,8)	(4,5)
Total	2,9	(0,6)	(6,8)	(4,5)

	31/12/2019			
	Provisions pour pertes sur contrats déficitaires	Autres provisions pour risques et charges non courantes	Dépréciations d'actifs	Total
(en millions d'euros)				
Dotations nettes sur actifs et passifs non courants	0,3	(0,5)	(10,0)	(10,1)
Total	0,3	(0,5)	(10,0)	(10,1)

7.4 Autres éléments opérationnels

En 2020, les autres éléments opérationnels s'élevaient à 5,6 millions d'euros contre (0,8) million d'euros en 2019. La variation s'explique principalement par des fins de contrats anticipés sur des actifs IFRIC 12 et IFRS 16 ayant générées des plus-values pour 4,8 millions d'euros.

7.5 Paiements en actions (IFRS 2)

Les charges liées aux paiements en actions s'élevaient à 0,2 million d'euros pour l'exercice 2020 (contre -3,7 millions d'euros au titre de l'exercice 2019) et concernent notamment le plan d'actions fantômes existant au Canada pour +0,7 million d'euros et les plans d'actions gratuites mis en place en France et à l'international en 2020 pour -0,5 million d'euros (cf. note 2.1).

7.6 Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers se répartissent par catégorie comptable d'actifs et de passifs de la façon suivante :

	31/12/2020				
	Charges et produits financiers constatés en résultat				Charges et produits financiers constatés en capitaux propres
	Coût de l'endettement financier net	Autres produits financiers (1)	Autres charges financières (2)	Autres produits et charges financiers (1)+(2)	
<i>(en millions d'euros)</i>					
Passifs évalués au coût amorti	(40,5)	-	-	-	-
Impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	(6,8)	-	-	-	-
Impact relatif au traitement comptable des locations fixes (IFRS 16)	(3,6)	-	-	-	-
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-
Dérivés qualifiés de couverture : actifs et passifs	-	-	-	-	-
Dérivés évalués à la juste valeur par résultat : actifs et passifs	0,4	-	-	-	-
Autres	0,8	-	-	-	-
Résultat de change	-	2,0	(2,2)	(0,2)	-
Coûts d'actualisation	-	0,1	(0,3)	(0,2)	-
Coûts d'emprunts immobilisés	-	0,2	-	0,2	-
Total résultat financier	(49,7)	2,2	(2,5)	(0,2)	-

	31/12/2019				<i>Charges et produits financiers constatés en capitaux propres</i>
	Charges et produits financiers constatés en résultat			Total Autres charges et produits financiers (1)+(2)	
	Coût de l'endettement financier net	Autres produits financiers (1)	Autres charges financières (2)		
<i>(en millions d'euros)</i>					
Passifs évalués au coût amorti	(39,0)	-	-	-	-
Impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	(6,6)	-	-	-	-
Impact relatif au traitement comptable des locations fixes (IFRS 16)	(4,3)	-	-	-	-
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-
Dérivés qualifiés de couverture : actifs et passifs	-	-	-	-	-
Dérivés évalués à la juste valeur par résultat : actifs et passifs	0,3	-	-	-	1,3
Autres	1,1	-	-	-	-
Résultat de change	-	1,8	(1,2)	0,7	-
Coûts d'actualisation	-	-	(3,6)	(3,6)	-
Coûts d'emprunts immobilisés	-	0,6	-	0,6	-
Total résultat financier	(48,5)	2,4	(4,7)	(2,3)	1,3

Les charges et produits associés aux instruments financiers dérivés de couverture s'analysent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts nets des instruments dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	0,5	0,4
Variation de valeur des instruments dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	(3,3)	(3,2)
Variation de valeur des dettes financières couvertes en juste valeur	3,3	3,2
Réserve transférée en résultat au titre des couvertures de flux de trésorerie	-	-
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie	(0,1)	(0,0)
Résultats des instruments dérivés de couverture	0,4	0,3

7.7 Impôts sur les bénéfiques

7.7.1 Analyse de la charge nette d'impôts

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Impôts courants	(0,4)	(32,5)
Impôts différés	1,0	22,1
<i>dont différences temporaires</i>	<i>0,8</i>	<i>22,1</i>
<i>dont variations de taux d'impôt et autres</i>		-
<i>dont déficits et crédits d'impôt</i>	<i>0,2</i>	-
Total Impôts sur les bénéfiques (1)	0,6	(10,5)
Total Impôts sur les bénéfiques Impacts des changements de taux (2)	-	-
Total Impôts sur les bénéfiques (1) + (2)	0,6	(10,5)

En 2020, le montant net d'impôt enregistré est un produit de 0,6 million d'euros (il représentait une charge de 10,5 millions d'euros en 2019).

7.7.2 Taux d'impôt effectif

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat avant impôt et résultats des sociétés mises en équivalence	(43,5)	38,2
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	32,02%	34,43%
Impôt théorique attendu	13,9	(13,1)
Incidence sur la charge d'impôt du résultat taxé à taux réduit	-	-
Incidence sur la charge d'impôt de la variation de périmètre	-	0,7
Incidence des déficits reportables et autres différences temporaires non reconnu ou ayant fait antérieurement l'objet d'une limitation	(13,3)	0,3
Différentiel de taux sur résultat étranger	0,9	3,1
Différences permanentes et divers écarts	(0,9)	(1,5)
Impôt effectivement constaté hors Impact du changement de taux (1)	0,6	(10,5)
Taux d'impôt effectif (*)	1,40%	27,56%
Impôt sur les sociétés - Impact du changement de taux (2)	-	-
Total Impôt effectivement constaté y compris Impact du changement de taux (1) + (2)	0,6	(10,5)
Taux d'impôt effectif (**)	1,40%	27,56%

(*) hors impact des changements de taux

(**) y compris impact des changements de taux

Les sociétés du Groupe Indigo sont intégrées au groupe fiscal dont la société tête de groupe est Infra Foch TopCo. Le taux d'imposition théorique du groupe Indigo Group est de 32,02% et correspond au taux de droit commun en France au 31 décembre 2020.

Le taux d'impôt effectif ressort à 1,40% sur la période clôturée au 31 décembre 2020.

Ce taux d'impôt effectif intègre notamment les effets de la non-activation des déficits fiscaux propres de la société Indigo Group, compte tenu de l'absence de perspective de résultat fiscal positif pour la Société dont le résultat est principalement constitué des dividendes reçus de la part de ses filiales, non taxables, alors que la Société supporte le coût de financement de ses participations.

L'intégration fiscale étant réalisée au niveau d'Infra Foch Topco, les impôts nets encaissés en 2020 par le Groupe (+3,8 millions d'euros) n'intègrent pas les charges et les produits d'impôt complémentaires qui auraient été supportés par Indigo Group si cette dernière avait été société de tête du périmètre d'intégration fiscal en France (charge nette de -6,2 millions d'euros).

7.7.3 Analyse des actifs et passifs d'impôts différés

<i>(en millions d'euros)</i>	Variations				31/12/2019
	31/12/2020	Résultat	Capitaux propres	Autres	
Impôts différés actifs					
Déficits reportables et crédits d'impôts	75,1	56,2	(3,9)	(9,0)	31,8
Engagements de retraites	5,2	0,4	(0,4)	-	5,2
Différences temporelles sur provisions	11,0	(5,4)	(0,4)	0,0	16,8
Mise à la juste valeur des instruments financiers	0,9	0,1	-	-	0,9
Redevances	4,9	0,9	-	0,4	3,5
Loyers fixes	1,8	0,5	0,1	(0,0)	1,2
Immobilisations	19,8	(8,1)	(0,0)	(0,8)	28,7
Autres	10,4	(0,8)	(2,0)	1,3	12,0
Total	129,1	43,9	(6,6)	(8,1)	99,9
Impôts différés passifs					
Déficits reportables et crédits d'impôts	-	-	-	-	-
Engagements de retraites	-	-	-	-	-
Différences temporelles sur provisions	(0,0)	(0,0)	0,0	-	(0,0)
Mise à la juste valeur des instruments financiers	(2,1)	(0,5)	0,0	0,0	(1,5)
Locations financements	-	-	-	-	-
Immobilisations	(140,5)	9,8	0,9	(0,2)	(150,9)
Autres	(2,1)	0,4	0,0	(0,7)	(1,8)
Total	(144,7)	9,6	0,9	(0,9)	(154,2)
Solde net des impôts différés actifs et passifs avant dépréciation					
	(15,6)	53,5	(5,7)	(9,0)	(54,3)
Ecrêtement	(80,9)	(52,5)	4,1	9,2	(41,7)
Impôts différés nets	(96,5)	1,0	(1,6)	0,2	(96,0)

7.7.4 Impôts différés non reconnus

Les actifs d'impôts différés non reconnus du fait du caractère incertain de leur récupération représentent un montant de 80,9 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 41,7 millions d'euros au 31 décembre 2019. Ils concernent Indigo Group et certaines de ses filiales françaises à hauteur de 67,3 millions d'euros (dont 61,9 millions d'euros au titre de leurs déficits reportables) et des filiales étrangères pour 13,5 millions d'euros (dont 12,7 millions au titre de leurs déficits reportables).

7.8 Résultat par action

Pour l'exercice présenté :

- le nombre moyen d'actions ordinaires utilisé dans le calcul du résultat de base par action s'élève à 160 044 282 actions ;
- la Société ne possède pas d'actions d'autocontrôle ;
- il n'existe pas d'instruments financiers ayant un effet dilutif.

Ainsi durant l'exercice 2020, le montant du résultat dilué par action est identique à celui du résultat de base par action qui s'élève à -0,31 euro par action.

8. NOTES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

8.1 Passage de l'EBITDA au Free Cash-Flow

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
EBITDA	220,5	322,4
Eléments de trésorerie liés à l'activité sans impact sur l'EBITDA	(2,4)	(0,7)
Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts (*)	218,2	321,7
Variations du BFR et provisions courantes	26,4	(9,3)
Redevances fixes (IFRIC 12 - cf.note 8.4)	(67,2)	(67,7)
<i>dont intérêts nets payés</i>	<i>(6,8)</i>	<i>(6,6)</i>
<i>dont investissements en immobilisations du domaine concédés sur nouveaux contrats</i>	<i>(5,8)</i>	<i>(77,6)</i>
<i>dont investissements en immobilisations du domaine concédés sur portefeuille existant</i>	<i>56,6</i>	<i>(3,4)</i>
<i>dont nouveaux emprunts</i>	<i>5,8</i>	<i>77,6</i>
<i>dont remboursements d'emprunts</i>	<i>(117,0)</i>	<i>(57,7)</i>
Loyers fixes (IFRS 16 - cf. note 8.5)	(29,5)	(33,0)
<i>dont intérêts nets payés</i>	<i>(3,9)</i>	<i>(3,4)</i>
<i>dont investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>(20,8)</i>	<i>(16,8)</i>
<i>dont cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>38,8</i>	<i>-</i>
<i>dont nouveaux emprunts</i>	<i>(11,7)</i>	<i>16,3</i>
<i>dont remboursements d'emprunts</i>	<i>(31,8)</i>	<i>(29,0)</i>
Investissements de maintenance (engagés)	(15,2)	(19,4)
Free Cash-Flow	132,7	192,3

(*) Correspond à la « Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts » telle que présentée dans le tableau de flux de trésorerie consolidé

8.2 Cash Conversion Ratio

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
EBITDA (1)	220,5	322,4
Free Cash-Flow (2)	132,7	192,3
Cash Conversion Ratio (2) / (1)	60,2%	59,6%

Le *Cash Conversion Ratio* (cf. note 3.4.4) correspond au Free Cash-Flow analysé en 8.1 ci-dessus rapporté à l'EBITDA. Il s'établit à 60,2 % en 2020 contre 59,6% en 2019.

8.3 Analyse des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	(218,8)	(87,3)
<i>dont impact relatif au traitement des loyers fixes (IFRS 16)</i>	<i>(20,8)</i>	<i>(16,8)</i>
Cession des immobilisations corporelles et incorporelles	40,2	0,8
<i>dont impact relatif au traitement des loyers fixes (IFRS 16)</i>	<i>38,8</i>	<i>(0,0)</i>
Investissements en immobilisations du domaine concédés (net de subventions reçues)	14,6	(128,6)
<i>dont impact relatif au traitement des redevances fixes sur nouveaux contrats (IFRIC 12)</i>	<i>(5,8)</i>	<i>(77,6)</i>
<i>dont impact relatif au traitement des redevances fixes sur portefeuille existant (IFRIC 12)</i>	<i>56,6</i>	<i>(3,4)</i>
Variation des créances financières sur Concessions	0,5	7,4
Investissements (nets de cession) (*)	(163,5)	(207,7)
<i>dont Impact net relatif au traitement des redevances et loyers fixes</i>	<i>68,8</i>	<i>(97,8)</i>
Investissements opérationnels (nets de cession) hors impact traitement des redevances fixes et loyers fixes	(232,3)	(110,4)
<i>dont investissements de développement (engagés)</i>	<i>(226,1)</i>	<i>(75,4)</i>
<i>dont investissements de maintenance parcs (engagés)</i>	<i>(15,2)</i>	<i>(19,4)</i>
<i>dont autres investissements de maintenance (engagés)</i>	<i>(0,4)</i>	<i>(2,8)</i>
<i>dont variations des dettes et créances sur immobilisations</i>	<i>9,4</i>	<i>(12,8)</i>

(*) Correspond aux Investissements opérationnels (nets de cession) tels que présentés dans le tableau de flux de trésorerie consolidé

Dans le cadre du suivi de sa performance, le Groupe distingue dans ses investissements les investissements de maintenance et les investissements de développement.

Les investissements de maintenance (parcs et autres) comprennent principalement les investissements visant à maintenir les actifs aux normes et technologies actuelles.

Les investissements de développement correspondent à l'acquisition, la construction ou le renouvellement de parcs.

8.4 Impact relatif au traitement des redevances fixes payées aux concédants (IFRIC 12)

Dans le cadre de ses contrats de concession, le Groupe s'engage à payer au concédant une redevance annuelle d'exploitation au titre de l'occupation et de l'usage du domaine public. Le Groupe capitalise les redevances fixes dans son bilan sous la forme d'un actif amortissable sur la durée du contrat au titre du droit d'utiliser le domaine public en contrepartie d'un passif au titre de l'engagement à payer ces redevances.

Ce traitement comptable des redevances fixes, décrit en détail en note 3.3.4 « Règles et méthode d'évaluation – Contrats de concession » des comptes consolidés 2020, se traduit dans les comptes consolidés du Groupe par :

- la comptabilisation d'une immobilisation incorporelle correspondant à l'activation au bilan des redevances pour leur montant actualisé, cette dernière étant amortie de façon linéaire sur la durée du contrat,
- la comptabilisation d'un passif financier au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, réduit chaque année du fait du paiement des redevances fixes et générant un coût de désactualisation comptabilisé en coût de l'endettement financier.

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, l'impact du retraitement des redevances fixes payées aux concédants au titre de l'exercice 2020 pour un total de 67,2 millions d'euros (contre 67,7 millions d'euros au 31 décembre 2019) s'analyse comme suit :

- un flux de décaissement de 60,4 millions d'euros au titre de l'exercice 2020 (contre 61,1 millions d'euros au 31 décembre 2019) correspondant à l'amortissement financier de la période. Ce dernier se décompose en remboursements d'emprunts pour 117,0 millions d'euros (contre 57,7 millions d'euros au 31 décembre 2019) compensé par 56,6 millions euros d'investissements nets (contre -3,4 millions d'euros au 31 décembre 2019). Une analyse, au 31 décembre 2020, des contrats concernés par la norme IFRIC 12 a mené le groupe à sortir cinq contrats belges et un contrat français pour un impact cumulé de 66,4 millions d'euros faisant suite à des faits générateurs intervenus en 2020.
- un flux de décaissement correspondant aux frais financiers nets liés au coût de désactualisation de 6,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2020 (contre 6,6 millions d'euros au 31 décembre 2019) et présenté dans le tableau des flux de trésorerie en ligne intérêts financiers nets payés.

8.5 Impact relatif au traitement des loyers fixes (IFRS 16)

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidé l'impact du retraitement des loyers fixes payés aux bailleurs au 31 décembre 2020 pour un total de 29,5 millions d'euros (contre 33,0 millions d'euros au 31 décembre 2019) s'analyse principalement comme suit :

- un flux de décaissement de 25,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2020 (contre 29,6 millions d'euros au 31 décembre 2019) correspondant à l'amortissement financier de la période. Ce dernier se décompose en remboursements d'emprunts pour 31,8 millions d'euros (contre 29,0 millions d'euros au 31 décembre 2019) compensé par 6,2 millions euros d'investissements nets (contre -0,5 million d'euros au 31 décembre 2019). Une analyse, en 2020, des contrats concernés par la norme IFRS 16 a mené le groupe à sortir un contrat Belge pour un impact de 25,3 millions d'euros faisant suite à une renégociation de contrat intervenue en 2020.
- un flux de décaissement correspondant aux frais financiers nets liés au coût de désactualisation de 3,9 millions d'euros au titre de l'exercice 2020 (contre 3,4 millions au 31 décembre 2019) et présenté au tableau des flux de trésorerie en ligne intérêts financiers nets payés.

9. NOTES RELATIVES AU BILAN

9.1 Immobilisations incorporelles du domaine concédé

(en millions d'euros)

Valeur brute	
Au 01/01/2019	1 353,2
Acquisitions de l'exercice	15,2
Sorties de l'exercice	(34,9)
Investissements nets relatifs au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	69,2
Variations de périmètre	111,2
Autres mouvements	2,3
Au 31/12/2019	1 516,2
Acquisitions de l'exercice	13,4
Sorties de l'exercice	(3,9)
Investissements nets relatifs au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	(103,0)
Variations de périmètre	32,0
Autres mouvements	5,7
Au 31/12/2020	1 460,5

Amortissements et pertes de valeur	
Au 01/01/2019	(301,9)
Amortissements de la période	(120,2)
Sorties de l'exercice	34,2
Pertes de valeur	(0,6)
Variations de périmètre	(3,2)
Autres mouvements	14,4
Au 31/12/2019	(377,3)
Amortissements de la période	(123,6)
Sorties de l'exercice	3,8
Pertes de valeur	(4,5)
Variations de périmètre	(6,1)
Autres mouvements	59,2
Au 31/12/2020	(448,6)

Valeur nette	
Au 01/01/2019	1 051,4
Au 31/12/2019	1 138,9
Au 31/12/2020	1 011,9

Les principales caractéristiques des contrats de concession et de Partenariat Public Privé relevant du modèle incorporel et du modèle mixte sont décrites en note 3.3.4 « Notes sur les principales caractéristiques des contrats de concession » des comptes consolidés au 31 décembre 2020.

9.2 Goodwill

Les variations au cours de la période s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Valeur nette à l'ouverture	828,3	772,4
<i>Goodwill</i> constaté dans l'exercice	-	51,8
Pertes de valeur	-	-
Ecart de conversion	(17,0)	3,7
Sorties de périmètre	-	-
Autres mouvements	-	0,4
Valeur nette à la clôture	811,3	828,3

Au 31 décembre 2020, le *goodwill* se répartit comme suit par segment :

• France	528,9 millions d'euros
• Europe continentale	106,9 millions d'euros
• North America (NA)	64,6 millions d'euros
• IBSA	110,9 millions d'euros
• Mobility and Digital Solutions	0,0 million d'euros
	<hr/>
	811,3 millions d'euros

Les acquisitions de 2020 n'ont pas donné lieu à la constatation de nouveau *goodwill*.

9.3 Autres immobilisations incorporelles

Les variations au cours de la période s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Logiciels	Brevets Licences et autres	Total
Valeur brute			
Au 01/01/2019	30,8	38,5	69,3
Acquisitions de l'exercice	9,9	12,4	22,3
Sorties de l'exercice	(2,6)	(0,8)	(3,4)
Variations de périmètre	(0,1)	(1,2)	(1,3)
Autres mouvements	0,1	6,0	6,1
Au 31/12/2019	38,1	54,9	92,9
Acquisitions de l'exercice	5,7	12,3	18,0
Sorties de l'exercice	(0,2)	2,4	2,2
Variations de périmètre	0,0	(2,6)	(2,6)
Autres mouvements	8,0	(23,1)	(15,0)
Au 31/12/2020	51,7	43,8	95,5
Amortissements et pertes de valeur			
Au 01/01/2019	(18,2)	(4,3)	(22,5)
Amortissements de la période	(5,4)	(5,3)	(10,7)
Dotations de pertes de valeur	(0,2)	(0,0)	(0,3)
Reprises de perte de valeurs	2,7	0,0	2,7
Sorties de l'exercice	1,3	0,4	1,6
Variations de périmètre	0,1	(0,2)	(0,1)
Autres mouvements	0,0	(1,1)	(1,1)
Au 31/12/2019	(19,7)	(10,6)	(30,3)
Amortissements de la période	(5,6)	(5,8)	(11,4)
Dotations de pertes de valeur	0,0	(0,3)	(0,3)
Reprises de perte de valeurs	0,1	0,0	0,1
Sorties de l'exercice	0,1	0,4	0,6
Variations de périmètre	(0,0)	0,0	(0,0)
Autres mouvements	(6,1)	9,9	3,8
Au 31/12/2020	(31,2)	(6,4)	(37,6)
Valeur nette			
Au 01/01/2019	12,6	34,2	46,8
Au 31/12/2019	18,3	44,3	62,6
Au 31/12/2020	20,5	37,5	58,0

9.4 Immobilisations corporelles

9.4.1 Variation au cours de l'exercice

(en millions d'euros)

	Immobilisations d'exploitation du domaine concedé	Terrains	Constructions	Matériels, Installations techniques et agencements	Droits d'Usage	Total
Valeur brute						
Au 01/01/2019	198,8	19,1	452,2	77,2	-	747,3
Acquisitions de l'exercice	31,9	-	17,3	16,2	16,4	81,8
Sorties de l'exercice	(22,9)	-	(1,6)	(5,3)	(1,5)	(31,3)
Droits d'usage (IFRS 16)	(1,7)	-	(8,7)	-	199,0	188,5
Variations de périmètre	19,7	0,3	66,1	5,4	4,7	96,1
Autres mouvements	(8,8)	0,3	(0,7)	1,0	(1,2)	(9,4)
Au 31/12/2019	217,0	19,6	524,5	94,4	217,4	1 073,0
Acquisitions de l'exercice	25,0	24,2	151,6	11,3	20,4	232,6
Sorties de l'exercice	(9,6)	-	(4,1)	(8,2)	(48,0)	(69,8)
Variations de périmètre	0,3	-	(2,2)	(0,0)	0,0	(2,0)
Autres mouvements	(10,4)	0,2	(4,2)	(0,1)	(9,2)	(23,8)
Au 31/12/2020	222,4	44,0	665,6	97,4	180,6	1 210,0

Amortissements et pertes de valeur						
Au 01/01/2019	(35,2)	-	(49,6)	(23,4)	-	(108,1)
Amortissements de la période	(29,3)	-	(18,4)	(13,6)	(33,7)	(95,0)
Pertes de valeur	(3,9)	(0,1)	(1,1)	(6,7)	-	(11,8)
Sorties de l'exercice	19,3	-	0,8	4,1	1,5	25,7
Droits d'usage (IFRS 16)	0,2	-	4,8	-	(5,0)	-
Variations de périmètre	(3,0)	-	0,1	(1,2)	-	(4,1)
Autres mouvements	2,1	-	0,3	(0,6)	(0,2)	1,6
Au 31/12/2019	(49,7)	(0,1)	(63,2)	(41,4)	(37,4)	(191,8)
Amortissements de la période	(27,5)	-	(18,8)	(14,5)	(30,2)	(91,1)
Pertes de valeur	(1,4)	(0,0)	(3,8)	2,1	-	(3,2)
Sorties de l'exercice	9,0	-	1,7	6,6	11,3	28,6
Variations de périmètre	(0,0)	-	2,2	0,0	0,0	2,2
Autres mouvements	(0,0)	-	(1,8)	2,6	5,9	6,7
Au 31/12/2020	(69,7)	(0,1)	(83,8)	(44,6)	(50,4)	(248,6)

Valeur nette						
Au 01/01/2019	163,6	19,1	402,6	53,9	-	639,1
Au 31/12/2019	167,3	19,5	461,3	53,0	180,0	881,2
Au 31/12/2020	152,7	43,9	581,8	52,9	130,2	961,4

Au 31 décembre 2020, les immobilisations corporelles comprennent des immobilisations en cours pour 30,1 millions d'euros (contre 40,5 millions d'euros au 31 décembre 2019).

9.5 Tests de valeur sur autres actifs immobilisés

9.5.1 Tests de valeur sur *goodwill*

Au 31 décembre 2020, le montant du *goodwill* testé dans les comptes d'Indigo Group s'élève à 811,3 millions d'euros.

Les hypothèses retenues sur les différents périmètres (constant, renouvellement, développement) ont été définies avec les Directions opérationnelles et validées par la Direction générale du Groupe. Elles intègrent les effets de la pandémie COVID-19. La valorisation correspond à l'actualisation par pays des cash-flows prévisionnels sur les sept prochaines années plus une valeur terminale calculée sur la base d'un multiple de sortie d'EBITDA de 11x en scénario central. Le multiple intrinsèque utilisé est inférieur à celui observé sur les transactions d'entreprises du secteur intervenues au cours des dernières années.

La méthodologie utilisée par le groupe pour la détermination des taux de croissance moyen par pays est identique à celle présentée pour les tests de perte de valeur des actifs corporels et incorporels.

Le taux retenu pour l'actualisation des flux de trésorerie est le coût moyen pondéré du capital. Il est calculé par pays et correspond au taux de rentabilité minimal exigé par les pourvoyeurs de fonds de l'entreprise (actionnaires et créanciers). Il est calculé sur la base d'une structure financière de référence pour le secteur. Le CMPC après impôt pondéré, pour chaque pays, par l'EBITDA Global Proportionate diminué des redevances et loyers fixes est de 6,3% pour l'exercice 2020.

A titre d'information, les CMPC avant impôt retenus par segment sont les suivants :

- France 6,5%
- Europe continentale 6,4%
- North America (NA) 7,5%
- IBSA 10,9%

Sensibilité de la valeur des *goodwill* aux hypothèses retenues :

Au 31 décembre 2020, la valorisation du Groupe est nettement supérieure à la valeur comptable des *goodwill*.

Compte tenu des risques spécifiques associés à la crise sanitaire Covid-19 et aux recommandations de l'AMF qui y ont été associées, les tests de sensibilité sur les variations de cash-flows d'exploitation ont été portés de +/- 5% à +/- 10%.

La sensibilité de la valeur des *goodwill* par segment aux hypothèses retenues est reflétée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Taux d'actualisation des flux de trésorerie		Variation du multiple de valeur de sortie		Variation des cash-flows d'exploitation prévisionnels (avant impôt)	
	0,50%	-0,50%	1.0x	-1.0x	10,00%	-10,00%
<i>Goodwill</i> France	(70,2)	75,6	174,8	(174,8)	241,2	(241,2)
<i>Goodwill</i> Europe	(14,3)	15,4	36,1	(36,1)	49,2	(49,2)
<i>Goodwill</i> Amérique du Nord	(6,5)	7,0	16,4	(16,4)	24,1	(24,1)
<i>Goodwill</i> IBSA	(13,4)	14,4	35,5	(35,5)	46,1	(46,1)

Au 31 décembre 2020 :

- Une hausse (ou une baisse) de 50 points de base des hypothèses retenues sur le taux d'actualisation par pays n'entraînerait pas de dépréciation des *goodwill* dans les comptes consolidés du Groupe,
- Une variation du multiple de valeur de sortie de plus (ou moins) 1,0x n'entraînerait pas de dépréciation des *goodwill* dans les comptes consolidés du Groupe.
- Une variation des *cash-flows* d'exploitation prévisionnels de plus (ou moins) 10% n'entraînerait pas de dépréciation des *goodwill* dans les comptes consolidés du Groupe,

9.5.2 Tests de valeur sur autres actifs immobilisés

La valeur recouvrable des unités génératrice de trésorerie (UGT) est déterminée sur la base d'un calcul de valeur d'utilité. Au sein du Groupe, une UGT correspond à un regroupement de contrats d'un même donneur d'ordre en France et situés dans une même ville ou zone géographique à l'international. Il existe environ 300 UGT à fin décembre 2020. La valeur d'utilité des UGT est déterminée à partir de l'actualisation, du CMPC du pays de l'UGT, des *cash-flows* d'exploitation prévisionnels sur la durée résiduelle des contrats inclus dans l'UGT.

Les hypothèses utilisées pour le calcul des taux d'actualisation et la détermination des Free Cash-Flow par UGT intègrent les effets de la pandémie COVID-19. Ces hypothèses ont été établies par pays. Les taux de croissance des flux de trésorerie prévisionnels utilisés par pays sont basés sur les estimations de la Direction et confortées par les prévisions publiées par un consensus comprenant notamment le FMI, Oxford Economics et Economist Intelligence Unit et présentés ci-dessous :

	Taux de croissance moyen (années n+1 à n+7)	Taux de croissance (valeur terminale)
France	1,6%	2,0%
Belgique	1,8%	2,0%
Espagne	1,5%	2,0%
Suisse	0,9%	Non applicable
Luxembourg	1,8%	2,0%
Pologne	2,5%	Non applicable
Brésil	3,3%	2,0%
Colombie	3,0%	2,0%
Panama	1,4%	2,0%
Etats-Unis	2,0%	2,0%
Canada	1,8%	2,0%

Par ailleurs, le Groupe a supposé des croissances tarifaires spécifiques pour les parkings pour lesquels il dispose de la liberté tarifaire notamment les pleines propriétés, ainsi que des croissances de trafic spécifiques pour les parkings d'Espagne et de France hors Paris.

Au 31 décembre 2020, le Groupe a enregistré une dotation aux provisions nette des reprises sur les autres actifs immobilisés d'un montant de 10,1 millions d'euros. Par ailleurs, compte tenu des résultats et des difficultés auxquelles fait face sa filiale Colombienne, le Groupe a déprécié l'intégralité du *goodwill* de la société City Parking SAS à hauteur de 4,0 millions d'euros.

9.6 Participations dans les sociétés mises en équivalence

Pour les périodes présentées, le Groupe exerce un contrôle conjoint sur la plupart des sociétés mises en équivalence (coentreprises) et exerce par ailleurs une influence notable dans quelques entités (entreprises associées).

9.6.1 Variation au cours de la période

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Valeur des titres en début d'exercice	110,8	113,4
Augmentation de capital des sociétés mises en équivalence	4,2	0,9
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	(1,2)	(23,0)
Dividendes distribués	(2,5)	(13,0)
Variations de périmètre et écarts de conversion	(7,0)	5,1
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers	-	1,3
Changement de méthode	(0,0)	1,1
Dépréciation de Goodwill (**)	(4,0)	-
Reclassement (*)	6,0	25,0
Valeur des titres en fin d'exercice	106,2	110,8

(*) Reclassements correspondant à la quote-part de titres mis en équivalence présentant une situation nette négative portés en minoration des actifs financiers courants dont Smovengo à hauteur de -6,1 millions d'euros (Cf. note 9.6.2)

(**) Concerne le goodwill comptabilisé lors de l'acquisition de la société City Parking SAS, en Colombie, et entièrement déprécié au 31 décembre 2020

9.6.2 Informations financières sur les entreprises mises en équivalence (coentreprises et entreprises associées)

Les participations concernant les coentreprises et entreprises associées s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Laz Karp Associates LLC	76,6	79,5
Indigo Suisse	25,3	25,3
Parcbrux	0,4	0,2
Sunsea – Indigo Development	3,9	-
City Parking SAS	-	5,6
City Parking Panama SA	0,1	0,2
Smovengo (*)	-	-
Autres	-	-
Participations dans les sociétés mises en équivalence	106,2	110,8

(*) Société créée en 2017 dont la quote-part de 40,49% dans la situation nette est négative au 31 décembre 2020 de 65,9 millions d'euros.

La liste des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et les pourcentages détenus par le Groupe sont présentés en note 14 «Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2020».

Les sociétés mises en équivalence significatives (coentreprises) sont le groupe LAZ KARP Associates LLC («LAZ Parking»), la société Indigo Suisse, les Groupes City Parking en Colombie et au Panama et Smovengo.

- LAZ Parking est un groupe américain non coté détenu à hauteur de 50% au 31 décembre 2020 comme au 31 décembre 2019. La principale activité de ce groupe est l'exploitation de Parkings aux Etats-Unis.
- Indigo Suisse (anciennement nommée Parking du Centre) est une société suisse non cotée détenue à hauteur de 50% au 31 décembre 2020. La principale activité de cette société est l'exploitation de parkings à Lausanne en Suisse ;
- City Parking SAS est un groupe colombien non coté détenu à hauteur de 50% au 31 décembre 2020. La principale activité de ce groupe est l'exploitation de parkings en Colombie ;
- City Parking Panama SA est un groupe panaméen non coté détenu à hauteur de 50% au 31 décembre 2020. La principale activité de ce groupe est l'exploitation de parkings au Panama.
- Sunsea – Indigo Development est une société chinoise non cotée détenue à hauteur de 40% au 31 décembre 2020. La principale activité de cette société, entrée dans le périmètre en 2020, est l'exploitation de parkings en Chine.
- Smovengo est une Société par Actions Simplifiée détenue à hauteur de 40,49% au 31 décembre 2020 comme au 31 décembre 2019. Cette coentreprise exploite depuis le 1^{er} janvier 2018 le nouveau contrat d'exploitation des vélos en libre-service de la Ville de Paris, pour une durée de quinze ans.
Dans le cadre du financement de son développement, Indigo Infra a consenti une avance de trésorerie à sa filiale pour un montant de 67,6 millions d'euros, comptabilisée au bilan en actifs financiers courants, sur laquelle a été imputé un montant de 65,9 millions d'euros correspondant à la quote-part de situation nette négative de Smovengo. Le solde net de cette créance, après imputation de la quote-part négative de situation nette, s'élève à 1,7 million d'euros au 31 décembre 2020 et a été entièrement déprécié.

Les principales données financières des sociétés mises en équivalence, présentées en quote-part du Groupe, sont les suivantes :

	31/12/2020								
	LAZ KARP ASSOCIATES LLC	SUNSEA - INDIGO DEVELOPMENT (****)	INDIGO SUISSE	COLOMBIE PANAMA (*)	SMOVENGO (***)	AUTRES (**)	Total Co-entreprises	Entreprises associées	Total MEE
<i>(en millions d'euros)</i>									
Compte de résultat									
Chiffre d'affaires	172,2	-	2,7	4,0	18,9	3,8	201,6	-	201,6
EBITDA	17,4	(0,6)	1,6	(0,7)	2,4	1,5	21,4	-	21,4
<i>Dont IFRS 16 (loyers fixes)</i>	<i>7,6</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0,5</i>	<i>-</i>	<i>8,1</i>	<i>-</i>	<i>8,1</i>
Résultat opérationnel	8,6	(0,6)	1,3	(5,9)	2,0	0,5	5,7	(0,0)	5,7
Résultat net	5,6	(0,6)	1,1	(6,3)	(1,2)	0,2	(1,2)	(0,0)	(1,2)
Bilan									
Actifs non courants	24,2	1,7	12,2	2,3	0,0	10,1	50,6	(0,0)	50,6
Actifs courants	25,8	1,1	0,6	1,8	13,9	2,4	45,6	-	45,6
Capitaux propres	3,2	3,9	8,4	(0,4)	(65,9)	0,4	(50,6)	(0,0)	(50,7)
Passifs non courants	15,7	(1,7)	2,9	1,8	0,9	8,0	27,6	-	27,6
Passifs courants	31,2	0,7	1,6	2,8	78,9	4,2	119,3	-	119,3
Endettement financier net	(11,7)	1,0	(2,6)	(2,8)	0,3	(8,5)	(24,2)	-	(24,2)
<i>Dont IFRS 16 (loyers fixes)</i>	<i>(12,6)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(1,2)</i>	<i>-</i>	<i>(13,8)</i>	<i>-</i>	<i>(13,8)</i>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	(3,3)	-	(1,2)	-	-	-	(4,5)	-	(4,5)

QP d'actif net du Groupe dans les sociétés mises en équivalence									
Actif net des MEE	6,3	9,7	16,7	0,2		0,7	33,6		33,6
Pourcentage de détention du groupe	50%	40%	50%	50%	40,49%	50%	-		
QP d'actif net du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	3,2	3,9	8,4	0,1		0,4	15,8		15,8
<i>Goodwill</i>	<i>73,5</i>	<i>-</i>	<i>16,9</i>	<i>-</i>		<i>-</i>	<i>90,4</i>		90,4
Valeur comptable des intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	76,6	3,9	25,3	0,1	-	0,4	106,2		106,2

(*) City Parking SAS et City Parking Panama SA. Le résultat opérationnel intègre une dépréciation de goodwill de 4,0 M€ sur la société City Parking SAS. La quote part dans la situation nette négative de City Parking SAS (1,1 M€) est reclassée en minoration des actifs financiers courants du groupe.

(**) ParcBrux

(***) La quote part dans la situation nette négative de Smovengo (62,5 M€) est reclassée en minoration des actifs financiers courants du groupe (64,6 M€)

(****) Consolidée en mise en équivalence depuis le 16 novembre 2020

	31/12/2019								
	LAZ KARP ASSOCIATES LLC	WESTPARK Parking Services (****)	PARKING DU CENTRE	COLOMBIE PANAMA (*)	SMOVENGO (***)	AUTRES (**)	Total Co-entreprises	Entreprises associées	Total MEE
<i>(en millions d'euros)</i>									
Compte de résultat									
Chiffre d'affaires	242,0	1,7	3,4	9,0	17,1	0,8	273,9	-	273,9
EBITDA	20,8	0,3	2,1	0,8	4,6	0,2	28,9	-	28,9
<i>Dont IFRS 16 (loyers fixes)</i>	<i>5,4</i>	<i>0,0</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0,5</i>	<i>-</i>	<i>5,9</i>	<i>-</i>	<i>5,9</i>
Résultat opérationnel	10,2	0,2	1,8	(0,6)	(28,9)	0,1	(17,2)	0,0	(17,2)
Résultat net	7,2	0,2	1,5	(0,9)	(30,9)	0,1	(23,0)	0,0	(23,0)
Bilan									
Actifs non courants	33,1	-	12,5	1,8	0,2	6,3	53,8	(0,0)	53,8
Actifs courants	27,8	-	0,6	3,0	16,7	2,6	50,7	-	50,7
Capitaux propres	1,6	-	8,5	1,6	(59,8)	0,2	(48,0)	(0,0)	(48,0)
Passifs non courants	18,7	-	3,0	0,7	1,2	1,7	25,3	-	25,3
Passifs courants	40,5	-	1,6	2,6	75,5	7,0	127,2	-	127,2
Endettement financier net	(15,4)	-	(2,5)	(1,4)	(0,8)	(0,1)	(18,6)	-	(18,6)
<i>Dont IFRS 16 (loyers fixes)</i>	<i>(13,5)</i>	<i>(0,0)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(1,6)</i>	<i>-</i>	<i>(15,1)</i>	<i>-</i>	<i>(15,1)</i>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	(11,3)	(0,3)	(1,4)	-	-	-	(13,0)	-	(13,0)

QP d'actif net du Groupe dans les sociétés mises en équivalence									
Actif net des MEE	3,3	-	16,9	3,1	-	0,3	23,7	(0,1)	23,6
Pourcentage de détention du groupe	50%	-	50%	50%	40,49%	50%	-	20%	-
QP d'actif net du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	1,6	-	8,5	1,6	-	0,2	11,8	(0,0)	11,8
<i>Goodwill</i>	<i>77,9</i>	<i>-</i>	<i>16,8</i>	<i>4,3</i>	<i>-</i>	<i>0,1</i>	<i>99,1</i>	<i>-</i>	<i>99,1</i>
Valeur comptable des intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	79,5	-	25,3	5,9	-	0,2	110,8	(0,0)	110,8

(*) City Parking SAS et City Parking Panama SA

(**) Russia Parkinvest, Mosparkinginvest

(***) La quote part dans la situation nette négative de SmovenGO (59,8 M€) est reclassée en minoration de la créance financière du Groupe (63,0 M€)

(****) Montant représentant uniquement la période avant intégration globale. Le Groupe a pris le contrôle de la société West Park le 31 mai 2019

9.6.2.1 Quote-part de pertes non reconnues des coentreprises et entreprises associées

Il n'y a pas de quote-part de pertes non reconnue au titre des sociétés mises en équivalence.

9.6.2.2 Engagements à l'égard des coentreprises et entreprises associées

Dans le cadre de pactes d'actionnaires liant Infra Foch Topco, société mère d'Indigo Group, ou certaines de ses filiales, à ses associés au capital de City Parking en Colombie et au Panama des mécanismes d'options ont été mis en place, qui permettent au Groupe, dans certains cas, de prendre le contrôle, puis de racheter la totalité de ces sociétés à des dates déterminées, et sur la base de paramètres de valorisation prédéterminés, en général fondés sur un multiple d'EBITDA. Ces pactes d'actionnaires prévoient aussi, le cas échéant, des dispositions spécifiques dans l'hypothèse d'un changement de contrôle indirect du Groupe.

9.7 Actifs financiers non courants

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Titres de participations	0,4	4,2
Prêts et créances au coût amorti	23,4	23,7
<i>dont créances financières - Concessions</i>	<i>19,2</i>	<i>20,1</i>
Actifs non courants hors juste valeur des produits dérivés	23,7	28,0
Juste Valeur des produits dérivés actifs non courants (*)	7,0	5,9
Actifs non courants y compris juste valeur des produits dérivés	30,7	33,8

(*) Voir note 9.15 « Informations relatives à la gestion des risques financiers »

Les titres de participation s'élevaient à 0,4 million d'euros au 31 décembre 2020 contre 4,2 millions d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2019. Ils concernent pour l'essentiel des titres de participation non cotés dans les filiales du Groupe dont les indicateurs financiers sont inférieurs aux seuils de consolidation retenus par le Groupe (cf. note 3.2.1 « Périmètre de consolidation »).

Les prêts et créances, évalués au coût amorti, s'élevaient à 23,4 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 23,7 millions d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2019. Ils comprennent, outre des dépôts de garantie et des cautions relatives aux contrats de prestations de services et des prêts sur filiales consolidées selon la méthode de mise en équivalence, les créances financières rattachées aux contrats de concessions gérés par les filiales du Groupe pour 19,2 millions d'euros au 31 décembre 2020, contre 20,1 millions d'euros au 31 décembre 2019.

La part à moins d'un an des actifs financiers non courants est classée dans les actifs courants pour 8,3 millions d'euros.

Les actifs financiers disponibles à la vente et les prêts et créances au coût amorti s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)

	Titres de participations		Prêts et créances au coût amorti		Total
	Titres de participation non cotés	Autres actifs financiers disponibles à la vente	Créances financières / Concessions	Autres actifs financiers non courants	
Valeur brute					
Au 31/12/2018	3,5	0,0	27,4	7,3	38,2
Acquisitions de l'exercice	5,4	-	0,1	0,7	6,3
Sorties de l'exercice	(0,5)	-	(7,5)	(1,0)	(9,0)
Variations de périmètre	0,1	-	-	0,1	0,2
Ecart de conversion	0,0	-	-	0,1	0,1
Autres mouvements	(1,3)	-	0,1	(3,4)	(4,7)
Au 31/12/2019	7,2	0,0	20,1	3,7	31,0
Acquisitions de l'exercice	0,5	-	0,1	1,2	1,8
Sorties de l'exercice	(3,6)	-	(0,6)	(0,6)	(4,9)
Variations de périmètre	(4,4)	-	-	-	(4,4)
Ecart de conversion	-	-	-	(0,2)	(0,2)
Autres mouvements	1,7	-	-	0,3	2,0
Au 31/12/2020	1,3	-	19,5	4,5	25,3

Pertes de valeur					
Au 31/12/2018	(3,0)	(0,0)	-	(0,1)	(3,1)
Dotations aux provisions	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	(0,8)	-	-	-	(0,8)
Reprises de pertes de valeur	0,8	-	-	-	0,8
Sorties de l'exercice	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Au 31/12/2019	(3,0)	(0,0)	-	(0,1)	(3,0)
Pertes de valeur	(0,5)	-	(0,3)	(0,2)	(1,0)
Reprises de pertes de valeur	1,7	-	-	-	1,7
Sorties de l'exercice	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
Autres mouvements	0,9	-	-	-	-
Au 31/12/2020	(0,9)	(0,0)	(0,3)	(0,2)	(1,5)

Valeur nette					
Au 31/12/2018	0,5	0,0	27,4	7,2	35,1
Au 31/12/2019	4,2	0,0	20,1	3,7	28,0
Au 31/12/2020	0,3	0,0	19,2	4,1	23,7

Les principaux contrats de concession relevant du modèle financier ainsi que les engagements rattachés sont décrits en note 10.2 « Contrats de concession – Modèle de la créance financière ». La ventilation par échéance des prêts et créances évalués au coût amorti s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	31/12/2020	Échéances de 1 à 5 ans	> 5 ans
Créances financières / Concessions	19,2	1,3	18,0
Autres actifs financiers non courants	4,5	5,5	(1,0)
Prêts et créances au coût amorti	23,7	6,7	17,0

(en millions d'euros)

	31/12/2019	Échéances de 1 à 5 ans	> 5 ans
Créances financières / Concessions	20,1	4,7	15,4
Autres actifs financiers non courants	7,2	1,9	5,3
Prêts et créances au coût amorti	27,3	6,6	20,6

9.8 Actifs financiers de gestion de trésorerie et disponibilités

Les actifs financiers de gestion de trésorerie et disponibilités s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante - non équivalents de trésorerie	0,9	0,6
Actifs financiers de gestion de trésorerie	0,9	0,6
Équivalents de trésorerie	120,3	200,1
Disponibilités	99,6	150,8
Disponibilités et équivalents de trésorerie	219,9	351,0

Les actifs financiers de gestion de trésorerie et la trésorerie disponible sont présentés en diminution de l'endettement brut, et détaillés en note 9.14 « Informations relatives à l'endettement financier net ». Le poste « Équivalents de trésorerie » est constitué des excédents de trésorerie placés sur des comptes bancaires rémunérés.

9.9 Capitaux propres

9.9.1 Capital social

Le capital de la Société est constitué uniquement d'actions ordinaires entièrement libérées ayant une valeur nominale de 1 euro. Au 31 décembre 2020, comme au 31 décembre 2019, la Société est détenue à 99,77% par Infra Foch Topco (0,23% détenus par les salariés au travers d'un FCPE ayant acquis 362 000 actions d'Indigo Group en 2019).

L'évolution du capital social et de la prime d'émission sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 est la suivante :

(en millions d'euros)

	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Total
Solde au 31 décembre 2019	160 044 282	160,0	283,6	443,6
Variation de capital et de la prime d'émission	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2020	160 044 282	160,0	283,6	443,6

Comme au 31 décembre 2019, le total du capital social et de la prime d'émission s'élève à 443,6 millions d'euros au 31 décembre 2020.

9.9.2 Opérations constatées directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>		31/12/2020	31/12/2019
Titres de participation			
Réserve à l'ouverture		-	-
Variations de juste valeur de la période		-	-
Pertes de valeur constatées en résultat		-	-
Variations de juste valeur constatées en résultat lors de la cession		-	-
Variation de périmètre et divers		-	-
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	I	-	-
Couverture de flux de trésorerie			
Réserve à l'ouverture		(0,0)	(1,0)
Variations de juste valeur rattachées aux sociétés mises en équivalence		-	-
Autres variations de juste valeur de la période		-	-
Eléments de juste valeur constatés en résultat		-	-
Variation de périmètre et divers		(0,0)	1,0
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	II	(0,0)	(0,0)
<i>dont réserve brute rattachée aux sociétés mises en équivalence</i>		-	-
Réserve brute totale avant effet d'impôt (éléments recyclables en résultat)	I + II	(0,0)	(0,0)
Effet impôt associé		0,0	0,0
Réserve nette d'impôt (éléments recyclables en résultat)	III	(0,0)	(0,0)
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite			
Réserve à l'ouverture		6,3	4,7
Gains et pertes actuariels reconnus sur la période		1,3	2,3
Effet d'impôt associé		(0,4)	(0,8)
Variations de périmètre et divers		-	-
Réserve nette d'impôt (éléments non recyclables en résultat)	IV	7,1	6,3
Total opérations enregistrées directement en capitaux propres	III + IV	7,1	6,2

9.9.3 Distribution

Aucune distribution n'a été réalisée au cours de l'exercice 2020.

	31/12/2020	31/12/2019
Comptabilisés pendant l'exercice		
Montant de la distribution (*)	-	38,4
Distribution par action (**)	-	0,24

(*) En millions d'euros

(**) En euros

AU cours de l'exercice 2019, la Société avait procédé à la distribution d'une somme de 54,4 millions d'euros prélevée sur le poste « prime d'émission » et présentant le caractère d'un remboursement d'apport et d'un dividende d'un montant de 38,4 millions d'euros, prélevé sur le poste « report à nouveau ».

9.10 Engagements de retraites et autres avantages au personnel

Les provisions pour retraites et autres avantages au personnel s'élevaient à 22,0 millions d'euros au 31 décembre 2020 (dont 1,3 million d'euros à moins d'un an) contre 21,9 millions d'euros au 31 décembre 2019 (dont 0,9 million d'euros à moins d'un an). Elles comprennent, d'une part, les provisions pour engagements de retraites (indemnités de fin de carrière et retraites complémentaires) pour 19,8 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 19,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 et, d'autre part, les provisions pour autres avantages au personnel pour 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2019.

La part à moins d'un an de ces provisions est présentée au bilan en autres passifs courants hors exploitation.

9.10.1 Engagements de retraites

Les engagements de retraites complémentaires du Groupe portant sur des régimes à prestations définies correspondent aux engagements portés par les filiales de la Société, qui font l'objet de provisions inscrites au bilan consolidé correspondant à des indemnités de fin de carrière.

Les engagements de retraite couverts par des provisions concernent la France.

Les provisions sont calculées sur la base des hypothèses suivantes :

<i>Zone euro</i>	31/12/2020	31/12/2019
Taux d'actualisation	0,42%	0,63%
Taux d'inflation	0,60%	0,60%
Taux de revalorisation salaires	1,60%	1,60%
Durée active résiduelle moyenne probable des employés	12 -25 ans	12-18 ans

Le taux d'actualisation a été déterminé sur la base du rendement des obligations privées de première catégorie (rating AA) dont les maturités correspondent aux flux attendus des régimes. Les taux d'actualisation finalement retenus correspondent aux taux équivalents à l'application des différents taux selon les maturités.

Les autres hypothèses actuarielles locales (économiques et démographiques) ont été fixées selon les conditions en vigueur dans chacun des pays concernés.

Le cas échéant, les actifs financiers sont évalués à la juste valeur.

Sur la base des hypothèses actuarielles mentionnées ci-dessus, les engagements de retraite, le montant de la provision reconnue au bilan et les charges de retraite comptabilisées dans l'exercice s'analysent de la façon suivante :

Réconciliation des engagements et des provisions inscrites au bilan

(en millions d'euros)

	31/12/2020			31/12/2019			
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total	
Dette actuarielle au titre des engagements de retraite	19,8	-	19,8	19,7	-	19,7	
Juste valeur des actifs de couverture	-	-	-	-	-	-	
Surplus (ou déficit)	19,8	-	19,8	19,7	-	19,7	
Provisions reconnues au passif du bilan	I	19,8	-	19,8	19,7	-	19,7
Réserves de gestion de surplus	II	-	-	-	-	-	-
Effet de plafonnement de l'actif (IFRIC 14)	III	-	-	-	-	-	-
Total	I - II - III	19,8	-	19,8	19,7	-	19,7

Evolution de la dette actuarielle et des actifs de couverture sur la période

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Dette actuarielle au titre des engagements de retraite		
A l'ouverture de l'exercice	19,7	20,0
<i>dont engagements couverts par des actifs de couverture</i>	-	-
Coûts des services rendus au cours de la période	1,5	1,4
Coût d'actualisation de la dette actuarielle	0,1	0,3
Coût des services passés (modification et réduction de régime)	(0,0)	(0,1)
Liquidations de régime	-	-
Gains et pertes actuarielles reconnus en autres éléments du résultat global	(1,3)	(2,4)
<i>dont impact des changements d'hypothèses démographiques</i>	-	-
<i>dont impact des changements d'hypothèses financières</i>	0,5	(0,3)
<i>dont gains et pertes d'expérience</i>	(1,8)	(2,2)
Prestations servies sur l'exercice	(0,4)	(0,3)
Cotisations des salariés	-	-
Effet de l'évolution des taux de change	-	-
Variations de périmètre et autres	0,2	0,5
A la clôture de l'exercice I	19,8	19,7
dont engagements couverts par des actifs de couverture	-	-
Actifs de couverture		
A l'ouverture de l'exercice	0,0	0,0
Produits d'intérêts sur la période	-	-
Gains et pertes actuarielles reconnus en autres éléments du résultat global (*)	-	-
Liquidation de régime	-	-
Prestations servies sur l'exercice	-	-
Cotisations versées aux fonds par l'employeur	-	-
Cotisations versées aux fonds par les salariés	-	-
Ecart de conversion	-	-
Variations de périmètre et autres	-	-
A la clôture de l'exercice II	0,0	0,0
Déficit (ou surplus) I - II	19,8	19,7

Indigo Group estime à 1,1 million d'euros les versements prévus en 2021 au titre des engagements de retraite et relatifs aux prestations versées aux salariés retraités.

Variation de la provision pour engagements de retraites sur la période

(en millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
A l'ouverture de l'exercice	19,7	20,0
Charge totale reconnue au titre des engagements de retraites	1,5	1,8
Gains et pertes actuariels reconnus en autres éléments du résultat global	(1,3)	(2,4)
Prestations versées aux bénéficiaires par l'employeur	(0,4)	(0,3)
Cotisations versées aux fonds par l'employeur	-	-
Ecart de conversion	-	-
Variations de périmètre et autres	0,3	0,6
Réductions de régimes	-	-
A la clôture de l'exercice	19,8	19,7

Détail des charges comptabilisées au titre des régimes à prestations définies

(en millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2019
Coût des services rendus au cours de la période	(1,5)	(1,4)
Coût d'actualisation de la dette actuarielle	(0,1)	(0,3)
Produits d'intérêts sur actifs de couverture	-	-
Coût des services passés (modification et réduction de régime)	(0,0)	(0,1)
Impact liquidation des régimes et autres	0,1	0,0
Coût des services passés - droits acquis	-	-
Autres	-	-
Total	(1,5)	(1,8)

9.10.2 Autres avantages du personnel

Les engagements relatifs aux primes de fidélité sont couverts par une provision. Le montant de cette provision au 31 décembre 2020 s'élève à 2,2 millions d'euros, contre 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2019. Ces provisions concernent la France. Elles ont été calculées selon les mêmes hypothèses actuarielles que les engagements de retraites.

9.11 Autres provisions

Au cours de la période, les provisions figurant au passif du bilan ont évolué comme suit

(en millions d'euros)	Provisions non courantes	Provisions pour risques financiers	Total provisions non courantes	Total provisions pour risques courants (*)	Total provisions
Au 31/12/2019	28,7	0,0	28,7	25,0	53,7
Dotations	5,5	-	5,5	19,2	24,7
Utilisations	(6,7)	-	(6,7)	(6,6)	(13,3)
Autres reprises	-	-	-	-	-
Total impact Résultat opérationnel	(1,2)	-	(1,2)	12,6	11,4
Dotations	-	-	-	-	-
Utilisations	-	-	-	-	-
Autres reprises	-	-	-	-	-
Total autres postes du compte de résultat	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	0,0	-	0,0	(1,7)	(1,7)
Variations de périmètres et divers	(0,3)	0,5	0,2	0,0	0,2
Variation de la part à moins d'un an non courant	(0,3)	-	(0,3)	(0,6)	(0,9)
Au 31/12/2020	26,8	0,6	27,4	35,3	62,7

(*) dont part à moins d'un an des provisions non courantes pour 1,5 million d'euros au 31 décembre 2020

Au cours de l'exercice clôturé au 31 décembre 2019, les provisions figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)

	Provisions non courantes	Provisions pour risques financiers	Total provisions non courantes	Total provisions pour risques courants (*)	Total provisions
Au 31/12/2018	22,0	2,9	25,0	29,8	54,7
Dotations	15,2		15,2	10,4	25,6
Utilisations	(15,6)		(15,6)	(6,1)	(21,6)
Autres reprises	-		-	-	-
Total impact Résultat opérationnel	(0,3)	-	(0,3)	4,3	4,0
Dotations	-		-		-
Utilisations	-		-		-
Autres reprises	-		-		-
Total autres postes du compte de résultat	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-		-	(0,1)	(0,1)
Variations de périmètres et divers	(4,6)	(2,9)	(4,6)	2,7	(4,8)
Variation de la part à moins d'un an non courant	11,6		11,6	(11,7)	(0,1)
Au 31/12/2019	28,7	0,0	28,7	25,0	53,7

(*) dont part à moins d'un an des provisions non courantes pour 2,1 millions d'euros au 31 décembre 2019

Le Groupe est parfois impliqué dans des litiges dans le cadre de ses activités, notamment avec les autorités concédantes. Les risques y afférents sont évalués par le Groupe en fonction de sa connaissance des dossiers et font, le cas échéant, l'objet de provisions déterminées en conséquence.

9.11.1 Provisions non courantes à caractère opérationnel

Les provisions pour autres risques non courants comprennent principalement :

- des provisions pour contrats déficitaires ;
- des provisions à plus d'un an au titre des litiges et arbitrages avec les concédants ;
- d'autres provisions pour autres risques non courants.

9.11.2 Provisions courantes

Les provisions courantes (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) sont rattachées directement au cycle d'exploitation.

Elles comprennent principalement :

- des provisions pour remise en état en fin de contrat ;
- des provisions pour litiges sociaux.

9.12 Autres passifs non courants

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
<i>Puts</i> minoritaires West Park	-	6,3
Dettes relatives aux plans de rémunération à long terme fondées sur des instruments de capitaux propres	4,0	6,6
Autres	5,4	2,5
Autres passifs non courants	9,4	15,4

Le poste *Puts* sur minoritaires a été soldé sur l'exercice suite au paiement des 50% d'actions restantes de West Park à l'actionnaire minoritaire.

9.13 Besoin en fonds de roulement

9.13.1 Variation du besoin en fonds de roulement

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	1,8	1,8
Clients	101,1	114,1
Autres actifs courants d'exploitation	87,3	95,4
Stocks et créances d'exploitation (I)	190,2	211,3
Dettes fournisseurs	(58,5)	(62,8)
Autres passifs courants d'exploitation	(296,0)	(296,4)
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)	(354,5)	(359,2)
Besoin en fonds de roulement (hors provisions courantes) (I+II)	(164,3)	(147,9)
Provisions courantes	(35,3)	(25,0)
<i>dont part à moins d'un an des provisions non courantes</i>	<i>(1,5)</i>	<i>(2,1)</i>
Besoin en fonds de roulement (y compris provisions courantes)	(199,7)	(172,8)

Le besoin en fonds de roulement lié à l'activité comprend les actifs et passifs courants liés à l'exploitation, à l'exclusion des actifs et passifs d'impôt exigibles et des autres actifs et passifs courants à caractère financier.

L'excédent de fonds de roulement s'élève à 164,3 millions d'euros contre 147,9 millions d'euros au 31 décembre 2019. Cette évolution très sensible est principalement liée à la crise Covid-19 (cf Note 4).

La ventilation par échéance des postes composant le besoin en fonds de roulement s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020	< 1 an			< 5 ans	> 5 ans
		1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois		
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	1,8	1,1	-	0,6	-	0,1
Clients et autres débiteurs	101,1	99,6	-	-	1,5	-
Autres actifs courants d'exploitation	87,3	60,0	0,2	23,6	1,6	1,9
Stocks et créances d'exploitation	190,2	160,7	0,2	24,2	3,1	2,0
Fournisseurs	(58,5)	(57,1)	(0,7)	(0,1)	(0,6)	-
Autres passifs courants d'exploitation	(296,0)	(161,1)	(4,8)	(104,0)	(8,1)	(17,9)
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	(354,5)	(218,2)	(5,5)	(104,1)	(8,7)	(17,9)
Besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(164,3)	(57,5)	(5,3)	(79,9)	(5,7)	(15,9)

9.13.2 Analyse des créances clients

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Créances clients	86,1	92,1
Provisions - créances clients	(14,1)	(12,1)
Créances clients nettes	72,0	80,0

Au 31 décembre 2020, les créances clients dont le retard de paiement est compris entre 6 et 12 mois s'élèvent à 3,5 millions d'euros (contre 6,6 millions d'euros au 31 décembre 2019). Elles sont provisionnées à hauteur de 0,5 million d'euros (contre 1,3 million d'euros au 31 décembre 2019). Celles dont le retard de paiement est supérieur à un an s'élèvent à 17,4 millions d'euros (contre 14,1 millions d'euros au 31 décembre 2019) et sont provisionnées à hauteur de 10,6 millions d'euros (contre 8,7 millions d'euros au 31 décembre 2019).

9.14 Informations relatives à l'endettement financier net

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

Catégories comptables		31/12/2020			31/12/2019		
		Non courant	Courant (*)	Total	Non courant	Courant (*)	Total
Passifs évalués aux coûts amortis	Emprunts obligataires	(1 814,2)	(23,2)	(1 837,5)	(1 813,4)	(23,2)	(1 836,6)
	Autres emprunts bancaires et autres dettes financières	(49,9)	(6,5)	(56,4)	(18,2)	(20,4)	(38,7)
	Dettes financières de locations financements	-	-	-	-	-	-
		(1 864,1)	(29,7)	(1 893,8)	(1 831,6)	(43,6)	(1 875,2)
	Dettes financières liées au retraitement des redevances fixes (IFRIC 12)	(262,1)	(63,3)	(325,4)	(372,8)	(64,0)	(436,8)
	Dettes financières liées au retraitement des loyers fixes (IFRS 16)	(106,9)	(25,1)	(132,0)	(151,5)	(28,4)	(179,9)
	Total dettes financières à long terme (**)	(2 233,1)	(118,1)	(2 351,2)	(2 355,9)	(136,0)	(2 491,9)
	Autres dettes financières courantes	-	(0,0)	(0,0)	-	(0,0)	(0,0)
	Découverts bancaires	-	(0,5)	(0,5)	-	(5,1)	(5,1)
	Comptes courants financiers passifs	-	(0,1)	(0,1)	-	(3,6)	(3,6)
I - Dettes financières brutes		(2 233,1)	(118,8)	(2 351,9)	(2 355,9)	(144,7)	(2 500,6)
Actifs évalués à la juste valeur par résultat	Comptes courants financiers d'actifs	-	16,1	16,1	-	-	-
	Actifs financiers de gestion de trésorerie courante	-	0,9	0,9	-	0,6	0,6
	Equivalents de trésorerie	-	120,2	120,2	-	200,1	200,1
	Disponibilités	-	83,6	83,6	-	150,8	150,8
II - Actifs financiers		-	220,8	220,8	-	351,6	351,6
Dérivés	Instruments dérivés passifs	(3,7)	(0,2)	(3,8)	(2,7)	(0,8)	(3,4)
	Instruments dérivés actifs	7,0	2,0	8,9	5,9	1,0	6,9
	III - Instruments dérivés	3,3	1,8	5,1	3,2	0,3	3,5
Endettement financier net (I + II + III)		(2 229,8)	103,8	(2 126,0)	(2 352,7)	207,2	(2 145,5)

(*) Part courante incluant les intérêts courus non échus.

(**) Y compris part à moins d'un an.

L'endettement financier net du groupe Indigo Group s'élève à 2 126,0 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Les dettes associées aux engagements de rachat de minoritaires, aux compléments de prix sur acquisitions et aux garanties de liquidité accordées au FCPE sont comptabilisées en « Autres dettes non courantes » et ne sont pas intégrées à l'endettement financier net (cf. note 9.12 « Autres passifs non courants »).

9.14.1 Détail des dettes financières à long terme

Les dettes financières se composent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2020									31/12/2019
	Taux d'intérêt contractuel annuel	Échéances	Montant brut (nominal + frais bruts +/- primes brutes) (a)	Amortissements cumulés (b)	Incidence du coût amorti (*) (c)	Dettes nettes au bilan (a)+(b)+(c)	Intérêts courus non échus (d)	Variations de périmètre (e)	Total Valeur bilan (yc ICNE) (a)+(b)+(c)+(d)+(e)	Valeurs au bilan
I - Emprunts obligataires			1 810,4	-	3,8	1 814,2	23,2	-	1 837,5	1 836,6
dont :									-	
Souche 2025 : 650 millions d'euros	2,13%	avr-25	655,3	-	0,4	655,8	9,8	-	665,6	666,0
Souche 2028 : 700 millions d'euros	1,63%	avr-28	791,1	-	2,5	793,7	9,2	-	802,8	802,0
Souche 2029 : 100 millions d'euros	2,00%	juil-29	99,0	-	0,2	99,3	1,0	-	100,3	100,2
Souche 2037 : 125 millions d'euros	2,95%	juil-37	124,4	-	0,1	124,5	1,6	-	126,1	126,1
Souche 2039 : 150 millions d'euros	2,25%	juil-39	140,5	-	0,5	141,0	1,7	-	142,7	142,3
II - Autres emprunts			56,7	(2,2)	1,2	55,6	0,8	-	56,4	38,7
dont :										
<i>Emprunt d'actionnaire</i>			-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Avances villes</i>		mars-31	2,3	(0,8)	0,4	1,9	0,0	-	1,9	2,3
<i>RCF (coût non amorti + prélèvement)</i>		oct-23	(0,9)	-	0,7	(0,1)	0,2	-	0,0	(0,2)
<i>Divers emprunts bancaires</i>			55,3	(1,4)	0,0	53,9	0,6	-	54,4	36,5
III - Dettes financières de locations financements			-	-	-	-	-	-	-	-
Total dettes financières à long terme hors redevances fixes et dettes sur droits d'usage (I + II + III)			1 867,1	(2,2)	5,0	1 869,8	24,0	-	1 893,8	1 875,2
IV. Dettes financières liées au retraitement des redevances fixes (IFRIC 12)			325,4	-	-	325,4	-	-	325,4	436,8
V. Dettes financières liées au retraitement des loyers fixes (IFRS 16)			138,7	(7,3)	-	131,4	0,5	-	132,0	179,9
Total dettes financières à long terme (I + II + III + IV + V)			2 331,2	(9,5)	5,0	2 326,7	24,5	-	2 351,2	2 491,9

(*) L'incidence du coût amorti inclut également les amortissements de surcote/décote, l'amortissement des frais affectés à la ligne de crédit de 300 millions d'euros et l'impact de l'instrument de couverture de juste valeur.

9.14.1.1 Emprunts auprès d'établissements de crédit et autres emprunts et dettes financières

En date du 9 octobre 2014, une émission obligataire de 950 millions d'euros (deux tranches respectivement de 500 millions d'euros de maturité 6 ans et de 450 millions d'euros de maturité 10 ans ½), avait été souscrite par un syndicat d'investisseurs européens. Concomitamment, les lignes de tirage avaient été renégociées en une seule ligne d'un montant de 300 millions d'euros, sans garantie particulière.

Le 7 mai 2015, Indigo Group avait réalisé une nouvelle émission obligataire. Cette émission, d'une valeur nominale de 200 millions d'euros, avait été réalisée par abondement de la tranche initiale de 450 millions d'euros de maturité avril 2025 et de coupon 2,125%, émise en octobre 2014 (cf. ci-avant). La cotation de cette transaction faisait ressortir un spread de 107 bps au-dessus du taux mid-swap et une prime d'émission de 10,2 millions d'euros.

Le 7 octobre 2016 Indigo Group avait mis en place une nouvelle ligne de crédit renouvelable multidevises d'un montant de 300 millions d'euros dont la maturité était fixée à octobre 2021 (avec deux années d'extension possible sous réserve de l'accord des sept banques du syndicat).

Le 11 octobre 2017, six des sept banques, dont la participation à cette ligne de crédit s'élève à 275 millions d'euros, ont donné leur accord pour la première extension d'un an. La maturité du crédit porté par ces banques a donc été fixée au 7 octobre 2022. Le 13 septembre 2018, les sept banques y compris celle ayant refusé la première extension, ont donné leur accord pour une seconde extension d'un an. Indigo Group dispose donc d'une facilité 300 millions d'euros dont la maturité est portée au 7 octobre 2023.

Au 31 décembre 2020, comme au 31 décembre 2019, cette ligne n'est pas tirée.

Au mois de juillet 2017, Indigo Group avait réalisé deux émissions obligataires, sous forme de placements privés, l'une le 6 juillet 2017 d'un montant de 100 millions d'euros, portant un coupon de 2,000% et d'une durée de douze ans, l'autre le 27 juillet 2017 d'un montant de 125 millions d'euros, portant un coupon de 2,951% pour une durée de vingt ans.

Le 19 avril 2018, Indigo Group a lancé une nouvelle émission obligataire d'un montant de 700 millions d'euros et d'une maturité de 10 ans (avril 2028), portant un coupon fixe de 1,625%. Les fonds ainsi levés ont permis à Indigo Group de rembourser par anticipation, en mai 2018, son obligation de 500 millions d'euros arrivant à échéance en 2020, par l'exercice de sa clause de *make-whole*, ainsi que le prêt d'actionnaire de 100 millions d'euros contracté auprès d'Infra Foch Topco.

Le 26 juin 2019, une émission de 100 millions d'euros a été réalisée sous forme d'un abondement de la souche initiale de 700 millions d'euros de maturité 19 Avril 2028 et de coupon 1.625%.

Le 4 juillet 2019, un placement privé de 150 millions d'euros a été émis dans un format NSV allemand de maturité 4 juillet 2039 et de coupon annuel de 2,250%.

Enfin, en décembre 2020, Indigo Brésil a signé l'extension des maturités de 86% de sa dette bancaire au 31 décembre 2020 de 2021 à mai 2024, sécurisant ainsi son financement à moyen terme tout en réduisant le coût de financement par deux. Le groupe Indigo s'est porté garant de ces lignes de financement.

9.14.1.2 Dettes financières liées au retraitement des redevances fixes (IFRIC 12)

Le traitement comptable relatif aux redevances fixes se traduit par la comptabilisation d'un passif financier au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, réduit chaque année du fait des paiements des redevances.

Le passif financier associé à ce traitement comptable s'élève à 325,4 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 436,8 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Les actifs incorporels du domaine concédé comptabilisés en regard de ce passif financier s'élèvent à 306,0 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 420,6 millions d'euros au 31 décembre 2019.

9.14.1.3 Dettes financières liées au retraitement des loyers fixes (IFRS 16)

Le traitement comptable relatif aux loyers fixes se traduit par la comptabilisation d'un passif financier au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, réduit chaque année du fait des paiements des loyers.

Le passif financier associé à ce traitement comptable s'élève à 132,0 millions d'euros au 31 décembre 2020 (dont 1,2 million d'euros de contrat de location-financement) contre 179,9 millions euros au 31 décembre 2019 (dont 2,7 millions d'euros de contrat de location-financement).

Les droits d'utilisation, comptabilisés en actifs corporels, en regard de ce passif financier s'élèvent à 130,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 (cf. note 9.4.1) contre 180,0 millions d'euros au 31 décembre 2019.

9.14.2 Ressources et liquidités

9.14.2.1 Echancier des dettes

Au 31 décembre 2020, la maturité moyenne de la dette financière à long terme hors redevances fixes et hors loyers fixes du Groupe est de 6,8 ans (contre 7,8 ans au 31 décembre 2019).

(en millions d'euros)	31/12/2020							
	Valeur au Bilan (*) (yc ICNE)	Total (**)	1 à 3 mois	3 à 6 mois	entre 6 mois et un an	entre 1 et 2 ans	entre 3 et 5 ans	> 5ans
Dettes long terme								
Emprunts obligataires	(1 837,5)							
Flux de remboursement du capital		(1 825,0)	-	-	-	-	(650,0)	(1 175,0)
Flux d'intérêt		(317,9)	-	(26,8)	(9,1)	(35,9)	(107,6)	(138,5)
Autres emprunts bancaires	(56,4)							
Flux de remboursement du capital		(55,4)	(0,3)	(5,7)	0,3	(11,4)	(24,2)	(14,2)
Flux d'intérêt		(11,3)	(0,4)	(1,4)	(1,3)	(2,8)	(4,6)	(0,8)
Total dettes financières à long terme hors redevances fixes et loyers fixes	(1 893,8)	(2 209,6)	(0,7)	(33,9)	(10,1)	(50,0)	(786,4)	(1 328,5)
Dettes financières liées au retraitement des redevances fixes (IFRIC 12)	(325,4)	(325,4)	(15,8)	(15,8)	(31,7)	(41,1)	(78,0)	(143,0)
Dettes financières liées au retraitement des loyers fixes (IFRS 16)	(132,0)	(132,0)	(6,4)	(6,3)	(12,4)	(19,4)	(42,5)	(45,1)
Total Dettes financières à long terme	(2 351,2)	(2 667,0)	(22,9)	(56,0)	(54,2)	(110,5)	(906,8)	(1 516,5)
Autres dettes financières courantes								
Découverts bancaires	(0,5)	(0,5)	(0,5)	-	-	-	-	-
Comptes courants financiers passifs	(0,1)	(0,1)	(0,1)	-	-	-	-	-
Autres dettes	(0,0)	(0,0)	(0,0)	-	-	-	-	-
I - Dettes financières	(2 351,9)	(2 667,7)	(23,6)	(56,0)	(54,2)	(110,5)	(906,8)	(1 516,5)
II - Actifs financiers	220,8	220,8	220,8	-	-	-	-	-
Instrument dérivé passif	(3,8)	(3,8)	-	-	-	-	(3,8)	-
Instrument dérivé actif	8,9	8,9	0,0	0,1	0,0	0,0	8,3	0,6
III - Instruments financiers dérivés	5,1	5,1	0,0	0,1	0,0	0,0	4,4	0,6
Endettement financier net (I + II + III)	(2 126,0)	(2 441,9)	197,2	(55,9)	(54,2)	(110,5)	(902,4)	(1 516,0)

(*) Y compris intérêts courus non échus, prime d'émission et incidence du coût amorti incluant les amortissements de surcote/décote.

(**) La commission de non utilisation sur la ligne de crédit de 300 millions d'euros est intégrée dans les flux futurs

9.14.2.2 Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée qui inclut notamment les actifs financiers de gestion de trésorerie se décompose comme suit :

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Equivalents de trésorerie	120,3	200,1
<i>Valeurs mobilières de placement (OPCVM)</i>	<i>120,3</i>	<i>200,1</i>
Disponibilités	83,5	150,8
Découverts bancaires	(0,5)	(5,1)
Comptes courants de trésorerie actifs	16,0	-
Comptes courants de trésorerie passifs	(0,1)	(3,6)
Trésorerie nette	219,2	342,4
Autres dettes financières courantes	(0,0)	(0,0)
Actifs financiers de gestion de trésorerie	0,9	0,6
<i>Valeurs mobilières de placement (OPCVM) (*)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Titres de créances négociables et obligataires ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>
<i>Titres de créances négociables ayant une maturité supérieure à 3 mois à l'origine</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Trésorerie nette gérée	220,1	342,9

(*) Parts d'OPCVM placés avec un horizon de gestion à court terme, ne respectant pas les critères de qualification d'équivalents de trésorerie définis par la norme IAS 7.

Les équivalents de trésorerie (cf. note 9.8 « Actifs financiers de gestion de trésorerie et disponibilités ») sont gérés avec un objectif de rentabilité voisin de celui du marché monétaire, en évitant une prise de risque en capital et en conservant un niveau de volatilité faible au travers d'un système de contrôle des performances et des risques. Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont des OPCVM ou des comptes bancaires rémunérés.

9.14.2.3 Covenants financiers et notations de crédit

Au 31 décembre 2020, le Groupe n'a pas consenti de covenant.

Le 14 mai 2020, S&P Global Ratings a dégradé la notation d'Indigo Group à BBB- perspective négative. Cette dégradation fait suite aux impacts de la situation actuelle qui a entraîné une baisse significative de l'EBITDA en 2020. La reprise prévue en 2021-2022 devrait permettre au groupe de retrouver des ratios financiers en ligne avec les précédentes années.

9.14.2.4 Analyse des ressources disponibles

Indigo Group, a signé le 7 octobre 2016 une ligne de crédit renouvelable multidevises d'un montant de 300 millions d'euros dont la maturité est fixée au 7 octobre 2023 après activation des options d'extension.

Au 31 décembre 2020, comme au 31 décembre 2019, cette ligne n'est pas utilisée.

Le downgrade de la notation d'Indigo Group par S&P Global Ratings a eu pour impact une légère augmentation des commissions sur la ligne de crédit renouvelable.

9.15 Informations relatives à la gestion des risques financiers

Dans le cadre de son activité, le Groupe a instauré un cadre de gestion et de contrôle des différents risques de marché sur lesquels il est exposé, en particulier les risques de taux et de change.

Sur la base d'une analyse des différentes expositions aux risques de marché de taux et de change, le Groupe utilise divers produits dérivés avec pour objectif de réduire ces expositions et d'optimiser son coût de financement et son résultat de change.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe pour réduire et gérer son exposition aux risques de taux et de change relatifs à ses financements et à ses placements de trésorerie, sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, qu'ils bénéficient ou non d'une qualification de couverture.

Le 12 novembre 2018, Indigo Group a souscrit auprès de banques à de nouveaux swaps de taux pour un montant notionnel total de 150 millions d'euros. Ces swaps permettent de variabiliser une partie de la dette du Groupe, la dette à taux fixe avant couverture représentant 98% du montant total de la dette.

Au 31 décembre 2020, la juste valeur des instruments dérivés s'analyse comme suit :

	31/12/2020			31/12/2019		
	Actif	Passif	TOTAL Juste valeur (*)	Actif	Passif	TOTAL Juste valeur (*)
<i>(en millions d'euros)</i>						
Dérivés de taux : couverture de juste valeur	8,0	(3,7)	4,4	6,9	(2,7)	4,3
Dérivés de taux : couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Dérivés de taux : non qualifiés de couverture	-	-	-	-	-	-
Dérivés de taux	8,0	(3,7)	4,4	6,9	(2,7)	4,3
Dérivés de change : couverture de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Dérivés de change : couverture d'investissement net	-	-	-	-	-	-
Dérivés de change : non qualifiés de couverture	0,9	(0,2)	0,7	-	(0,8)	(0,8)
Dérivés de change	0,9	(0,2)	0,7	0,0	(0,8)	(0,8)
Total instruments dérivés	8,9	(3,8)	5,1	6,9	(3,4)	3,5

(*) La juste valeur inclut les intérêts courus non échus qui s'élèvent à 0,8 million d'euros au 31 décembre 2020 contre 0,9 million d'euros au 31 décembre 2019.

9.15.1 Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt s'opère selon deux horizons de gestion : un horizon long terme visant à sécuriser et préserver l'équilibre économique de la concession et un horizon court terme dont l'objectif est d'optimiser le coût moyen de la dette en fonction de la situation des marchés financiers.

Sur l'horizon de gestion long terme, l'objectif est de faire évoluer dans le temps une répartition taux fixe-taux variable de la dette en fonction du niveau d'endettement (mesuré par le ratio dette nette rapportée à l'EBITDA), la part à taux fixe étant d'autant plus importante que le niveau d'endettement est élevé.

Pour couvrir le risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise des produits dérivés optionnels ou d'échanges de taux d'intérêts (swaps). Ces produits dérivés peuvent être qualifiés ou non comptablement d'opérations de couverture conformément aux normes IFRS.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition, à la date d'arrêté, de la dette financière à long terme (hors dette liée au changement de méthode relatif au traitement comptable des redevances fixes) entre la part à taux fixe, la part à taux variable capé et la part à taux variable, avant et après prise en compte des produits dérivés :

	Avant produits dérivés de couverture		Couverture	Après produits dérivés de couverture	
	31/12/2020				
	Encours (*)	Quote-part (**)	Swap et option de taux	Encours (*)	Quote-part (**)
Taux fixe	1 854,3	98%	(150,0)	1 704,3	90%
<i>dont taux cappé</i>					
Taux variable	39,6	2%	150,0	189,6	10%
<i>dont taux cappé</i>					
Total dettes financières long terme hors redevances fixes	1 893,8	100%	0,0	1 893,8	100%

(en millions d'euros)

(*) Les montants sont indiqués en valeur de bilan et comprennent l'incidence du coût amorti (incluant les amortissements de surcote/décote ainsi que l'instrument dérivé de juste valeur).

(**) La quote-part est exprimée en pourcentage de la dette totale

	Avant produits dérivés de couverture		Couverture	Après produits dérivés de couverture	
	31/12/2019				
	Encours (*)	Quote-part (**)	Swap et option de taux	Encours (*)	Quote-part (**)
Taux fixe	1 840,1	98%	(150,0)	1 690,1	90%
<i>dont taux cappé</i>					
Taux variable	35,1	2%	150,0	185,1	10%
<i>dont taux cappé</i>					
Total dettes financières long terme hors redevances fixes	1 875,2	100%	0,0	1 875,2	100%

(en millions d'euros)

(*) Les montants sont indiqués en valeur de bilan et comprennent l'incidence du coût amorti (incluant les amortissements de surcote/décote ainsi que l'instrument dérivé de juste valeur).

(**) La quote-part est exprimée en pourcentage de la dette totale

9.15.1.1 Sensibilité au risque de taux

Indigo Group est soumis au risque de variation des taux d'intérêts sur son résultat consolidé compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement financier net à taux variable après opérations de couverture, qu'il s'agisse ou non des produits dérivés,
- des instruments dérivés non qualifiés de couverture.

En revanche, la variation de valeur des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée directement dans les capitaux propres et n'impacte pas le compte de résultat.

L'analyse suivante est effectuée en supposant que le montant des actifs, dettes financières et de dérivés au 31 décembre 2020 reste constant sur une année. Une variation de 25 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse ou une diminution des capitaux propres et du résultat (avant impôt) à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, les autres variables ont été supposées rester constantes.

	31/12/2020			
	Résultat		Capitaux propres	
	Impact du calcul de sensibilité +25 bp	Impact du calcul de sensibilité -25 bp	Impact du calcul de sensibilité +25 bp	Impact du calcul de sensibilité -25 bp
Dettes à taux variables après couverture comptable	(0,5)	0,5		
Actifs à taux variables après couverture comptable				
Dérivés non qualifiés comptablement de couverture	(0,0)	0,0		
Dérivés qualifiés de couverture de trésorerie			-	-
Total	(0,5)	0,5	-	-

(en millions d'euros)

9.15.1.2 Détail des produits dérivés de taux

Les produits dérivés de taux au 31 décembre 2020 s'analysent de la manière suivante :

	31/12/2020				31/12/2019		
	< 1 an	de 1 à 5 ans	>5 ans	Montant notionnel	Juste valeur (*)	Montant notionnel	Juste valeur (*)
<i>(en millions d'euros)</i>							
Instruments affectés à la couverture de juste valeur de la dette long terme							
Swap de taux d'intérêt receveur taux variable et payeur taux fixe							
Swap de taux d'intérêt receveur taux fixe et payeur taux variable			150,0	150,0	3,3	150,0	3,2
Options de taux (cap, floor, collar)							
Total couverture de juste valeur	-	-	150,0	150,0	3,3	150,0	3,2
Instruments affectés à la couverture de flux de trésorerie de la dette à long terme							
Swap de taux d'intérêt receveur taux variable et payeur taux fixe						-	-
Swap de taux d'intérêt receveur taux fixe et payeur taux variable						-	-
Options de taux (cap, floor, collar)						-	-
Total couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
Instruments non qualifiés comptablement de couverture							
Swap de taux d'intérêt						-	-
Future Rate Agreement						-	-
Options de taux (cap, floor, collar)						-	-
Total			-	-	-	-	-
Total dérivés de taux	-	-	150,0	150,0	3,3	150,0	3,2

(*) y compris ICNE

9.15.2 Risques de change

9.15.2.1 Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Le Groupe est exposé au risque de change principalement au travers de ses implantations internationales.

Au 31 décembre 2020, le Groupe n'identifie pas de risque de change particulier dans les pays en devise étrangère, ces activités bénéficiant d'une couverture naturelle compte tenu du fait que les recettes et les charges sont en monnaie locale. Par ailleurs, le Groupe ne couvre pas le risque de change lié à ses investissements à l'étranger (risque patrimonial).

Ainsi, la politique de gestion du risque de change de Indigo Group vise essentiellement à couvrir la remontée du résultat de sa filiale (via l'achat de contrat à terme) et les financements accordés par la maison mère (via l'achat de *cross currency swap*). De manière ponctuelle, les filiales peuvent directement emprunter en monnaie locale.

Les couvertures de change sont affectées à des flux futurs à hauteur de 37,6 millions d'euros en valeur notionnelle.

9.15.2.2 Répartition par devise des dettes financières à long terme hors redevances fixes

Les encours de dettes par devises sont :

(en millions d'euros)

	31/12/2020 (*)		31/12/2019 (*)	
Euro	1 843,6	97,3 %	1 843,7	98,3%
Real brésilien	36,1	1,9 %	31,6	1,7%
Franc Suisse	14,1	0,7 %	-	-
Dollar Américain	(0,0)	(0,0) %	-	-
Autres	-	-	-	-
Total dettes financières à long terme hors redevances fixes	1 893,8	100%	1 875,2	100%

(*) Les montants sont indiqués en valeur de bilan et comprennent l'indice du coût amorti

9.15.2.3 Détail des produits dérivés de change

Les opérations de dérivés de change réalisées par le Groupe pour la couverture de ses opérations commerciales ou financières s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)

	31/12/2020					
	CAD	USD	PLN	Autres devises	Montant notionnel	Juste valeur (*)
Swaps de devises (cross currency swaps)	10,3	20,1	7,1	-	37,6	1,2
Change à terme	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-
Opérations non qualifiées comptablement de couverture	10,3	20,1	7,1	-	37,6	1,2
Swaps de devises (cross currency swaps)	-	-	-	-	-	-
Change à terme	-	-	-	-	-	-
Opérations qualifiées comptablement de couverture	-	-	-	-	-	-
Total des dérivés de change	10,3	20,1	7,1	-	37,6	1,2

(*) y compris ICNE

(en millions d'euros)

	31/12/2019					
	CAD	USD	PLN	Autres devises	Montant notionnel	Juste valeur (*)
Swaps de devises (cross currency swaps)	14,2	-	-	-	14,2	(0,7)
Change à terme	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-
Opérations non qualifiées comptablement de couverture	14,2	-	-	-	14,2	(0,7)
Swaps de devises (cross currency swaps)	-	-	-	-	-	-
Change à terme	-	-	-	-	-	-
Opérations qualifiées comptablement de couverture	-	-	-	-	-	-
Total des dérivés de change	14,2	-	-	-	14,2	(0,7)

(*) y compris ICNE

9.16 Risque de crédit et contrepartie

Indigo Group est exposé à des risques de crédit en cas de défaillance de ses clients. Il est exposé au risque de contrepartie essentiellement pour ce qui concerne les disponibilités et équivalent de trésorerie, les créances financières et les produits dérivés.

Indigo Group considère que le risque de crédit lié aux créances clients est très limité du fait du grand nombre de clients, de leur diversité et du fort pourcentage de clients publics.

Quant aux instruments financiers, ils sont mis en place avec des établissements financiers répondant aux critères de notation de crédit définis par le Groupe.

La crise sanitaire COVID-19 n'a pas eu à ce stade d'impacts conduisant à une détérioration significative du risque de crédit du Groupe.

10. NOTES SUR LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES CONTRATS DE CONCESSION

10.1 Contrats de concession – Modèle de l'actif incorporel

10.1.1 Principales caractéristiques des contrats de concessions (voir note 3.3.4 « Contrats de concession »)

Les caractéristiques des principaux contrats de concession relevant du modèle de l'actif incorporel exploités par les filiales consolidées sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Contrôle et régulation du tarif par le concédant	Origine de la rémunération	Subvention ou garantie du concédant	Valeur résiduelle	Modèle comptable
Tous contrats de concession : environ 290 contrats en France et en Europe	Tarifs plafonds indexés en règle générale, selon les modalités définies par les contrats	Usagers	Le cas échéant, subventions d'équipement ou d'exploitation et/ou garanties de recettes payées par le concédant	Infrastructure rendue au concédant en fin de concession sans indemnité	Actif incorporel

10.1.2 Engagements donnés au titre des contrats de concessions – Modèle de l'actif incorporel

Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement :

Dans le cadre des contrats de concessions qu'il a conclu, le Groupe s'est engagé à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'il est destiné, en tant que concessionnaire, à exploiter.

Au 31 décembre 2020, les principales obligations d'investissements représentent un montant actualisé total de 116,5 millions d'euros et se séquent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2020	< 1 an	entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Total	116,5	64,2	45,2	7,1

Par ailleurs, les sociétés concessionnaires sont tenues de maintenir les Infrastructures en bon état de fonctionnement conformément aux dispositions contractuelles.

10.2 Contrats de concession – Modèle de la créance financière

10.2.1 Principales caractéristiques des contrats de concessions (voir note 3.3.4 « Contrats de concession »)

Les caractéristiques des principaux contrats de concession relevant du modèle de la créance financière exploités par les filiales consolidées sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Contrôle et régulation du tarif par le concédant	Origine de la rémunération	Subvention ou garantie du concédant	Valeur résiduelle	Dates de fin des contrats
Treize contrats de concessions, dont dix en France.	Tarifs plafonds indexés en règle générale, selon les modalités définies par les contrats	Utilisateurs et villes	Subvention de fonctionnement, complément de recettes, subvention d'équipement ou contribution annuelle de construction	Infrastructure rendue au concédant en fin de concession sans indemnité	Date de fin du contrat comprise entre 2022 et 2049

10.2.2 Engagements donnés au titre des contrats de concession – Modèle de la créance financière et contrats mixtes (voir note 3.3.4 « Contrats de concession »)

Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement

Dans le cadre des contrats de concession qu'elles ont conclus, les filiales du Groupe se sont engagées à réaliser des investissements.

Au 31 décembre 2020, les filiales du groupe ne sont pas engagées à réaliser des investissements au titre des contrats de concession sur le modèle de la créance financière.

En contrepartie de ces investissements, les filiales reçoivent une garantie de paiement du concédant.

11. AUTRES NOTES

11.1 Transactions avec les parties liées

Ce tableau résume par catégorie de parties liées (hors rémunérations des principaux dirigeants cf. note 11.2 « Rémunérations des dirigeants ») les montants relatifs aux transactions avec ces parties comptabilisés dans le compte de résultat consolidé et dans le bilan consolidé des périodes présentées

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Société mère		
Charges opérationnelles	-	-
Charges d'intérêt	-	(0,0)
Actifs financiers courants	16,1	0,0
Passifs financiers non courants	-	-
Passifs financiers courants	-	-
Fournisseurs	-	-
Entités exerçant une influence notable		
Chiffre d'affaires	-	-
Charges opérationnelles	-	-
Coût de l'endettement financier	-	-
Clients et autres actifs courants d'exploitation	-	-
Actif d'impôt exigible	-	-
Disponibilités et équivalents de trésorerie	-	-
Fournisseurs	-	-
Passifs financiers non courants	-	-
Passifs financiers courants	-	-
Passifs d'impôt exigible	-	-
Coentreprises		
Chiffre d'affaires	0,0	0,2
Charges et produits opérationnels	0,6	0,7
Clients et autres actifs courants d'exploitation	1,2	3,2
Autres actifs financiers courants	0,0	0,0
Disponibilités et équivalents de trésorerie	-	-

11.2 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants correspondent aux membres du Comité de Direction du Groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Avantages à court termes	3,3	3,8
Avantages postérieurs à l'emploi	0,4	0,4
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-
Total	3,7	4,2

11.3 Engagements hors bilan

11.3.1 Engagements donnés

Les engagements donnés s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	31/12/2020	31/12/2019
Échéances contractuelles		
Engagements d'investissement (**)	117,7	75,2
Autres engagements donnés		
Sûretés personnelles (*)	53,7	52,6
Sûretés réelles (*)	9,8	19,2
Redevances fixes (*)	28,6	6,4
Garanties solidaires des associés (*)	-	3,3
Autres engagements donnés (*)	-	4,4
Total des engagements donnés	209,8	161,2

(*) Montants non actualisés

(**) Montants actualisés

11.3.1.1 Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellements attachés aux contrats de concession

Les engagements d'investissement sont constitués d'obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement attachées aux contrats de concession et de PPP et s'analysent comme suit :

Modèle de l'actif incorporel

Dans le cadre des contrats de concessions qu'il a conclus, le Groupe s'est engagé à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'il est destiné, en tant que concessionnaire, à exploiter.

Au 31 décembre 2020, les principales obligations d'investissements représentent un montant actualisé total de 116,5 millions d'euros.

Par ailleurs, les sociétés concessionnaires sont tenues de maintenir les Infrastructures en bon état de fonctionnement conformément aux dispositions contractuelles.

Modèle de la créance financière

Dans le cadre des contrats de concession qu'elles ont conclus, les filiales du Groupe se sont engagées à réaliser des investissements pour lesquels elles reçoivent une garantie de paiement du concédant. Au 31 décembre 2020, il n'y a pas d'engagement d'investissement (contre 3,9 millions d'euros au 31 décembre 2019).

11.3.1.2 Sûretés personnelles

Au 31 décembre 2020, comme au 31 décembre 2019, le montant des avals, cautions et garanties données est constitué principalement de cautions bancaires données aux concédants en garantie de la bonne exécution des contrats de concession et de prestation de services.

11.3.1.3 Sûretés réelles

Au 31 décembre 2020, comme au 31 décembre 2019, le montant figurant au poste « Sûretés réelles » est constitué principalement d'hypothèques mises en place sur des parcs en pleine propriété en garanties d'emprunts, ainsi que de nantissement de créances garantissant des lignes de découvert.

11.3.1.4 Redevances fixes payées aux concédants dans le cadre de contrats de concession

Le Groupe capitalise les redevances fixes dans son bilan sous la forme d'un actif amortissable sur la durée du contrat au titre du droit d'utiliser le domaine public (parking) en contrepartie d'un passif au titre de l'engagement à payer ces redevances (norme IFRIC 12) ; ceci dès lors que l'actif est mis en service.

Entre la date de signature du contrat et la mise en service de l'actif, la valeur actualisée des redevances fixes est présentée en engagement hors bilan.

11.3.2 Engagements reçus

Les engagements reçus par le Groupe s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020	31/12/2019
Sûretés personnelles	18,6	10,2
Sûretés réelles	1,5	1,7
Autres engagements reçus	0,1	-
Total des engagements reçus	20,3	11,9

11.4 Effectifs

Les effectifs des sociétés consolidées par la méthode de l'intégration globale au 31 décembre 2020 se décomposent comme suit :

<i>(En nombre de salariés)</i>	31/12/2020			31/12/2019		
	France	International	Total	France	International	Total
Ingénieurs et cadres	267	146	413	284	154	438
Employés et ouvriers	1 561	4 674	6 235	1 692	6 367	8 059
Total	1 828	4 820	6 648	1 976	6 521	8 497

12. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à la recommandation de l'AMF, ce tableau n'intègre que les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

(en milliers d'euros)

	Deloitte			Proxima	Autres
	Commissaire aux comptes (Deloitte & Associés)	Réseau	Total Deloitte	Commissaire aux comptes (Proxima)	Commissaire aux comptes (Autres)
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés					
Émetteur	21,5	-	21,5	14,4	-
Filiales intégrées globalement	489,5	401,8	891,3	-	34,4
Sous-total	511,0	401,8	912,9	14,4	34,4
Services autres que la certification des comptes (*)					
Émetteur	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	48,0	32,0	80,0	-	-
Sous-total	48,0	32,0	80,0	-	-
Total	559,0	433,8	992,8	14,4	34,4

(*) Les services autres que la certification des comptes incluent les services dont la fourniture est requise par la réglementation ainsi que les services fournis à la demande des entités contrôlées (audits contractuels, lettres de confort, attestations, procédures convenues, consultations et travaux liés aux changements de normes comptables, due diligence d'acquisition, audits de procédures et de systèmes d'information et services fiscaux n'affectant pas l'indépendance des commissaires aux comptes).

13. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- Cession de la société City Parking Panama au Panama

Le 1^{er} février 2021, Indigo Infra Panama SA a procédé à la cession des 50% du capital qu'elle détenait dans la société panaméenne City Parking Panama. Cette cession entraîne le retrait du Groupe du Panama et s'inscrit dans la stratégie générale de recentrage ses activités.

L'activité de City Parking Panama n'a pas eu d'impact significatif sur l'activité du Groupe en 2020.

- Finalisation en cours des négociations relatives à Smovengo avec le SMAVM

Après 8 mois de négociations, un accord a été trouvé avec le SMAVM fin janvier 2021 et doit être formalisé par deux avenants (dont un a été voté par le SMAVM en février et l'autre le sera en mars). Cet accord prend en compte la forte augmentation des usages des VAE et introduit notamment un complément de rémunération par course VAE supplémentaire par rapport à la prévision initiale. En contrepartie, Smovengo accepte de déployer 200 stations supplémentaires, rémunérées conformément au contrat, et de prendre des engagements supplémentaires sur le volet RSE. L'Assemblée Générale du 25 février 2021 a permis l'approbation des comptes 2019 de Smovengo.

- Covid 19

Alors que l'évolution de la pandémie reste très incertaine en ce début d'année, INDIGO dispose de solides atouts pour maintenir son activité et rebondir rapidement quand la crise aura été surmontée.

Son modèle économique de temps long a montré sa résistance et son endurance et le nouveau plan stratégique « Beyond Covid » est particulièrement bien adapté aux grands enjeux actuels et futurs dans lesquels INDIGO sera créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement.

- Suisse – Expropriation du parc de stationnement de la Gare de Lausanne

Conformément aux discussions amorcées par les CFF (chemins de fer suisses) en 2019, INDIGO a reçu le 2 janvier 2021 un avis pour la prise de possession du parc de stationnement de la Gare de Lausanne au 1^{er} juin 2021. Pour mémoire le contrat de concession détenu par INDIGO est à échéance décembre 2085. Cette expropriation entraîne la fin d'exploitation de ce parc adossé à la gare de Lausanne le 31 mai 2021 et donne droit à des compensations significatives en cours de négociation.

14. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2020

Sociétés	31/12/2020		31/12/2019	
	Mode de consolidation	% de détention	Mode de consolidation	% de détention
CORPORATE				
INDIGO GROUP	Intégration Globale (IG)	Mère	Intégration Globale (IG)	Mère
FRANCE				
INDIGO INFRA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO PARK	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
EFFIPARC	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE GENERALE DE FINANCEMENT DE PARCS DE STATIONNEMENT - GEFIPARC	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARKING DE LA PLACE VENDOME	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARC AUTO AMBROISE PARE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARC AUTO METEOR	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARKING DU BOULEVARD SAINT-GERMAIN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LA SOCIETE DES PARCS DU SUD-OUEST	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
METZ STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA CGST	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA POISSY	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AMIENOISE DE STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES BUREAUX DE LA COLLINE DE SAINT CLOUD	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARC AUTO DE STRASBOURG	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE MEDITERRANEENNE DE STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE D'EXPLOITATION DES PARCS DE LA DEFENSE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA CERGY PONTOISE	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA HAUTEPIERRE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS DE TOURCOING	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE FINANCIERE MIDI-PYRENEES - SFMP	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
EFFIPARC ILE DE FRANCE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARC SAINT MICHEL	Intégration Globale (IG)	90,00%	Intégration Globale (IG)	90,00%
EFFIPARC BRETAGNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES GARAGES AMODIES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
EFFIPARC CENTRE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
EFFIPARC SUD EST	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA France	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE TOULOUSAINNE DE STATIONNEMENT - STS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SNC DU PARKING DE LA PUCELLE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA GRENOBLE	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARKING RENNES MONTPARNASSE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS DE NEULLY	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
CAGNES SUR MER STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOGEPARC NARBONNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES PARKINGS SOUTERRAINS DU 8EME ARRONDIS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AUXILIAIRE DE PARCS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AUXILIAIRE DE LA REGION PARISIENNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AUXILIAIRE DE PARCS MEDITERRANEE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SAP BOURGOGNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AUXILIAIRE DE PARCS DU LIMOUSIN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
UNIGARAGES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
GIS PARIS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
GESTION DE TRAVAUX ET DE FINANCEMENT	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS DE STATIONNEMENT LYON BELLECOUR	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES PARKINGS DU NORD ET DE L'EST (SOPANE)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOPARK	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE FINANCIERE DE PARC AUTOMOBILE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARKING MAILLOT	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES PARKINGS DE VERSAILLES (SAPV)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SNC PARKINGS DE LOURDES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARC CHAMPS ELYSEES PIERRE CHARRON (CEPC)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARIS PARKING BOURSE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SPS COMPIEGNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SPS SAINT QUENTIN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARKING MATIGNON-MARIGNY (SPMM)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%

Sociétés	31/12/2020		31/12/2019	
	Mode de consolidation	% de détention	Mode de consolidation	% de détention
IMMOBILIERE DU PARKING JOFFRE SAINT-THIEBAUT	Intégration Globale (IG)	99,28%	Intégration Globale (IG)	99,28%
SPS TARBES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA NEUILLY	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA NOISY-LE-GRAND	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA RUSSIE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES PARKINGS DE NEUILLY - SPN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS DE TOULOUSE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
STREETEO	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
NOGENT STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
BEAUVAIS STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS D'AGEN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO CAGNES STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PERPIGNAN VOIRIE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
HYERES STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
NEUILLY PARC LES SABLONS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SAINT-MAUR STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
CENTRAL PARCS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO STATIONNEMENT SB	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA LOUVRE PATRIARCHES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA TERNES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA LILLE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
MARSEILLE ETIENNE D'ORVES STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARC OPERA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO HOPITAL AMIENS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
MEAUX STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
RUEIL STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
INDIGO INFRA IMMOBILIER NICE COTE AZUR SCI	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
CANADA				
INDIGO INFRA CANADA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO PARK CANADA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
NORTHERN VALET	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
WESTPARK Parking Services	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	50,00%
GRANDE BRETAGNE				
LES PARCS GTM UK LIMITED	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
USA				
INDIGO INFRA USA HOLDING	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA HOBOKEN (Ex INDIGO CLEVELAND)	Intégration Globale (IG)	91,98%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ KARP ASSOCIATES LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ FLORIDA PARKING LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING CALIFORNIA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING CHICAGO LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING CT LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING GEORGIA/ATLANTA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING MA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING MID-ATLANTIC LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING NY/NJ LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING TEXAS LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
SUNSET PARKING SERVICES LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
ULTIMATE	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING NEVADA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING LOUISIANA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING HAWAII LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING MIDWEST LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING NORTHWEST LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING SOUTHWEST LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
BELGIQUE				
INDIGO PARK BELGIUM	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO PARK WALLONIE	Intégration Globale (IG)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA BELGIUM	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO PARK SECURITY BELGIUM	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%

Sociétés	31/12/2020		31/12/2019	
	Mode de consolidation	% de détention	Mode de consolidation	% de détention
TURNHOUT PARKING NV	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARKING PARTNERS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARKING SCALQUIN	Mise en équivalence (MEE)	20,00%	Mise en équivalence (MEE)	20,00%
SOCIETE IMMOBILIERE DES PARKINGS ERASME	Intégration Globale (IG)	75,00%	Intégration Globale (IG)	75,00%
PARKEERBEHEER LIER	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
ELECTRONIC SYSTEM ENGINEERING	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
IP-MOBILE	Intégration Globale (IG)	51,00%	Intégration Globale (IG)	51,00%
PARCBRUX	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
SUISSE				
INTERTERRA PARKING SA	Intégration Globale (IG)	52,89%	Intégration Globale (IG)	52,89%
PARKING PORT D'OUCHY	Intégration Globale (IG)	52,89%	Non intégrée (NI)	0,00%
INDIGO SUISSE	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
PARKING GARE DE LAUSANNE SA	Intégration Globale (IG)	95,00%	Intégration Globale (IG)	95,00%
POLOGNE				
INDIGO POLSKA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
IMMOPARK	Intégration Globale (IG)	94,97%	Non intégrée (NI)	0,00%
ESPAGNE				
INDIGO INFRA ESPANA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARKING UNAMUNO DEL AYUNTAMIENTO DE BILBAO	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO PARK ESPANA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
APARCAMIENTOS TRIANA SA (Atrisa)	Intégration Globale (IG)	99,06%	Intégration Globale (IG)	99,06%
HONG-KONG				
INDIGO INFRA CHINA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
CHINE				
SUNSEA-INDIGO DEVELOPMENT JV	Mise en équivalence (MEE)	40,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
SUNSEA-INDIGO PARKING	Mise en équivalence (MEE)	40,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
SUNSEA-INDIGO PARKING MANAGEMENT SERVICES	Mise en équivalence (MEE)	40,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
SUNSEA-INDIGO PARKING PARKING SERVICES	Mise en équivalence (MEE)	40,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
SUNSEA-INDIGO PARKING MANAGEMENT SERVICES BEIJING	Mise en équivalence (MEE)	40,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
LUXEMBOURG				
INDIGO PARK LUXEMBOURG	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
BRESIL				
INDIGO INFRA BRASIL PARTICIPACOES Ltda	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO ESTACIONAMENTO Ltda	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
ADMINISTRADORA GAUCHA DE ESTACIONAMENTOS SA (AGE)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
COLOMBIE + PANAMA				
INDIGO INFRA COLOMBIA SAS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
URBANIA MANAGEMENT Inc.	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
CITY PARKING SAS	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
SIPPA SAS	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CITY CANCHA SAS	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
MOVILIDAD URBANA INTELIGENTE SAS	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
ECO WASH Ltda	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CONCESSION CALLE 77	Non intégrée (NI)	0,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CONCESSION CALLE 85	Non intégrée (NI)	0,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CONCESSION CALLE 90	Non intégrée (NI)	0,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CONCESSION CALLE 97	Non intégrée (NI)	0,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
INDIGO INFRA PANAMA SA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
CITY PARKING PANAMA SA	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
DIGITAL ET NOUVELLES MOBILITES				
MOBILITY AND DIGITAL SOLUTIONS GROUP	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
OPnGO	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SN WATTMOBILE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	99,99%
SMOVENGO	Mise en équivalence (MEE)	40,49%	Mise en équivalence (MEE)	40,49%
INDIGO WEEL	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
DIGITAL NETHERLAND				
MOBILITY DIGITAL SERVICES B.V.	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
OPnGO GROUP B.V.	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
DIGITAL ESTONIE				
NOW! INOVATIONS TECHNOLOGY OÜ	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
DIGITAL USA				
MOBILE NOW! Lic	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%